

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE
ZAC LA RONDE 3 - DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT
MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU

COMMUNES D'ALLONES (49)



Juillet 2016



EXTENSION 3 DE L'ANJOU ACTIPARC DE LA RONDE

DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME D'ALLONNES

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



THEMA ENVIRONNEMENT
P.A de l'Aéropole
165 rue Georges Guynemer
44 150 ANCENIS

Juillet 2016

SOMMAIRE

1	RESUME NON TECHNIQUE	5
2	CONTEXTE DE L'ETUDE	23
2.1	CONTEXTE DE L'OPERATION	23
2.1.1	<i>Situation</i>	23
2.1.2	<i>Historique.....</i>	26
2.1.3	<i>Justification de l'opération</i>	28
2.2	DECLARATION DE PROJET - EVOLUTIONS DU PLU	29
2.3	CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	31
2.4	PRESENTATION DU PROJET D'AMENAGEMENT.....	33
3	DIAGNOSTIC ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	37
3.1	DIAGNOSTIC	37
3.2	ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	37
3.2.1	<i>Schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Grand saumurois</i>	37
3.2.2	<i>Programme Local de l'Habitat (PLH)</i>	37
3.2.3	<i>Plan de Déplacements Urbains (PDU)</i>	37
3.2.4	<i>Compatibilité du Projet avec la charte du PNR LOIRE ANJOU TOURAINE</i>	37
3.2.5	<i>Schéma Directeur de Gestion et d'Aménagement des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne</i>	38
3.2.6	<i>Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Authion</i>	41
3.2.7	<i>Schéma régional de cohérence écologique</i>	42
3.2.8	<i>Plan Climat Energie Territorial 2013-2018.....</i>	42
3.2.9	<i>Le Plan Départemental des Espaces Naturels Sensibles.....</i>	42
4	ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	45
4.1	CADRE PHYSIQUE.....	46
4.1.1	<i>Éléments climatiques.....</i>	46
4.1.2	<i>Topographie</i>	46
4.1.3	<i>Géologie, hydrogéologie, pédologie</i>	49
4.1.4	<i>Éléments hydrographiques.....</i>	54
4.2	RISQUES MAJEURS	63
4.2.1	<i>Risques naturels majeurs</i>	63
4.2.2	<i>Risques industriels et technologiques.....</i>	67
4.3	CADRE BIOLOGIQUE.....	68
4.3.1	<i>Occupation du sol et végétation</i>	68
4.3.2	<i>La faune.....</i>	72
4.3.3	<i>Délimitation des zones humides</i>	76
4.3.4	<i>Zonages réglementaires relatifs aux milieux d'intérêt écologique particulier.....</i>	85
4.3.5	<i>Trame verte et bleue</i>	93
4.3.6	<i>Espaces Naturels Sensibles</i>	98
4.3.7	<i>Inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO :</i>	98
4.4	PAYSAGE ET PATRIMOINE	100
4.4.1	<i>Paysage</i>	100
4.4.2	<i>Patrimoine culturel</i>	106
4.5	CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE	109
4.5.1	<i>Démographie.....</i>	109
4.5.2	<i>Logement.....</i>	110
4.5.3	<i>La population active.....</i>	111
4.5.4	<i>Activités économiques</i>	112
4.5.5	<i>Activité agricole</i>	116
4.5.6	<i>Equipements</i>	120
4.6	INFRASTRUCTURES ET RESEAUX EXISTANTS	121
4.6.1	<i>Le réseau viaire.....</i>	121
4.6.2	<i>Transports en commun.....</i>	125
4.6.3	<i>Liaisons douces</i>	126
4.6.4	<i>Réseaux divers.....</i>	126
4.7	GESTION DES DECHETS.....	127

4.8	POLLUTIONS ET NUISANCES	128
4.8.1	<i>Pollutions des sols</i>	128
4.8.2	<i>Qualité de l'air</i>	130
4.8.3	<i>Cadre acoustique</i>	133
4.9	SYNTHESE DES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES	138
LES RAISONS DES CHOIX RETENUS, LES MOTIFS DE DE DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES QUI Y SONT APPLICABLES.....		140
5 LES RAISONS DES CHOIX RETENUS, LES MOTIFS DE DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES QUI Y SONT APPLICABLES.....		141
5.1	PLAN LOCAL D'URBANISME EN VIGUEUR	141
5.2	EVOLUTIONS ENVISAGEES DU PLU	143
ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET MESURES ENVISAGEES POUR SUPPRIMER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT		148
6 ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET MESURES ENVISAGEES POUR SUPPRIMER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT		149
6.1	INCIDENCES SUR LE MILIEU PHYSIQUE	149
6.1.1	<i>Qualité de l'air et climat</i>	149
6.1.2	<i>L'espace hydrique</i>	150
6.2	INCIDENCES AU REGARD DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES.....	153
6.2.1	<i>Les risques naturels</i>	153
6.2.2	<i>Les risques industriels et technologiques</i>	154
6.3	INCIDENCES SUR LE CADRE BIOLOGIQUE	154
6.4	INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000	157
6.4.1	<i>Impacts directs sur les sites Natura 2000</i>	157
6.4.2	<i>Impacts indirects sur les sites Natura 2000</i>	158
6.4.3	<i>Conclusion</i>	159
6.5	INCIDENCES SUR LE CADRE PAYSAGER ET PATRIMONIAL.....	160
6.5.1	<i>Paysage</i>	160
6.5.2	<i>Patrimoine culturel et historique</i>	161
6.6	IMPACTS SUR LE CADRE SOCIO-ECONOMIQUE.....	162
6.6.1	<i>Impacts sur le bâti</i>	162
6.6.2	<i>Impacts agricoles</i>	162
6.6.3	<i>Incidences sur les activités (hors activité agricole)</i>	163
6.7	INCIDENCES SUR LES INFRASTRUCTURES ET LES DEPLACEMENTS	164
6.7.1	<i>Incidences sur les trafics</i>	164
6.7.2	<i>Impacts sur les transports en commun</i>	165
6.7.3	<i>Impacts sur les modes doux de déplacements</i>	165
6.8	INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT SONORE	165
6.9	INCIDENCES SUR LA SANTE HUMAINE.....	167
6.9.1	<i>La pollution des eaux</i>	167
6.9.2	<i>La pollution des sols</i>	167
6.9.3	<i>Le bruit</i>	168
6.9.4	<i>La pollution atmosphérique</i>	168
ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET SUIVI ENVIRONNEMENTAL.....		170
7 ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU – SUIVI ENVIRONNEMENTAL.....		171
8 ANALYSE DES METHODES UTILISEES ET DES DIFFICULTES RENCONTREES POUR EVALUER LES EFFETS DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT		174
8.1	GENERALITES – NOTIONS D'EFFET OU D'IMPACT DU PROJET.....	174
8.2	ESTIMATIONS DES IMPACTS ET DIFFICULTES RENCONTREES - GENERALITES	175
8.3	CAS DE LA DECLARATION DE PROJET DE L'EXTENSION DE LA RONDE 3 VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU	176

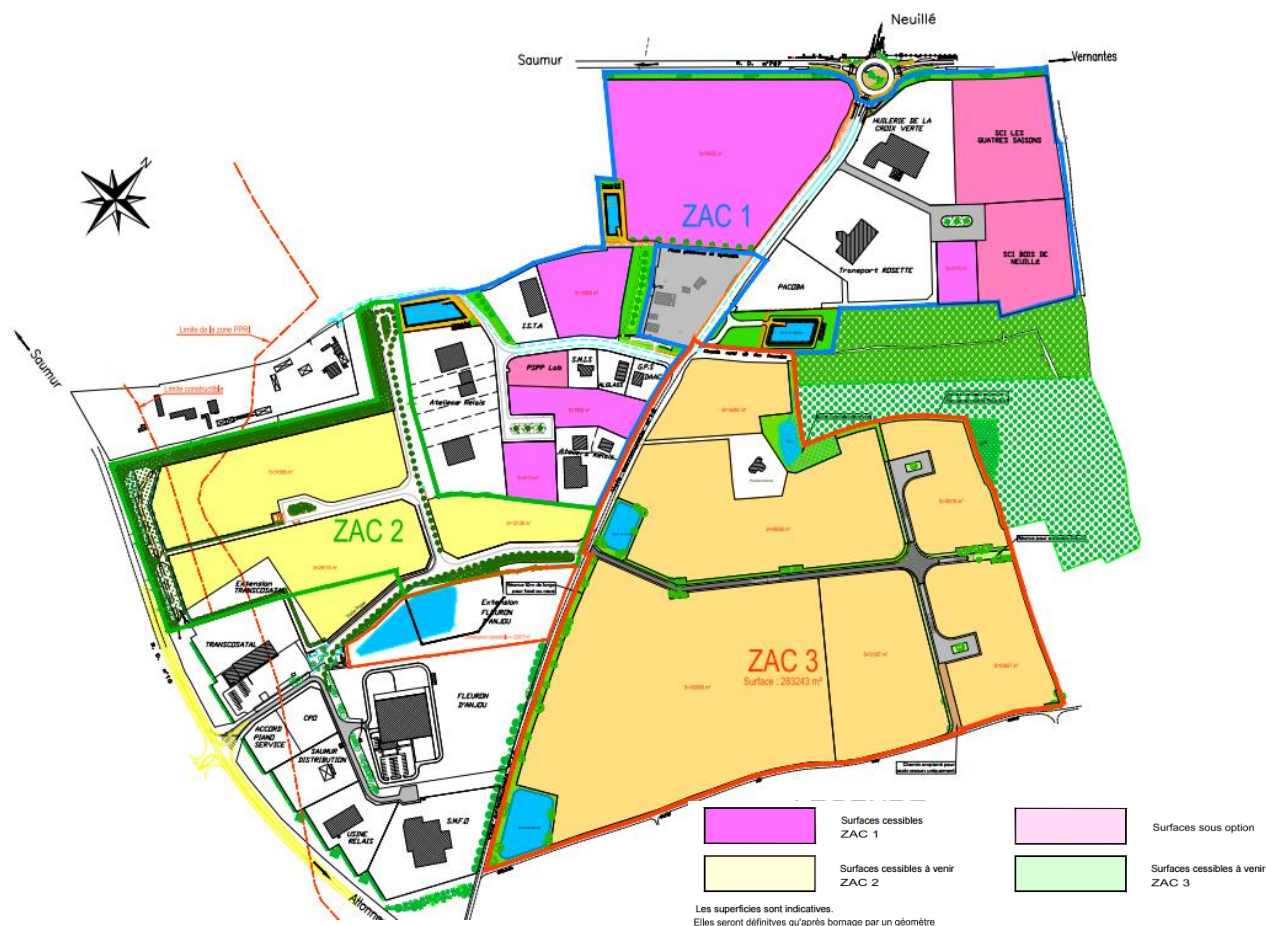
TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Plan de localisation	24
Figure 2 : Vue aérienne	25
Figure 3 : Périmètres du projet global de zones d'activités de la Ronde (schéma d'aménagement des ZAC 2 et 3 donné à titre indicatif).....	27
Figure 4 : Schéma d'aménagement (découpage indicatif)	34
Figure 5 : Contexte topographique.....	47
Figure 6 : Topographie du site.....	48
Figure 7 : Plan d'implantation des sondages	50
Figure 8 : Extrait de la carte géologique BRGM	51
Figure 9 : Risque de remontée de nappe.....	53
Figure 10 : Hydrographie	56
Figure 11 : Phases et procédures loi sur l'eau	57
Figure 12: Cartographie du PPRI	58
Figure 13: Cartographie du PPRI en cours de révision.....	59
Figure 14 : Carte de retrait et gonflement des argiles sur Allonnes.....	64
Figure 15 : Cavités recensées sur la commune d'Allonnes (BRGM)	65
Figure 16 : Carte des communes concernées par le risque feu de forêt	66
Figure 17 : Cartographie de l'occupation du sol.....	70
Figure 18 : Schéma d'une lisière étagée favorable (source : projet revitalisation des forêts - Direction générale de l'environnement du canton de Vaud (Suisse))	73
Figure 19 : Enjeux faunistiques (hors chiroptères)	74
Figure 20 : Résultats des investigations chiroptérologiques	75
Figure 21 : Pré-localisation des zones humides aux abords de la zone d'étude	77
Figure 22 : Carte des zones humides floristiques	78
Figure 23: Localisation des sondages pédologiques	79
Figure 24: Localisation de la zone humide pédologique.....	82
Figure 25 : Synthèse des zones humides sur l'aire d'étude	84
Figure 26 : Plan du Parc (zoom sur le territoire d'Allonnes)	86
Figure 27 : Inventaire et protection du patrimoine naturel.....	87
Figure 28 : Localisation des sites Natura 2000 les plus proches	91
Figure 29 : Extrait de l'atlas du SRCE	94
Figure 30 : Extrait de la TVB du PNR LAT	95
Figure 31 : Trame verte et bleue du SCOT du Grand Saumurois.....	97
Figure 32 : Situation par rapport au Val de Loire.....	99
Figure 33 : Reportage photographique d'ensemble	103
Figure 34 : Unités paysagères	104
Figure 35 : Atlas des patrimoines (extrait)	108
Figure 36 : Répartition par tranche d'âge en 2006 et 2011	110
Figure 37 : Répartition des actifs selon la catégorie socioprofessionnelle en 2011	112
Figure 38 : Registre parcellaire graphique 2012	117
Figure 39 : Parcellaire des exploitations agricoles	119
Figure 40 : Réseau viaire général.....	121
Figure 41 : Accès à la ZA de la Ronde.....	122
Figure 42 : Réseau viaire	124
Figure 43 : Réseau de bus	125
Figure 44 : Sites Basias	129
Figure 45 : Echelle de bruit	134
Figure 46 : Localisation des points de mesure acoustique.....	137
Figure 47 : Synthèse des sensibilités environnementales	139
Figure 48 : PADD	142
Figure 49 : Règlement graphique actuel	143
Figure 50 : Règlement graphique : évolution envisagée	144
Figure 51 : Orientation d'Aménagement et de Programmation de l'extension de la Ronde 3.....	145
Figure 52 : PADD-- document graphique actuel.....	146

Figure 53 : PADD-- document graphique modifié.....	146
Figure 54 : Représentation schématique du fonctionnement itératif de l'évaluation environnementale.....	176

b. Contexte de l'opération - Justifications

Deux secteurs ont déjà été aménagés au sud sur environ 12 hectares et au nord sur environ 26 ha. Ces deux zones ne sont pas contiguës.



Ce projet d'extension s'est accompagné de la mise en place d'une réserve foncière sur environ 41 ha (ZAC¹ 2 et ZAC 3) afin d'assurer la jonction entre le lotissement au Sud et la ZAC 1 au Nord.

Afin de proposer une nouvelle offre foncière destinée à des activités industrielles, tertiaires, artisanales et commerciales, la Communauté d'Agglomération a décidé la création d'une seconde tranche opérationnelle sur la partie Est de cette réserve foncière sur environ 28 hectares, dans le prolongement de la zone existante, qui sera aménagée dans le cadre d'une procédure de ZAC, baptisée ZAC n°3 et permettant de proposer une offre foncière indisponible à ce jour (parcelle de 10 ha minimum).

Outre la réponse à un besoin avéré, l'extension de la zone de La Ronde pourra permettre de développer une offre foncière permettant l'accueil d'activités qui nécessitent de bonnes conditions d'accès, des surfaces de parcelles importantes et d'un seul tenant et des hauts niveaux de service.

¹ Zone d'Aménagement Concerté

Elle répond aux enjeux suivants :

- . Pérenniser l'emploi local en permettant aux entreprises de se relocaliser et se développer sur leur territoire,
- . Favoriser le développement économique du territoire en offrant des possibilités d'accueil aux nouvelles entreprises désirant s'implanter.
- . Renforcer l'attractivité de ce pôle économique majeur de l'agglomération Saumuroise

La zone d'activités de La Ronde à Neuillé / Allonnes comme celle de Longué-Jumelles sont situées dans le Val d'Authion qui concentre une activité maraîchère et horticole particulièrement importante. Malgré cela, ces deux zones diffèrent dans leurs rôles. Si la zone d'activités de Longué-Jumelles connaît un développement diversifié (agroalimentaire, BTP, logistique, ...) la zone d'activités de La Ronde concentre davantage d'activités de préparation, conditionnement et logistique liées au maraichage et à l'horticulture. La zone de La Ronde participe ainsi à la dynamique des activités maraîchères et horticoles du Val d'Authion, tenant un rôle complémentaire vis-à-vis de zones telle que l'Anjou Végéparc de Longué-Jumelles destiné au développement d'activités de production.

Au rythme de commercialisation moyen de 2.2 ha par an, les 8.1 ha disponibles à La Ronde au 01/01/2016 répondaient aux besoins pour un peu plus de 3 ans et demi; il est donc urgent d'envisager l'extension de cette zone pour permettre le développement économique du cœur d'agglomération, mais aussi de satisfaire le développement du secteur d'Allonnes qui totalise à lui seul de l'ordre de 13.000 habitants.

c. Objectifs et description des évolutions du PLU

Pour permettre l'ouverture à l'urbanisation de la tranche 3 de la ZAC la Ronde 3, classée en zone agricole (A) au Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Allonnes, une mise en compatibilité du PLU de la Commune d'Allonnes est nécessaire, par l'engagement de la procédure dite de **déclaration de projet**.

Une évaluation environnementale est réalisée dans le cadre de cette déclaration de projet afin d'identifier les incidences prévisibles sur l'environnement des évolutions du PLU, en apprécier l'importance et proposer, le cas échéant, des mesures pour les supprimer, les réduire ou les compenser.

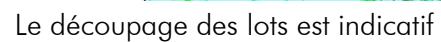
d. Présentation du projet d'aménagement

L'accès sera réalisé depuis la RD 767 au niveau de la VC 13. Une voie interne avec deux raquettes de retournement est prévue.

Le positionnement de cette voirie permet d'obtenir des lots de 10 et 5 ha d'un seul tenant au sud-ouest de la ZAC.

Au nord, un découpage des lots de surface pouvant être comprise entre 2000 et 30 000 m² est possible.

Une habitation au nord en bordure du bois est préservée. Un « fil vert » ou liaison douce pour piéton et cycliste est prévue dans la partie nord de l'extension.



2. ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Le PLU mis en compatibilité est compatible avec :

- La charte du Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine (recours à des démarches de qualité, réalisation de nouvelles extensions sous la forme d'opérations d'ensemble, application des principes de développement durable)
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne. aux vues des dispositifs de gestion des eaux pluviales prévus et des effets attendus en termes de maintien de qualité des milieux naturels récepteurs, de l'absence d'impact sur les zones humides
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Authion (le projet ne remet pas en cause les enjeux identifiés à l'échelle du SAGE°).
- Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) (pas de remise en cause des continuités écologiques identifiées dans le SRCE).
- Le Plan Climat Energie Territorial 2013-2018
- Le Plan Départemental des Espaces Naturels Sensibles (pas d'ENS au droit du site ou à ses abords)

Le SCOT du Grand saumurois est en cours d'élaboration. D'ici son approbation, toute ouverture à l'urbanisation de zones naturelles, agricoles ou forestières ainsi que de zones à urbaniser créées après le 1^{er} juillet 2002 est soumise à dérogation, après avis de la commission départementale de consommation des espaces agricoles.

3. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Les tableaux suivants et la carte synthétisent les sensibilités environnementales et les contraintes réglementaires sur le secteur plus particulièrement concerné par l'évolution du document d'urbanisme.

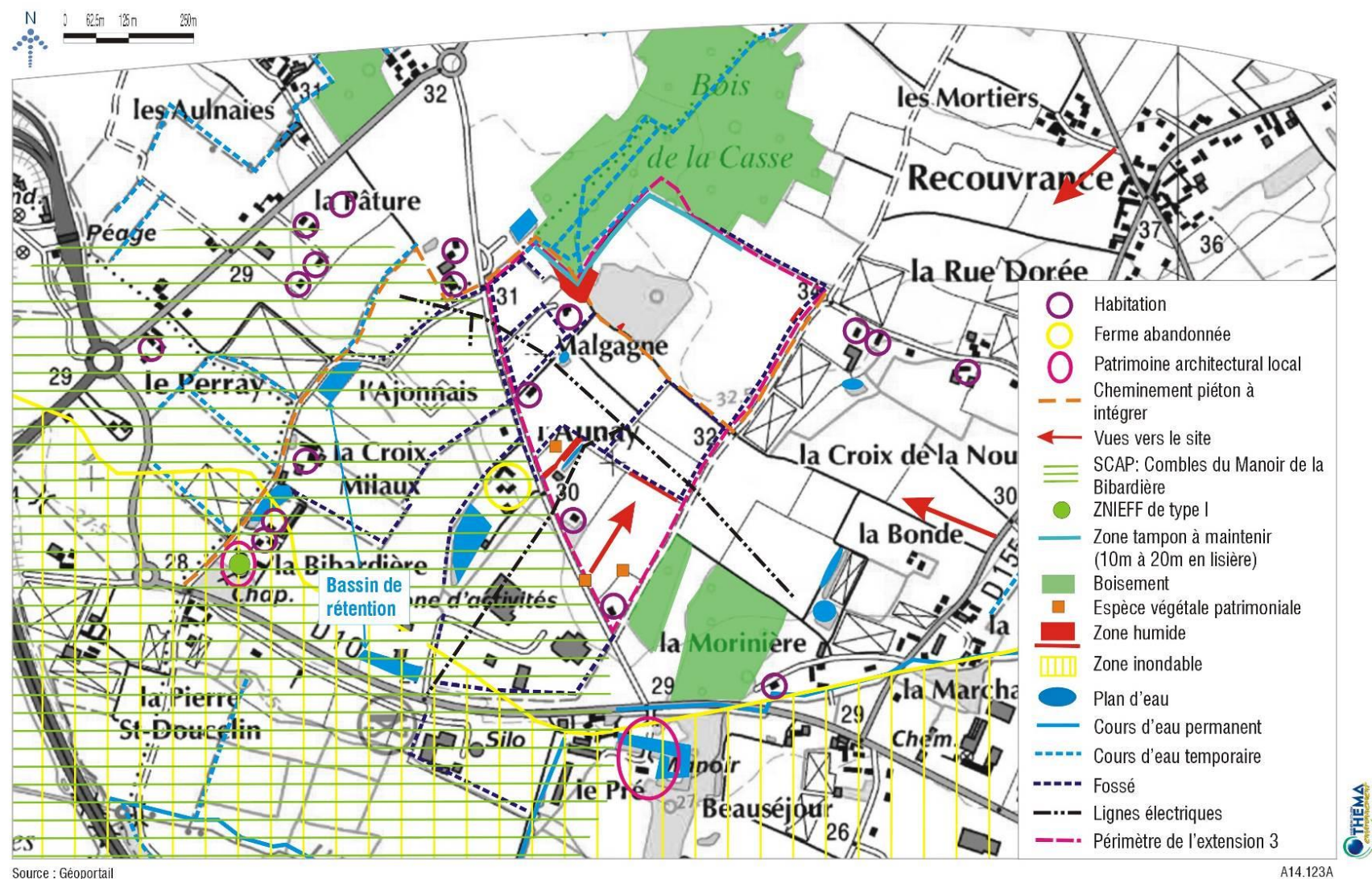
THEMATIQUE	ETAT INITIAL - SENSIBILITES ET CONTRAINTES	ENJEUX/OBJECTIFS/MESURES
Topographie	Terrains au relief peu marqué, s'inclinant légèrement vers le sud, en bordure du Val d'Authion	
Géologie / Hydrogéologie	Des sols sous-tendus par des alluvions anciennes donnant des sols sableux plus ou moins graveleux et des sables argileux Les terrains recèlent une nappe susceptible de devenir quasi affleurante par rapport au terrain naturel en période hivernale. Site situé en dehors de périmètres de protection de captage d'eau potable	La présence d'une nappe superficielle dans le talweg central peut constituer une contrainte vis-à-vis de la mise en place d'ouvrages de gestion des eaux pluviales.
Réseau hydrographique	Site localisé dans le bassin versant aval de l'Autonne, affluent de l'Authion. Etat écologique de la masse d'eau (Authion): moyen Site parcouru par plusieurs fossés débouchant sur le réseau pluvial (fossé et bassin de rétention) de la zone d'activités existante. Secteur ayant fait l'objet d'un arrêté d'autorisation en 2010	Préservation des ressources en eau Prise en compte des dispositions du SDAGE Loire Bretagne
Risques majeurs	Risque inondation : Allonnes est située dans l'aire du Plan de prévention des Risques d'inondation du Val d'Authion en cours de révision : site hors zone inondable Risques mouvement de terrain : - retrait gonflement des argiles : aléa faible - cavités : pas de cavité connue sur le site Zonage sismique : zone 2 (aléa faible) Feu de forêt : site localisé à proximité d'un bois Risque tempête sur toute la commune Le site n'est pas soumis à des risques technologiques particuliers.	Prise en considération de règles de construction parasismiques pour tous les bâtiments sauf habitations individuelles

THEMATIQUE	ETAT INITIAL - SENSIBILITES ET CONTRAINTES	ENJEUX/OBJECTIFS/MESURES
Cadre biologique	<p>Des milieux assez marqués par la présence humaine et des espèces végétales communes à très communes (enjeu modéré à faible). 85% du périmètre d'étude est occupé par des terres agricoles (grandes cultures et cultures maraîchères).</p> <p>4000 m² zones humides dont une principale autour d'un plan d'eau jouxtant une habitation et des zones humides de taille restreinte au niveau de fossés.</p> <p>Faune : des enjeux écologiques identifiés au niveau de la lisière du bois de la Casse (situé hors périmètre), principalement pour les groupes des reptiles et des chiroptères (chauves souris)</p> <p>Site localisé dans le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine mais en dehors tout espace faisant l'objet d'un inventaire ou d'une protection du patrimoine naturel. Un site connu pour les chauves souris (Combles du manoir de la Bibardiere) à 500 m</p> <p>Site localisé en dehors des réservoirs de biodiversité et des corridors principaux</p>	<p>Protection de la lisière et de la zone humide principale juxtaposée au bois</p> <p>Prise en compte de la Charte du PNR</p>
Cadre paysager	<p>Site à 2 km de la zone tampon du site Unesco « Val de Loire »</p> <p>Un site localisé sur les terrasses sableuses d'Allonnes entre les contreforts du massif boisé du Baugeois au nord, et le val d'Authion au sud.</p> <p>Le site se caractérise par un paysage, assez ouvert, marqué par les cultures de pleins champs céréaliers et maraîchers, auxquelles se mêlent habitat diffus et quelques espaces en friche.</p> <p>Bâtiments d'activités au sud, perceptions lointaines vers le coteau boisé au nord et le secteur bâti de la Recouvrance</p>	<p>Gestion des covisibilités avec interfaces agricoles</p> <p>Façade qualifiante sur rue de l'Aunay au sud</p>

THEMATIQUE	ETAT INITIAL - SENSIBILITES ET CONTRAINTES	ENJEUX/OBJECTIFS/MESURES
Cadre patrimonial	<p>Site non concerné par périmètre de protection de monument historique. Aucun élément de petit patrimoine intéressant.</p> <p>Un site archéologique recensé (vestiges gallo-romains) sur le site</p>	<p>Un diagnostic archéologique sera prescrit préalablement aux travaux</p>
Habitat – Activités - Equipements	<p>3085 habitants à Allonnes en 2012. Une population relativement jeune.</p> <p>Quatre habitations sont aujourd'hui localisées dans le périmètre de la ZAC.</p> <p>Les ouvriers forment la catégorie socioprofessionnelle (CSP) la plus représentée à Allonnes</p> <p>La Zone d'activités La Ronde accueille aujourd'hui près de 25 entreprises (voir page suivante) ; Fleuron d'Anjou, SMFO Métallurgie, Transports Rosette constituant les plus importantes d'entre elles.</p> <p>Le site du projet est en grande partie voué à l'agriculture (cultures céréalières et maraîchage). Il n'existe aucun siège d'exploitation sur le site.</p> <p>4 exploitations agricoles exploitent des terres sur le site. 3 des 4 exploitations disposent de conventions d'occupation précaire et gratuite consenties par la Sodemel. Ces terres ne constituent pas les meilleures terres sur la commune en terme de valeur agronomique.</p> <p>Les équipements sont principalement localisés dans le bourg d'Allonnes à 3 km du site.</p>	<p>La présence de 4 habitations constitue une contrainte forte (elles sont aujourd'hui propriétés de la Sodemel en sa qualité d'aménageur).</p> <p>Les enjeux agricoles paraissent modestes car impactant principalement une exploitation en toute fin de carrière et structures de taille importante, implantées à distance du site de la Ronde.</p>

THEMATIQUE	ETAT INITIAL - SENSIBILITES ET CONTRAINTES	ENJEUX/OBJECTIFS/MESURES
Déplacements et réseaux	<p>Proximité de l'échangeur de Vivy (A85). Le site est desservi par la voie communale de l'Aunay raccordée à une voie structurante (RD 767) via un giratoire</p> <p>Le lotissement de la Ronde et l'extension 1 de la ZAC ne sont pas raccordés entre eux et disposent de deux accès indépendants.</p> <p>Zone d'activités non desservie par les transports en commun</p> <p>Pas d'itinéraires de sentiers de randonnée pédestre et cycliste à proximité du site.</p> <p>Site non desservi par le réseau d'assainissement eaux usées. Capacité limitée d'une canalisation d'eau potable rue de l'Aunay.</p>	
Pollutions et nuisances	<p>Absence de site potentiellement pollué connu au sein du périmètre d'étude</p> <p>Absence d'industrie émettrice de rejets atmosphériques induisant une altération significative de la qualité de l'air.</p> <p>Ambiance sonore dégradée pour l'habitation à proximité de la fonderie à l'extrémité sud du site (Cette maison est propriété de la Sodemel et destinée à être démolie).</p>	<p>Limitier les nuisances diverses pour les riverains</p>

SYNTHÈSE DES SENSIBILITÉS ENVIRONNEMENTALES



Synthèse des sensibilités environnementales

4. LES RAISONS DES CHOIX RETENUS, LES MOTIFS DE DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES QUI Y SONT APPLICABLES

Le P.L.U. d'Allonnes a été approuvé le 22 décembre 2004 et a fait l'objet de deux révisions simplifiées en 2007 et 2009.

Le document d'urbanisme en vigueur ne prévoit pas d'extension de la zone d'activités au nord de la rue de l'Aunay. Les espaces concernés étant des espaces voués à l'activité agricole.

La délimitation de l'extension vient dans le prolongement de la ZAC 1, s'appuie sur la lisière du bois de la Casse, la rue de l'Aunay (VC 13), à l'ouest, et un chemin rural à l'est. Elle est la seule à pouvoir proposer une emprise foncière importante d'un seul tenant (10 ha).

Les évolutions nécessaires à la mise en œuvre du projet ont pour objet :

- le classement en zone AUya (zone d'urbanisation future à usage d'activités) au droit des terrains de l'extension
 1. l'adaptation des dispositions réglementaires relatives à cette zone portant sur les implantations des constructions par rapport aux autres voies et emprises publiques, aux hauteurs de construction autorisées, au traitement paysager de la frange agricole et aux rejets au réseau pluvial
 2. l'ajout d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) relative à l'extension de la zone d'activités

Les objectifs de ces évolutions sont les suivants :

3. optimisation des emprises constructibles,
4. limiter la consommation foncière
5. prise en compte des enjeux paysagers
6. protection des ressources en eau

5. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET MESURES ENVISAGEES POUR SUPPRIMER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Thématiques	Effets des évolutions du PLU	Mesures
Qualité de l'air et climat	Augmentation des émissions de gaz à effet de serre (trafics, chauffage, émissions industrielles potentielles) liés à la poursuite de l'aménagement de la ZAC.	Pas de mesures spécifiques Principe de cheminement piéton figuré dans l'OAP, dispositions réglementaires relatives aux plantations arborées (fixation des poussières) (disposition non modifiée)
Milieu physique	Accroissement des surfaces imperméabilisées Accroissement des risques potentiels d'altération de la qualité des eaux par les rejets d'eaux pluviales. Production supplémentaire d'eaux usées dans un secteur non desservi par le réseau d'assainissement collectif	Dispositions réglementaires visant à réduire autant que possible l'imperméabilisation (disposition non modifiée) Mise en place de dispositifs de régulation et de traitement des eaux pluviales (obligation au titre de la loi sur l'eau codifiée) prévue dans le cadre du projet Rajout d'une disposition relative au prétraitement des eaux industrielles Règlement rappelant l'obligation de mise en place d'une filière d'assainissement, conformément aux réglementations en vigueur (disposition non modifiée).
Ressource en eau potable	Pas d'aggravation des risques de contamination du champ captant de la Fontaine situé à un peu plus de 3 km au nord-est	Le règlement impose une disconnection totale entre le réseau d'eau du process industriel et le réseau d'eau potable (disposition non modifiée)
Risques majeurs	<u>Risques naturels</u> : pas d'accroissement des risques naturels et/ou de l'exposition des populations aux risques L'extension de l'urbanisation en bordure d'un boisement accroît en théorie le risque « feu de forêt ». <u>Risques industriels et technologiques</u> : la ZAC peut potentiellement accueillir des établissements susceptibles d'induire des risques industriels et peut accroître l'exposition au risque technologique lié au transport de matières dangereuses des usagers et riverains de ces secteurs (risque très faible)	Informations portées aux acquéreurs dans les cahiers des charges de cession des terrains : Prise en considération de règles de construction parasismiques pour les futures constructions et du risque de mouvement de terrain consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols. Marge de recul de 5 m minimum entre boisement et constructions Aucune mesure particulière dans le PLU : mesures relevant de la réalisation d'une étude d'impact et une étude de danger spécifique aux activités concernées

Thématiques	Effets des évolutions du PLU	Mesures
Milieux naturels et biodiversité	Suppression d'habitats (cultures essentiellement) qui présentent une faible sensibilité intrinsèque. 85% de la surface de zones humides recensées sur le site préservées dans le cadre de l'aménagement. Enjeux écologiques identifiés au niveau de la lisière du bois de la Casse (reptiles et chauves-souris)	L'OAP fait ressortir : 7. Préservation de la zone humide bordant le bois de la Casse 8. Maintien d'une bande d'au moins 5 m non constructible au niveau de la lisière de ce bois 9. Haie bocagère à planter à l'interface avec les parcelles agricoles sur les franges sud-est et nord-est du site Exclusion d'une zone de fourrés bordant le bois des parcelles à urbaniser Dispositions réglementaires (plantations d'arbres et d'arbustes allant dans le sens de favoriser la biodiversité dans les zones urbaines (disposition non modifiée).
Réseau Natura 2000	Pas d'incidences sur les sites Natura 2000 les plus proches : 10. Lac de Rillé et forêts voisines d'Anjou et de Touraine, située à 900m au nord 11. le SIC et la ZPS « Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau	Pas de mesures nécessaires
Cadre paysager et patrimonial	Incidences sur le contexte paysager liées à l'accroissement des surfaces artificialisées au détriment d'espaces agricoles. Apparition de nouveaux volumes dans le paysage Site localisé en dehors de la zone tampon du Val de Loire inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO Pas de contrainte liée au patrimoine Un site archéologique recensé dans le périmètre (vestiges gallo-romains).	Nouvelle disposition réglementaire visant à limiter à 8 m la hauteur des constructions dans une bande de 5m de largeur le long des limites séparatives. Bande de 5m de largeur intégrant la plantation d'une haie bocagère figure au règlement graphique (plan de zonage) et dans l'OAP pour maîtriser l'interface avec la frange agricole Les dispositions réglementaires y interdisent le stockage à l'air libre et limitent la hauteur de construction à 5m. Ces dispositions seront précisées dans le cadre des documents réglementaires de la ZAC (Cahier des Prescriptions Architecturales Urbaines et Paysagères (CPAUP)) Aucune mesure particulière. Le règlement rappelle les dispositions applicables en matière d'archéologie.

Thématiques	Effets des évolutions du PLU	Mesures
Cadre socio-économique	<p>Suppression de trois des quatre habitations présentes dans l'emprise</p> <p>Incidences directes sur les activités agricoles : 18,7 ha inscrits au registre parcellaire agricole en 2012 – 4 exploitations concernées</p> <p>Impact modéré sur une exploitation en toute fin de carrière et des structures de taille importante, implantées à distance du site de la Ronde. Terres présentant une valeur agronomique moyenne</p> <p>Projet d'extension participant au dynamisme économique du Saumurois. Création d'emplois (350 estimés).</p>	<p>Indemnisation des propriétaires et exploitants évincées</p> <p>Utilisation économe de l'espace : découpage des lots à la demande et règlement optimisant le foncier</p>
Déplacements	<p>Augmentation des trafics du fait de l'urbanisation).</p> <p>Carrefour RD 767/VC 13 présente l'avantage d'être d'ores et déjà sécurisé (carrefour giratoire)</p> <p>Accroissement potentiel de la fréquentation de la ligne 12 (Brain-sur-Allonnes- Saumur) : arrêt toutefois à environ 800 m (10 à 15 minutes à pied) et fréquence aujourd'hui peu attractive.</p> <p>Le projet permet la perméabilité pour les piétons et cycles.</p>	<p>Aucune mesure spécifique</p> <p>L'évolution de l'offre en transports en commun pour la desserte de la ZA de la Ronde relève de la politique des transports à l'échelle de la communauté d'Agglomération.</p> <p>Principe de cheminement piéton figuré dans l'OAP</p>
Nuisances sonores	<p>L'ouverture à l'urbanisation de l'extension de la ZA de la Ronde va induire des incidences sur le contexte sonore liées au trafic et aux activités qui viendront s'implanter sur le site : impacts potentiels sur habitation localisée dans le périmètre de l'extension</p>	<p>Pas de mesures spécifiques au niveau du PLU</p> <p>Entreprises susceptibles de générer des nuisances sonores devront respecter la réglementation en vigueur (réglementation sur les bruits de voisinage)</p>
Santé humaine	<p>L'extension de la ZA de la Ronde n'induit pas de risques potentiels d'altération de la qualité des eaux exploitées pour l'alimentation publique en eau potable.</p> <p>Les évolutions du PLU n'induisent pas, sous réserve de la mise en place de mesures spécifiques le cas échéant par les entreprises qui viendront s'implanter:</p>	<p>Voir mesures « espace hydrique », nuisances sonores, qualité de l'air et climat</p>

Thématiques	Effets des évolutions du PLU	Mesures
	<p>12. d'incidences sanitaires liées au bruit pour les populations riveraines</p> <p>13. d'incidences significatives sur la qualité de l'air</p> <p>Elles peuvent induire un accroissement du risque de contamination des sols</p>	

6. SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU PLAN ET DE SES RESULTATS

La réglementation impose la mise en place d'un suivi environnemental du PLU dans un délai de **6 ans** à compter de la délibération d'approbation de la mise en compatibilité. Ce suivi passe par la définition d'indicateurs de suivis. Les indicateurs proposés dans le cas présent sont relatifs à/au(x) :

- au contrôle des rejets industriels dans le réseau pluvial
- au contrôle des dispositifs d'assainissement autonomes
- l'évolution de la biodiversité à l'interface Bois d la Casse/ZA
- l'évaluation qualitative de l'insertion paysagère et le suivi des plantations de haies au niveau de la frange agricole

7. ANALYSE DES METHODES UTILISEES ET DES DIFFICULTES RENCONTREES POUR EVALUER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

L'évaluation environnementale a pour objectif de nourrir le PLU, des enjeux environnementaux du territoire, afin qu'ils en soient une composante au même titre que les questions urbaines, économiques, sociales, de déplacements.

La démarche adoptée est la suivante :

- ⇒ une analyse de l'état « actuel » de l'environnement;
- ⇒ une description du projet (objets de la mise en compatibilité), afin d'en apprécier les conséquences sur l'environnement, domaine par domaine et de justifier, vis-à-vis de critères environnementaux, les raisons de son choix, apparaissant comme le meilleur compromis entre les impératifs techniques, les contraintes financières et l'intégration environnementale ;
- ⇒ une indication des impacts du projet sur l'environnement, qui apparaît comme une analyse thématique des incidences prévisionnelles liées au projet.

L'évaluation environnementale s'est appuyée sur les dossiers réalisés en parallèle ou au préalable :

- Etudes d'impact La Ronde 1 (2001) et La Ronde 2 (2008),
- Dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau codifiée – Extension 2 et 3 (2009),
- Etude de faisabilité de la ZAC (2010 – cabinet de géomètres experts Lecouteux Branly),
- Dossier de demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée – Urban'ism – Octobre 2015
- Etude d'impact de la ZA de la Ronde 3 – en cours
- Dossier de déclaration de projet – Urban'ism (en cours)

Ce travail a été mené en collaboration avec la commune d'Allonnes, la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement et la Sodemel.



CONTEXTE DE L'ETUDE

2 CONTEXTE DE L'ETUDE

2.1 CONTEXTE DE L'OPERATION

2.1.1 Situation

Aux confins de l'Anjou et de la Touraine, Allonnes est située à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Saumur et constitue une porte d'entrée dans le Saumurois en provenance de Touraine.

Commune du val d'Authion traversée dans sa partie sud par l'autoroute A85 « Angers – Tours », Allonnes se situe dans le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine.

Allonnes fait partie de la Communauté d'Agglomération de Saumur qui souhaite agrandir la zone ANJOU ACTIPARC de la Ronde existante (32 ha aménagés) avec la ZAC 3.

Ce programme d'extension est situé en frange externe de l'urbanisation de la commune de d'Allonnes, à plus de 3 km à l'Ouest du bourg, à proximité du carrefour de la Ronde, véritable nœud routier qui rattache l'échangeur autoroutier de l'A 85 à la RN 147 « Angers – Saumur » par Longué, à la RD 767 en direction de Noyant et de la Sarthe ainsi qu'à la RD 10.

Le site envisagé pour l'extension couvre une zone d'environ 28 ha et s'étend à l'est de la rue de l'Aunay (VC 13) qui relie la RD 10 à la RD 767. Il borde le bois de la Casse au nord et un chemin rural à l'est.

CARTE DE LOCALISATION

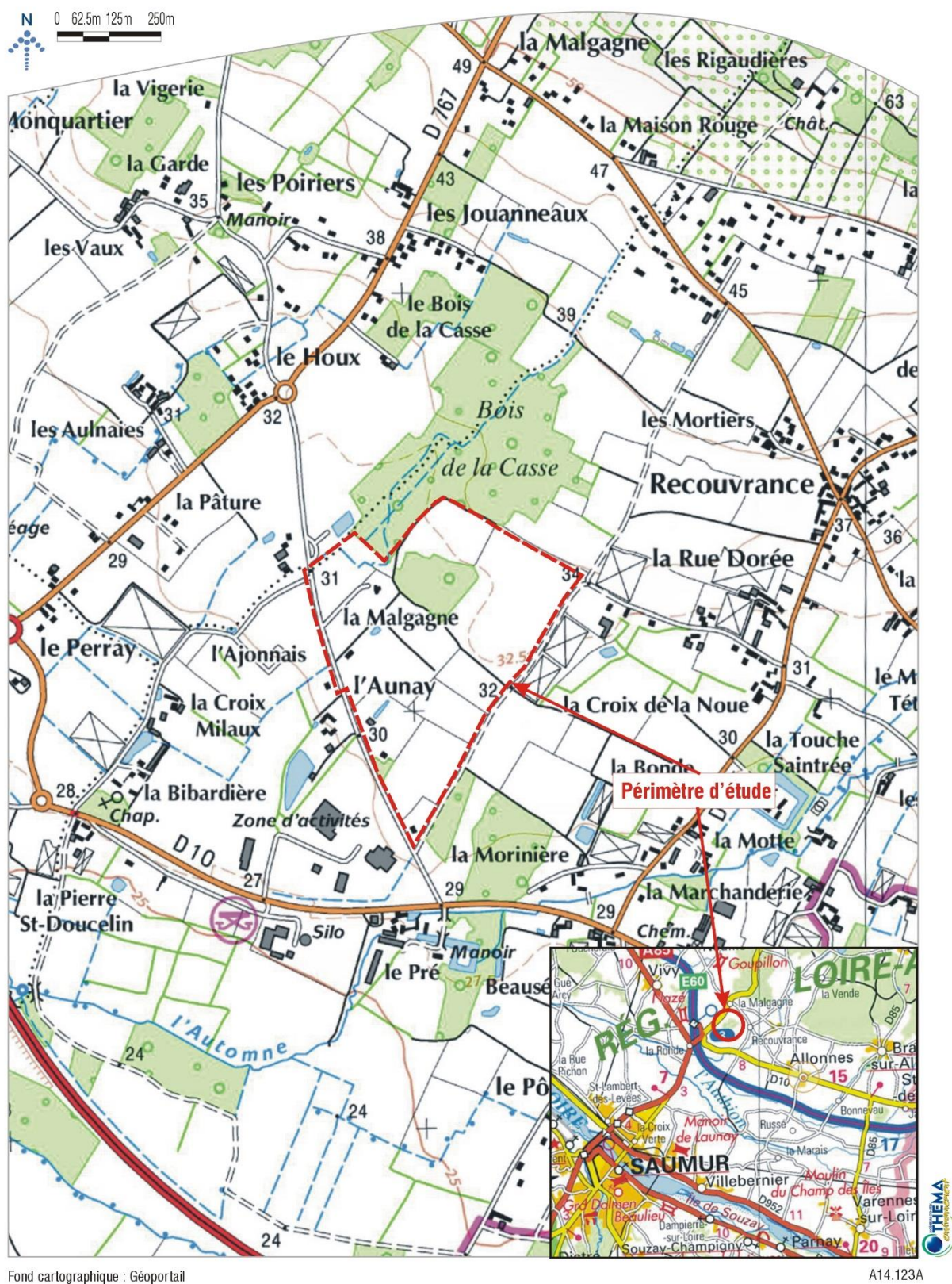
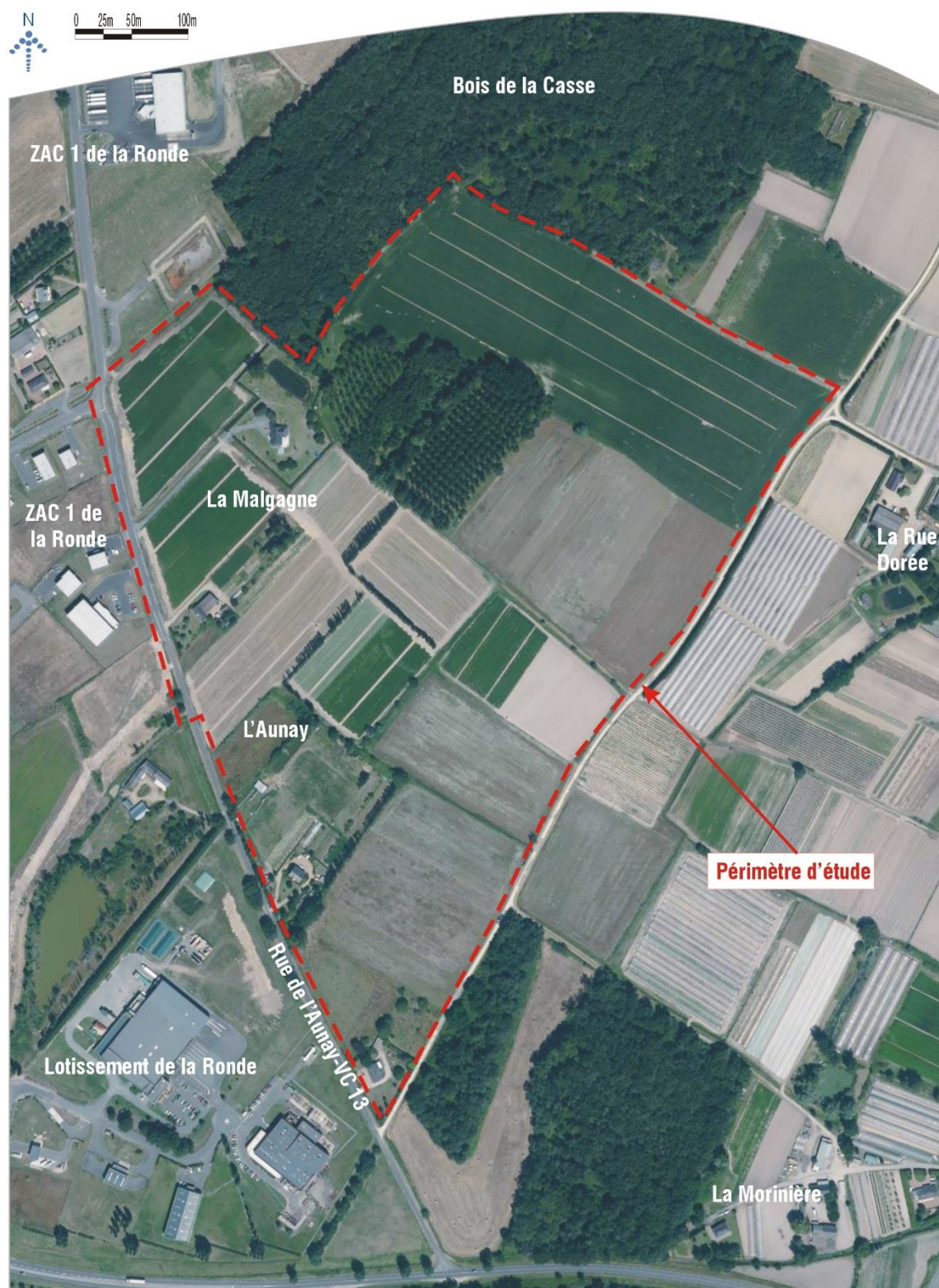


Figure 1 : Plan de localisation

VUE AÉRIENNE



Fond cartographique : Géoportail

A14.123A

Figure 2 : Vue aérienne

2.1.2 Historique

Une première zone d'une superficie d'environ 12 hectares a été aménagée par le Syndicat Mixte à Vocation Unique sous la forme d'un lotissement. Les travaux de viabilisation se sont achevés en 2001. Face au succès rencontré dans la commercialisation de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Saumur Loire Développement (Saumur agglo) a décidé l'extension du parc d'activités de la Ronde afin de développer l'offre foncière en matière de développement économique sur la partie nord de l'Agglomération saumuroise.

Elle a donc créé une ZAC par délibération du 25 septembre 2003, permettant d'étendre la superficie de la zone d'activités de la Ronde de 26 ha supplémentaires. Cette ZAC 1 n'est pas directement contiguë au lotissement et propose un deuxième accès au site par la création d'un rond-point sur la RD 767. Ce projet d'extension sur environ 26 ha a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral D3-2003 n°560 du 23 juillet 2003.

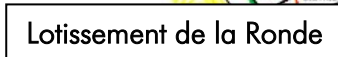
Ce projet d'extension s'est accompagné de la mise en place d'une réserve foncière sur environ 41 ha afin d'assurer la jonction entre le lotissement au Sud et la ZAC 1 au Nord. Ce projet de réserve foncière intégrant la ZAC de la Ronde II et la ZAC de la Ronde III a été déclaré d'utilité publique au profit de la SODEMEL par arrêté préfectoral D3.2004 °1050, prononcé le 22 décembre 2004 et publié le 8 janvier 2005, puis la durée de validité de cette déclaration d'utilité publique a été prorogée jusqu'au 8 janvier 2015 suivant l'arrêté préfectoral D3/2009 n°502 du 28 août 2009.

Par la suite, la Communauté d'Agglomération a décidé d'unir ces deux sites et de faciliter le développement économique sur l'Anjou Actiparc afin de réaliser une opération d'aménagement d'ensemble cohérente permettant de faire de la zone d'activité de la Ronde un véritable pôle urbain à vocation économique. Elle a donc créé une deuxième ZAC en février 2008 : « la ZAC de la Ronde II », sur environ 11 hectares (objet de la révision simplifiée n°2 du PLU d'Allonnes).

Mais les travaux de viabilisation de la ZAC de la Ronde II n'ont pas été engagés jusqu'à maintenant car ils ne permettent pas la desserte de terrains d'une surface minimale de 10 hectares. D'autre part, ils ont été jugés trop onéreux car l'aménagement de la ZAC 2, qui fait le lien entre le lotissement de La Ronde et la ZAC 1, nécessite un linéaire de voirie important, qui dessert peu de foncier cessible.

Saumur agglo souhaite donc préalablement engager le développement de la troisième tranche d'urbanisation, sur une surface d'un peu plus de 28 hectares, afin de proposer des terrains d'une surface minimale de 10 hectares et de sécuriser le bilan financier de la zone. Ce phasage conforte l'équilibre financier global de l'Anjou Actiparc de La Ronde en considérant son développement sur les 3 ZAC.

Une partie de la zone étant déjà viabilisée (aux abords d'une partie de la rue de l'Aunay), sa commercialisation permettrait à terme d'assurer le financement des travaux de la ZAC de la Ronde II et son bouclage routier.



27

2.1.3 Justification de l'opération

Le Grand Saumurois dispose de deux sites d'activités identifiés comme « zones d'impact départemental » : la Zone Actiparc de Jumelles à Longué-Jumelles (Communauté de communes Loire-Longué) et la Zone Actiparc de la Ronde à Allonnes (Saumur agglo), toutes deux distantes d'une quinzaine de kilomètres et implantées aux abords d'échangeurs autoroutiers.

La zone de Jumelles relevant de la communauté de communes Loire Longué, la zone d'Activités de la Ronde est donc la zone d'activités majeure de Saumur Agglo, la plus proche de Saumur et la seule à pouvoir proposer une emprise foncière importante d'un seul tenant (10 ha).

La zone d'activités La Ronde est une zone destinée à accueillir les entreprises qui demandent un haut niveau de service, un accès rapide à l'autoroute et des surfaces qui peuvent être importantes.

En dépit de la priorité donnée par Saumur Agglo au réinvestissement des locaux d'activités et entrepôts, la zone Actiparc de la Ronde est la zone Actiparc du Grand Saumurois qui se commercialise le plus rapidement depuis 2010.

- Rythme de commercialisation des Anjou Actiparc à l'échelle du Grand Saumurois depuis 2010 : (actualisé le 20 avril 2016) : **4,4 ha par an**
- Rythme de commercialisation sur la ZA de la Ronde : **2,2 ha par an**

Au 1er janvier 2016, on recense 67.4 ha de surfaces disponibles équipées destinées à l'accueil d'activités à l'échelle de Saumur agglo, dont 46.5 ha (69%) pour la seule ville de Montreuil-Bellay, au sein de zones distantes de 25 km environ du centre-ville de Saumur.

A noter que la communauté d'Agglomération du Grand Saumurois a accepté en 2014 de « geler » 25 ha de surfaces cessibles dans la ZI de Méron classées en Uyb au PLU de la commune de Montreuil Bellay. Ce gel s'est concrétisé en modifiant l'inscription de ces 25 ha au PLU de « Uyb » en « N ».

Au rythme de commercialisation moyen de 2.2 ha par an, les 8.1 ha disponibles à La Ronde au 01/01/2016 répondaient aux besoins pour un peu plus de 3 ans et demi; il est donc urgent d'envisager l'extension de cette zone pour permettre le développement économique du coeur d'agglomération, mais aussi de satisfaire le développement du secteur d'Allonnes qui totalise à lui seul de l'ordre de 13.000 habitants.

Sachant que l'agglomération a donné la priorité ces dernières années au réinvestissement de locaux d'activités, dont le stock a considérablement baissé, et que la période 2010-2014 n'était pas la plus dynamique sur le plan économique, il est urgent d'envisager l'extension de la Ronde si l'on souhaite conforter l'emploi en Saumurois.

Outre la réponse à un besoin avéré, l'extension de la zone de La Ronde pourra permettre de développer une offre foncière permettant l'accueil d'activités qui nécessitent de bonnes conditions d'accès, des surfaces de parcelles importantes et d'un seul tenant et des hauts niveaux de service.

2.2 DECLARATION DE PROJET - EVOLUTIONS DU PLU

Pour permettre l'ouverture à l'urbanisation de la tranche 3 de la ZAC la Ronde 3, classée en zone agricole (A) au PLU de la commune d'Allonnes, il apparaît désormais nécessaire d'initier la mise en compatibilité du PLU de la Commune d'Allonnes, par l'engagement de la procédure dite de **déclaration de projet**.

La déclaration de projet, au titre de l'article L300-6 du Code de l'Urbanisme, permet de se prononcer sur l'intérêt général d'un projet. Cette procédure est applicable en l'espèce par les dispositions cumulées des articles L153-54 et suivant, R153-13 et R 153-15 du code de l'urbanisme qui permettent la mise en compatibilité du PLU. Ainsi la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement pourra initier la démarche visant à la mise en compatibilité du PLU, cette mise en compatibilité devant être nécessaire à la faisabilité « *d'une action ou opération d'aménagement* » d'intérêt général.

Ce projet de ZAC n°3, constitue la deuxième tranche opérationnelle de l'Anjou Actiparc de la Ronde. Le périmètre de la ZAC n°3 est situé en continuité de la ZAC 1 aménagée au Nord sur 26 hectares. Cette opération vise à conforter et développer le tissu économique Saumurois. L'intérêt général du projet d'aménagement de cette seconde tranche opérationnelle la ZAC n°3 est justifié pour répondre principalement à deux enjeux majeurs :

- Enjeux économiques et sociaux ; à savoir :

. Pérenniser l'emploi local en permettant aux entreprises de se relocaliser et se développer sur leur territoire,

. Favoriser le développement économique du territoire en offrant des possibilités d'accueil aux nouvelles entreprises désirant s'implanter.

. De part sa localisation, cette opération s'inscrit dans une logique d'extension des zones existantes ; ce qui permet de renforcer l'attractivité de ce pôle économique majeur de l'agglomération Saumuroise

- Enjeux environnementaux et urbanistique ; à savoir :

. Développer la qualité d'accueil des entreprises en termes de fonctionnement et assurer leur parfaite intégration environnementale et paysagère.

. Optimiser le rôle structurant de l'échangeur autoroutier (A 85 – Angers/Tours) et des infrastructures de proximité (RD 767 – RD 10).

L'intérêt général de cette opération d'aménagement est établi ainsi :

- ce projet d'extension s'est accompagné de la mise en place d'une DUP réserve foncière au profit de la SODEMEL (arrêté préfectoral D3-2004 n°1050 du 22 décembre 2004, durée de validité prorogée jusqu'au 8 janvier 2015 par arrêté

préfectoral D3-2009 n°502 du 28 août 2009) sur une superficie d'environ 42 ha (la Ronde 2 et 3)

- la Zone Actiparc de la Ronde à Allonnes est d'intérêt départemental.

Ainsi, une procédure de déclaration de projet permettant de mettre en compatibilité le plan local d'urbanisme en vigueur avec cette opération présentant un caractère d'intérêt général a été engagée (voir Chapitre 5 pour plus de détails).

En l'espèce, le projet d'aménagement de la ZAC n°3 de l'Anjou Actiparc de la Ronde nécessite préalablement l'ouverture à l'urbanisation du site avec un classement en zone 1AU.

- **Dossier de demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée**

Aucun Schéma de Cohérence Territoriale n'est aujourd'hui approuvé sur le territoire concerné.

Le Syndicat Mixte du Grand Saumurois, composé de la communauté d'agglomération Saumur Agglo et des communautés de communes du Gennois, de la Région de Doué-la-Fontaine et Loire Longué, a prescrit l'élaboration du SCoT du Grand Saumurois. Les études ont débuté en fin d'année 2014 avec un objectif de finaliser la procédure en 2016.

D'ici là, toute ouverture à l'urbanisation de zones naturelles, agricoles ou forestières ainsi que de zones à urbaniser créées après le 1er juillet 2002 est soumise à dérogation.

Dans le cas présent, **la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU d'Allonnes** visant à ouvrir à l'urbanisation des terres classées en zone A au PLU approuvé le 22 décembre 2004 (extension de l'Anjou Actiparc d'activités de la Ronde) pour leur classement en 1AUy, une demande de dérogation est nécessaire.

Dans le cadre d'une procédure de déclaration de projet, la demande de dérogation doit être déposée avant l'examen conjoint, la dérogation, si elle est accordée, devant figurer dans le dossier soumis à enquête publique. Cette demande de dérogation doit être formulée par l'organe délibérant de la collectivité qui est maître d'ouvrage du document d'urbanisme.

Jusqu'au 31 décembre 2016, la dérogation est éventuellement accordée par la structure porteuse du SCoT, en l'occurrence le Grand Saumurois, après avis de la commission départementale de consommation des espaces agricoles.

2.3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 dispose, entre autres, que :

*Art. R. * 104-8. (Code de l'urbanisme)- Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :*

1°

2° De leur révision, de leur modification ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

...

*Art. R. * 104-9.*

Les plans locaux d'urbanisme, dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision ;

3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L. 153-31.

Dans le cas présent, la commune d'Allonnes étant directement concernée par un site Natura 2000, une démarche d'évaluation environnementale a été mise en œuvre.

Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, le rapport environnemental comprend, conformément à l'article R 104-18 du Code de l'Urbanisme :

1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'Environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;

3° Une analyse exposant :

a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

La démarche d'évaluation environnementale permet de s'assurer que l'environnement est pris en compte le plus en amont possible afin de garantir un développement équilibré du territoire.

Elle est l'occasion de répertorier et de hiérarchiser les enjeux environnementaux de celui-ci et de vérifier que les orientations envisagées dans le plan ne leur portent pas atteinte.

Elle doit identifier les incidences prévisibles de la mise en œuvre du plan, en apprécier l'importance et proposer, le cas échéant, des mesures pour les supprimer, les réduire ou les compenser.

NOTA : le rapport environnemental est proportionné à l'importance de l'évolution du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

2.4 PRESENTATION DU PROJET D'AMENAGEMENT

L'accès sera réalisé depuis la RD 767 au niveau de la VC 13. Une voie interne avec deux raquettes de retournement est prévue.

Le positionnement de cette voirie permet d'obtenir des lots de 10 et 5 ha d'un seul tenant au sud-ouest de la ZAC.

Au nord, un découpage des lots de surface pouvant être comprise entre 2000 et 30 000 m² est possible.

Une habitation au nord en bordure du bois est préservée. Un « fil vert » ou liaison douce pour piéton et cycliste est prévue. Un « fil vert » ou liaison douce pour piéton et cycliste est prévue dans la partie nord de l'extension.





Diagnostic et Articulation du PLU avec les autres plans et programmes

3 DIAGNOSTIC ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

3.1 DIAGNOSTIC

Voir dossier de déclaration de projet

3.2 ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

L'article R 104-18 du code de l'urbanisme mentionne que le rapport de présentation du plan local d'urbanisme soumis à évaluation environnementale « *décrit son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'Environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte* ».

Concernant la commune d'Allonnes, ces plans et/ou programmes sont les suivants :

3.2.1 Schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Grand saumurois

Le SCOT du Grand saumurois est en cours d'élaboration. D'ici son approbation, toute ouverture à l'urbanisation de zones naturelles, agricoles ou forestières ainsi que de zones à urbaniser créées après le 1^{er} juillet 2002 est soumise à dérogation. Jusqu'au 31 décembre 2016, la dérogation est éventuellement accordée par la structure porteuse du SCoT, en l'occurrence le Grand Saumurois, après avis de la commission départementale de consommation des espaces agricoles.

3.2.2 Programme Local de l'Habitat (PLH)

Sans objet.

3.2.3 Plan de Déplacements Urbains (PDU)

Aucun Plan de Déplacement Urbain n'est mis en place sur ce territoire.

3.2.4 Compatibilité du Projet avec la charte du PNR LOIRE ANJOU TOURAINE

Le secteur de l'extension de la Ronde 3 figure à la limite entre un « secteur de vigilance pour mise en œuvre prioritaire de démarches de qualité » et un « secteur de veille ». Il s'agit des territoires les plus soumis à la pression foncière sans qu'ils soient pour autant considérés comme des paysages emblématiques.

Au sein de ces espaces, la charte du PNR recommande :

- le recours autant que possible à des démarches de qualité afin de contribuer à l'édification de ce qui fera le patrimoine de demain.
- La réalisation de nouvelles extensions sous la forme d'opérations d'ensemble afin de rationaliser la consommation de l'espace
- L'application des principes de développement durable.

Le projet est compatible avec la charte du PNR LOIRE ANJOU TOURAINE.

3.2.5 Schéma Directeur de Gestion et d'Aménagement des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne

Allonnes s'inscrit dans le territoire du bassin Loire-Bretagne dont l'outil de planification est le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne. Le SDAGE 2016-2021, approuvé le 18 novembre 2015, constitue un programme de reconquête de la qualité de l'eau sur le bassin Loire-Bretagne pour lequel il fixe des objectifs, des échéances, des orientations et des dispositions à caractère juridique pour la période 2016-2021 dans la continuité du SDAGE 2010-2015.

Le PLU doit être compatible avec les orientations fondamentales et avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Les grandes orientations et dispositions de ce document sont listées dans le tableau suivant :

Orientations	Dispositions
Repenser les aménagements des cours d'eau	Préserver toute nouvelle dégradation des milieux Préserver les capacités d'écoulement des crues Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau Limiter et encadrer la création de plans d'eau Limiter et encadrer les extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur Favoriser la prise de conscience Améliorer la connaissance
Réduire la pollution par les nitrates	Lutter contre l'eutrophisation marine due aux apports du bassin versant de la Loire Adapter les programmes d'actions en zones vulnérables Développer l'incitation sur les territoires prioritaires Améliorer la connaissance
Réduire la pollution organique et bactériologique	Poursuivre la réduction des rejets directs des polluants organiques et notamment du phosphore Prévenir les apports de phosphore diffus Améliorer l'efficacité de la collecte des effluents Maîtriser les rejets d'eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes

Maîtriser la pollution par les pesticides	<p>Réduire l'utilisation des pesticides</p> <p>Aménager les bassins versants pour réduire le transfert de pollutions diffuses</p> <p>Promouvoir les méthodes sans pesticides dans les collectivités et sur les infrastructures publiques</p> <p>Développer la formation des professionnels</p> <p>Accompagner les particuliers non agricoles pour supprimer l'usage des pesticides</p> <p>Améliorer la connaissance</p>
Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses	<p>Poursuivre l'acquisition et la diffusion des connaissances</p> <p>Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives</p> <p>Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations</p>
Protéger la santé en protégeant la ressource en eau	<p>Améliorer l'information sur les ressources et les équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable</p> <p>Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages</p> <p>Lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et pesticides dans les aires d'alimentation des captages</p> <p>Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages</p> <p>Réserver certaines ressources à l'eau potable</p> <p>Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles en eaux continentales et littorales</p> <p>Mieux connaître les rejets et le comportement dans l'environnement et l'impact sanitaire des micropolluants</p>
Maîtriser les prélèvements d'eau	<p>Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau</p> <p>Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins à l'étiage</p> <p>Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux</p> <p>Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements, par stockage hivernal</p> <p>Gérer la crise</p>
Préserver les zones humides et la biodiversité	<p>Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités</p> <p>Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités</p> <p>Préserver les grands marais littoraux</p> <p>Favoriser la prise de conscience</p> <p>Améliorer la connaissance</p>
Préserver la biodiversité aquatique	<p>Restaurer le fonctionnement des circuits de migration</p> <p>Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats</p> <p>Mettre en valeur le patrimoine halieutique</p> <p>Contrôler les espèces envahissantes</p>
Préserver le littoral	<p>Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition</p> <p>Limiter ou supprimer certains rejets en mer</p> <p>Restaurer et/ou protéger la qualité des eaux de baignade</p> <p>Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle</p> <p>Restaurer et/ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones de pêche à pied de loisir</p> <p>Aménager le littoral en prenant en compte l'environnement</p>

	Améliorer la connaissance des milieux littoraux Contribuer à la protection des milieux littoraux Préciser les conditions d'extraction de certains matériaux marins
Préserver les têtes de bassin versant	Restaurer et préserver les têtes de bassin versant Favoriser la prise de conscience et la valorisation des têtes de bassin versant
Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Des SAGE partout où c'est nécessaire Renforcer l'autorité des commissions locales de l'eau Renforcer la cohérence des SAGE voisins Renforcer la cohérence des politiques publiques Structurer les maîtrises d'ouvrage territoriales dans le domaine de l'eau Utiliser l'analyse économique comme outil d'aide à la décision pour atteindre le bon état des eaux
Mettre en place des outils réglementaires et financiers	Mieux coordonner l'action réglementaire de l'Etat et l'action financière de l'agence de l'eau Optimiser l'action financière de l'agence de l'eau
Informier, sensibiliser, favoriser les échanges	Mobiliser les acteurs et favoriser l'émergence de solutions partagées Favoriser la prise de conscience Améliorer l'accès à l'information sur l'eau

Toutes ces orientations fondamentales ne peuvent être traduites directement dans le PLU et dans le cadre de la déclaration de projet, ce document d'urbanisme ayant ses limites réglementaires :

- 1- Repenser les aménagements de cours d'eau : sans objet dans le cadre de la déclaration de projet;
- 2- Réduire la pollution par les nitrates : l'urbanisation va dans le sens de la réduction des risques potentiels de pollution par les nitrates d'origine agricole
- 3- Réduire la pollution organique et bactériologique : la ZA de la Ronde n'est pas raccordée au réseau d'assainissement collectif. L'assainissement autonome peut être source de pollutions organiques si le dispositif est mal conçu ou non adapté à la nature des sols ; le règlement reprend les prescriptions de l'arrêté préfectoral loi sur l'eau : « *Les futurs acquéreurs devront réaliser une étude individuelle de filière d'assainissement adaptée à leur type d'activité* » ; *La filière d'assainissement, tant par ses caractéristiques que par son dimensionnement, doit être adaptée aux besoins de l'utilisateur et déterminée par une étude de filière individuelle selon les réglementations en vigueur.*
- 4- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides : cet enjeu passe majoritairement par des actions hors PLU de sensibilisation en direction dans le cas présent des acquéreurs de lots et des collectivités qui usent de ces produits nocifs pour l'environnement...
- 5- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses : la commune n'est à priori pas concernée par des activités rejetant des matières dangereuses ; le règlement reprend sur le principe les prescriptions de l'arrêté préfectoral loi sur l'eau : *Le cahier des charges de cession des lots définira les conditions de raccordement des rejets industriels traités au réseau d'eaux pluviales : nature des effluents, traitement installé, suivi des flux rejetés ; le pétitionnaire fournira au service de police de l'eau, un bilan de ces rejets tous les ans ;*
- 6- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau : le secteur concerné par la déclaration de projet n'est pas inclus dans des périmètres de protection du captage d'alimentation en eau potable de la Fontaine;

- 7- Maîtriser les prélèvements d'eau : sans objet dans le cadre de la déclaration de projet;
Préserver les zones humides et la biodiversité : Près de 85% de la surface (environ 4000 m² au total) de zones humides recensées sur le site seront préservées dans le cadre de l'aménagement. Les zones humides affectées sont principalement localisées au niveau de fossés qui traversent le site et traduisent une difficulté d'évacuation des eaux du fait de faibles pentes. Outre le fait qu'un réseau de fossés/noues sera reconstitué dans l'emprise du projet et recolonisé par une végétation hygrophile inféodée à ce type de milieu, une noue sera aménagée en lisière du bois dans le prolongement de la zone humide principale existante au nord-ouest du site.
- 8- Préserver les zones humides : Près de 85% de la surface (environ 4000 m² au total) de zones humides recensées sur le site seront préservées dans le cadre de l'aménagement. Les zones humides affectées sont principalement localisées au niveau de fossés qui traversent le site et traduisent une difficulté d'évacuation des eaux du fait de faibles pentes. Outre le fait qu'un réseau de fossés/noues sera reconstitué dans l'emprise du projet et recolonisé par une végétation hygrophile inféodée à ce type de milieu, une noue sera aménagée en lisière du bois dans le prolongement de la zone humide principale existante au nord-ouest du site.
- 9- Préserver la biodiversité aquatique : aucun cours d'eau directement impacté ; mise en place de dispositifs de traitement des eaux pluviales avant rejet
- 10-Préserver le littoral : la commune n'est pas concernée par cet enjeu ;
- 11-Préserver les têtes de bassin versant : sans objet dans le cadre de la déclaration de projet;
- 12-Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques : les actions prodiguées par le SDAGE ne sont pas du ressort du PLU ;
- 13-Mettre en place des outils réglementaires et financiers : les actions prodiguées par le SDAGE ne sont pas du ressort du PLU ;
- 14-Informer, sensibiliser, favoriser les échanges : sans objet dans le cadre de la déclaration de projet.

Il convient de préciser que la 2nde et 3^{ème} phase d'aménagement (44 ha) en lien hydraulique avec le lotissement de la Ronde a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation en date du 20 juillet 2010 au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement (loi sur l'eau codifiée). Des dispositifs de gestion des eaux pluviales (régulation et traitement) des eaux pluviales sont prévus dans le cadre de l'opération, objet de la présente déclaration de projet conformément aux dispositions du S.D.A.G.E. Loire-Bretagne.

Aux vues des dispositifs de gestion des eaux pluviales prévus et des effets attendus en termes de maintien de qualité des milieux naturels récepteurs, de l'absence d'impact sur les zones humides, le projet peut être considéré comme compatible avec les dispositions du S.D.A.G.E. Loire-Bretagne.

3.2.6 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Authion

La commune d'Allonnes est incluse dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Authion en cours d'élaboration.

L'étude préalable à l'élaboration du SAGE, en complément des prérogatives du SDAGE, a mis en évidence sur le bassin de l'Authion 4 enjeux majeurs au regard des milieux aquatiques et des usages:

- la gestion quantitative de la ressource (adéquation besoins-ressources),
- la gestion qualitative et quantitative des eaux souterraines (séno-turonien, cénomanien),
- le patrimoine écologique (restauration de la continuité écologique) et la qualité des eaux,
- les risques : inondations, remontées de nappes, rupture de barrage.

Le projet ne va pas à l'encontre de ces enjeux.

3.2.7 Schéma régional de cohérence écologique

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est un outil défini par la loi Grenelle II visant à diminuer la fragmentation écologique du territoire.

Le SRCE des Pays de la Loire a été adopté le 30 octobre 2015

L'évolution envisagée du PLU d'Allonnes ne remet pas en cause les continuités écologiques identifiées dans le SRCE (vallon de l'Autonne et cours d'eau en limite sud-ouest du site de l'extension).

L'évolution du PLU est compatible avec le Schéma régional de cohérence écologique.

3.2.8 Plan Climat Energie Territorial 2013-2018

Le PCET est présenté au chapitre 4.8.2.4.

L'évolution du PLU ne remet pas en cause les orientations du PCET.

3.2.9 Le Plan Départemental des Espaces Naturels Sensibles

Le projet ne porte atteinte à aucun Espace Naturel Sensible.

L'évolution du PLU est compatible avec le PDENS.



ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

4 ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'extension 3 de la ZAC de la Ronde fait l'objet d'une étude d'impact (actuellement en cours de réalisation) dont les éléments ont pour partie nourri l'évaluation environnementale de la déclaration de projet.

Dans le développement qui suit, la description de l'état initial est faite thème par thème, et l'étendue des aires d'étude est adaptée à chacun des thèmes envisagés, en fonction de l'impact potentiel qu'aura sur eux le projet.

La terminologie suivante sera appliquée dans ce document :

- périmètre de l'extension 3
- périmètre du Parc d'Activités Anjou Actiparc
- aire d'étude : espace géographique analysé dans le cadre de l'état initial et de dimension variable en fonction des thèmes abordés comme indiqué dans le tableau ci-dessous ²

Thème concerné	Zone d'étude
Climat	Agglomération saumuroise
Géomorphologie, géologie, hydrogéologie	Commune d'Allonnes + zoom sur le périmètre du Parc d'Activités Anjou Actiparc et de l'extension 3
Hydraulique et hydrologie	Bassin versant de l'Authion via son affluent, l'Autonne + zoom sur le périmètre du Parc d'Activités Anjou Actiparc et de l'extension 3
Paysage et patrimoine	périmètre du Parc d'Activités Anjou Actiparc et de l'extension 3
Ecologie	périmètre du Parc d'Activités Anjou Actiparc et de l'extension 3 et leurs abords
Démographie	Commune d'Allonnes
Logements et activités	Bourg d'Allonnes + zoom sur le périmètre du Parc d'Activités Anjou Actiparc et de l'extension 3 et leurs abords
Documents d'urbanisme	Bourg d'Allonnes + zoom sur le périmètre du Parc d'Activités Anjou Actiparc et de l'extension 3 et leurs abords
Equipements publics et infrastructures	Bourg d'Allonnes + périmètre du Parc d'Activités Anjou Actiparc et de l'extension 3 et leurs abords
Acoustique	périmètre du Parc d'Activités Anjou Actiparc et de l'extension 3 et leurs abords
Qualité de l'air	Agglomération de Saumur

² Les généralités propres à chaque thème débordent évidemment des zones d'étude indiquées

4.1 CADRE PHYSIQUE

4.1.1 Éléments climatiques

Le climat général est un climat de transition, entre le climat océanique des régions proches de l'océan et un climat continental plus marqué sur la Touraine. Le climat de Saumur est ainsi influencé par la vallée de la Loire qui canalise les flux doux et humides d'origine atlantique.

La pluviométrie annuelle moyenne est faible et s'établit à 581,2 mm/an à la station de Saumur.

4.1.2 Topographie

Le site du projet se situe en bordure du Val d'Authion.

La topographie du site est peu marquée. L'altitude du site est comprise entre 34 et 29 m NGF. Les terrains s'inclinent globalement vers le sud. La pente générale est faible, comprise entre 0,3 et 1,5 %.

On note la présence, à environ 800 m au nord du périmètre d'étude, des premiers « contre forts » du plateau forestier de la Breille / Vernantes.

Au sud du périmètre d'étude, de l'autre côté de la RD 10, s'ouvre la plaine bocagère de l'Authion avec l'A 85.

La cote des plus hautes eaux connues délimitant la partie inondable se situe à 27.70 m NGF, relevée à l'occasion de la mise en œuvre du Plan de Prévention des Risques d'Inondations liées aux crues de la Loire. **Aucun des terrains du site ne se situe en deçà de cette cote.**

La topographie du site ne constitue pas une contrainte dans le cas présent par rapport au projet d'aménagement. En limite Ouest, les très faibles pentes des fossés étaient évoquées comme une contrainte dans les études antérieures. Il n'y a pas de dysfonctionnement constaté aujourd'hui.

CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE

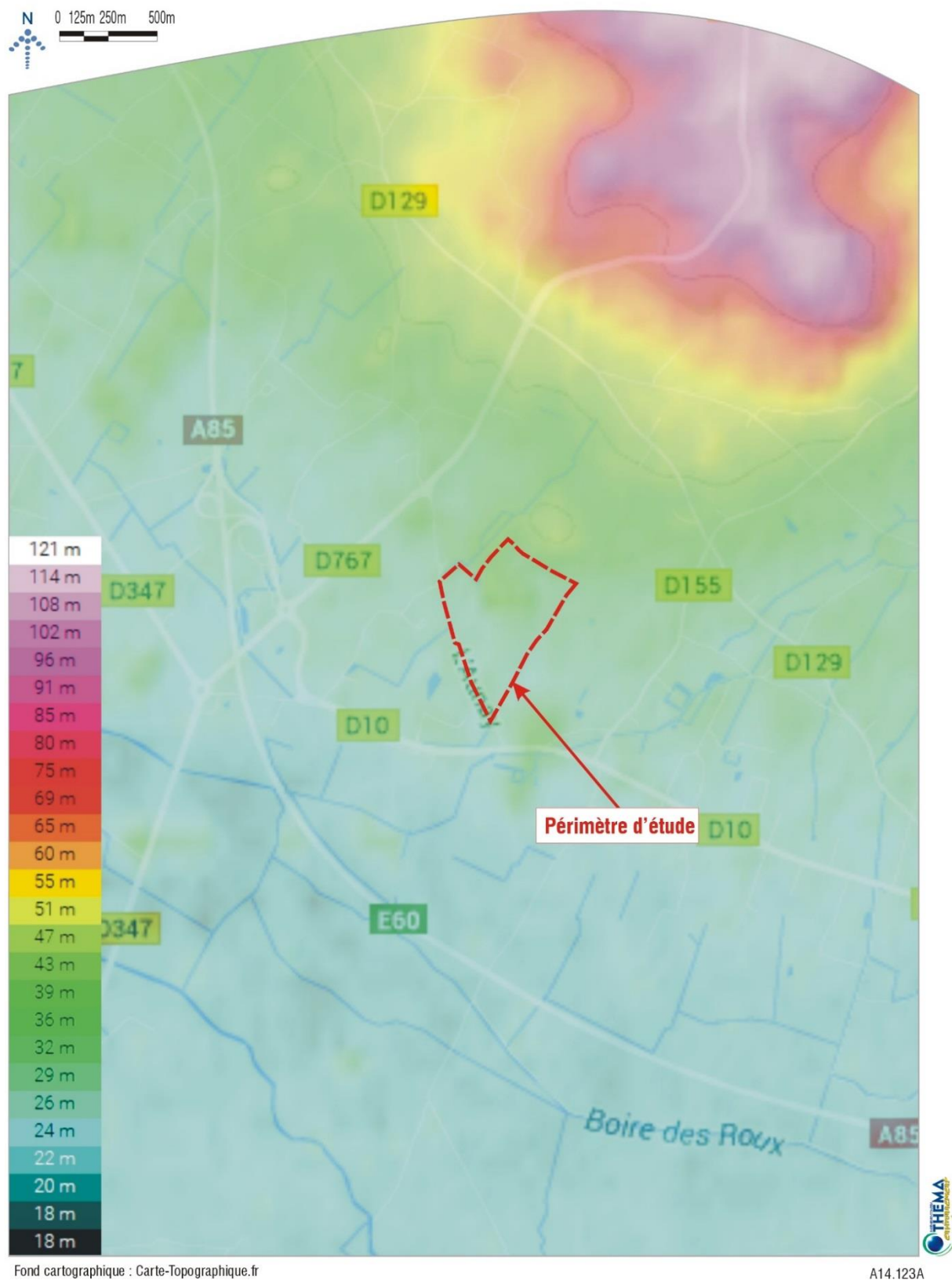


Figure 5 : Contexte topographique

PLAN TOPOGRAPHIQUE

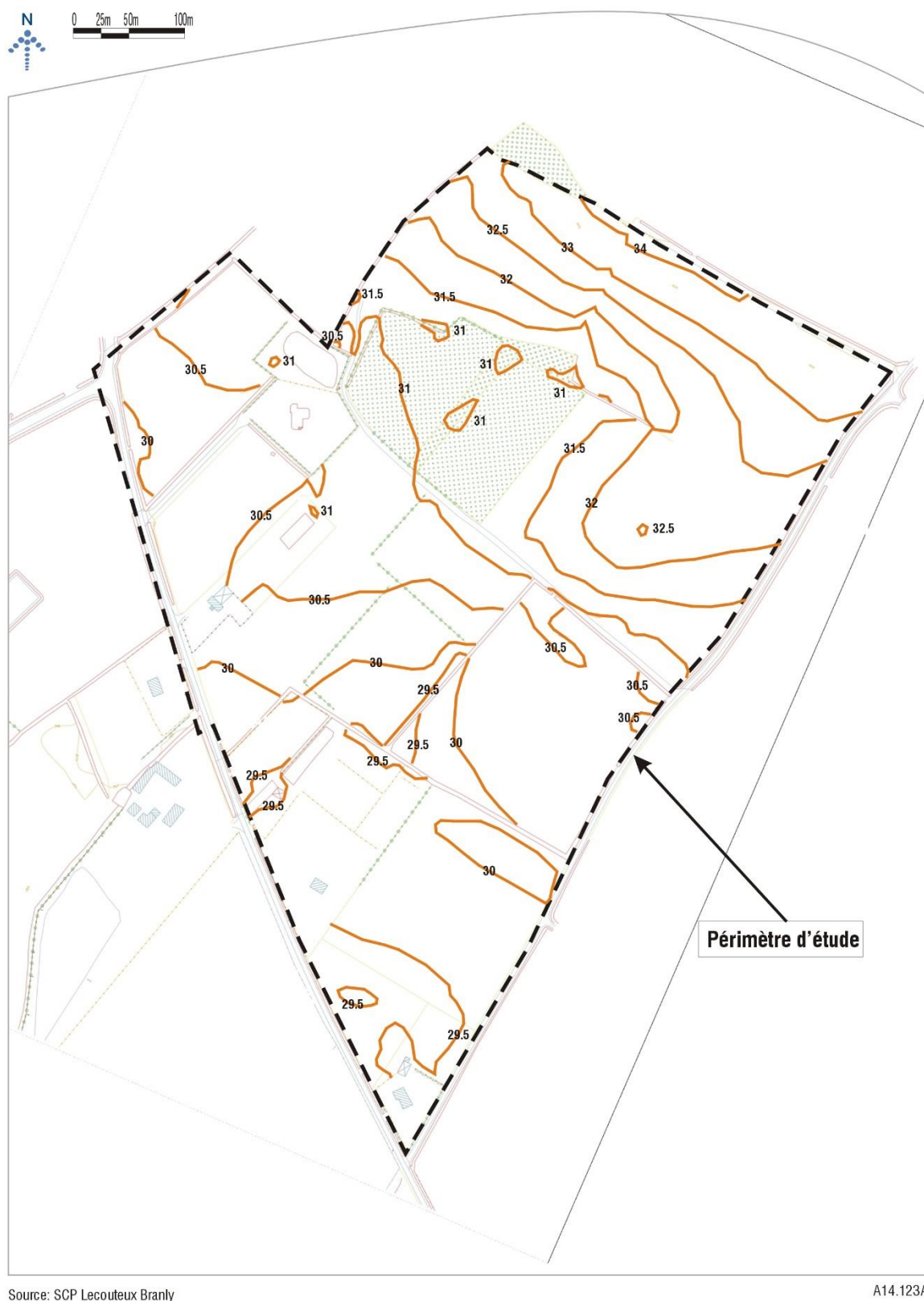


Figure 6 : Topographie du site

4.1.3 Géologie, hydrogéologie, pédologie

4.1.3.1 Géologie

Source : carte géologique de la France à 1/50 000^{ème}, feuille de Saumur

Le site d'étude est essentiellement sous-tendu par des alluvions anciennes correspondant à la très basse terrasse. Elle est constituée par des lits sableux rougeâtres avec lentilles de graviers et cailloutis.

Elle domine la partie basse de la plaine alluviale de l'Authion tapissée d'alluvions modernes déposées par les crues de la Loire et de ses affluents. Les alluvions du Val d'Authion sont constituées de deux couches de sable grossier séparées d'une couche d'argile noire : la jalle.

Elle est sous-jacente à un niveau de moyennes terrasses. Ce système de terrasses constitue une véritable banquette sableuse, calée entre la plaine de l'Authion et les coteaux septentrionaux, qui concentre toute l'activité maraîchère.

On retrouve une poche d'alluvions récentes dans une partie basse au nord-ouest du site.

L'étude géotechnique réalisée par Geotechnique SAS en 2015 indique que les sols du site présentent la coupe suivante :

- Sols de couverture : sables plus ou moins graveleux entre 0,2 et 1,3 m
- Sables plus ou moins graveleux entre 0,9 et plus de 3 m (forages P1 à P5 et P7 – voir page suivante) dans la partie sud, ou sables argileux à argiles sableuses de couleur bleu-vert à gris-noir sur le reste du site

<p>Les horizons sableux argileux sont relativement sensibles aux excès d'eau, par engorgement des profils intermédiaires. Seuls les bourrelets plus sableux sont plus ou moins épargnés par l'hydromorphie. Ils favorisent pour cette raison les cultures maraîchères ou horticoles.</p>
--



Figure 7 : Plan d'implantation des sondages

4.1.3.2 Hydrogéologie

Au niveau des terrasses, des nappes situées dans les formations superficielles (alluvions, sables, etc.) de faible épaisseur (moins de 3 mètres) sont en relation avec les cours d'eau de surface. Ces nappes sont peu exploitables en raison de la faible épaisseur des terrains qui les contiennent et des risques de pollution rapide par le réseau superficiel ou la surface.

Dans la plaine alluviale, la nappe alluviale contenue dans les alluvions modernes est libre alors qu'en périphérie. Les alluvions anciennes contiennent une nappe perchée soutenue par les marnes peu perméables du Cénomanién supérieur.

Dans la plaine alluviale, les échanges entre la nappe et la Loire sont importants, surtout en hiver. Il arrive en période d'étiage que la nappe se déverse dans le fleuve. La nappe alluvionnaire est alimentée par des infiltrations en provenance de la Loire, par les précipitations météoriques et les apports des coteaux.

Figure 8 : Extrait de la carte géologique BRGM

CONTEXTE GEOLOGIQUE



Les alluvions Loire Moyenne après Blois constituent la masse d'eau souterraine concernée. L'état de cette masse d'eau était considéré en 2011 comme médiocre pour l'état chimique et le paramètre pesticides et en bon état pour le paramètre nitrates. L'objectif de bon état chimique est fixé à l'horizon 2021.

L'entreprise Fleuron d'Anjou situé de l'autre côté de la VC 13 est dotée d'un forage (123 m de profondeur). La nappe exploitée est celle du Jurassique qui se trouve à plus grande profondeur que la nappe du Cénomanien.

L'étude géotechnique réalisée en octobre 2015 montre que des venues d'eau ont été observées dans la quasi-totalité des sondages entre 1 m et 2,8 m de profondeur à des cotes comprises entre 27.90 m NGF (PT 8) et 31.5 m NGF (PT 15). C'est dans la partie sud que les niveaux d'eau sont les plus proches de la surface du sol.

Les terrains recèlent une nappe susceptible de devenir quasi affleurante par rapport au terrain naturel en période hivernale, ce qui constitue une contrainte à prendre en considération pour les bassins de rétention et les fondations des futures constructions.

- **Risques de remontée de nappes**

Concernant le risque de **remontée de nappes**, celui-ci est gradué selon une échelle de sensibilité à 6 niveaux variant de très faible à nappe sub-affleurante (site internet « remontée de nappe » du BRGM).

*On appelle zone «**sensible aux remontées de nappes**» un secteur dont les caractéristiques d'épaisseur de la Zone Non Saturée, et de l'amplitude du battement de la nappe superficielle, sont telles qu'elles peuvent déterminer une émergence de la nappe au niveau du sol, ou une inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol.*

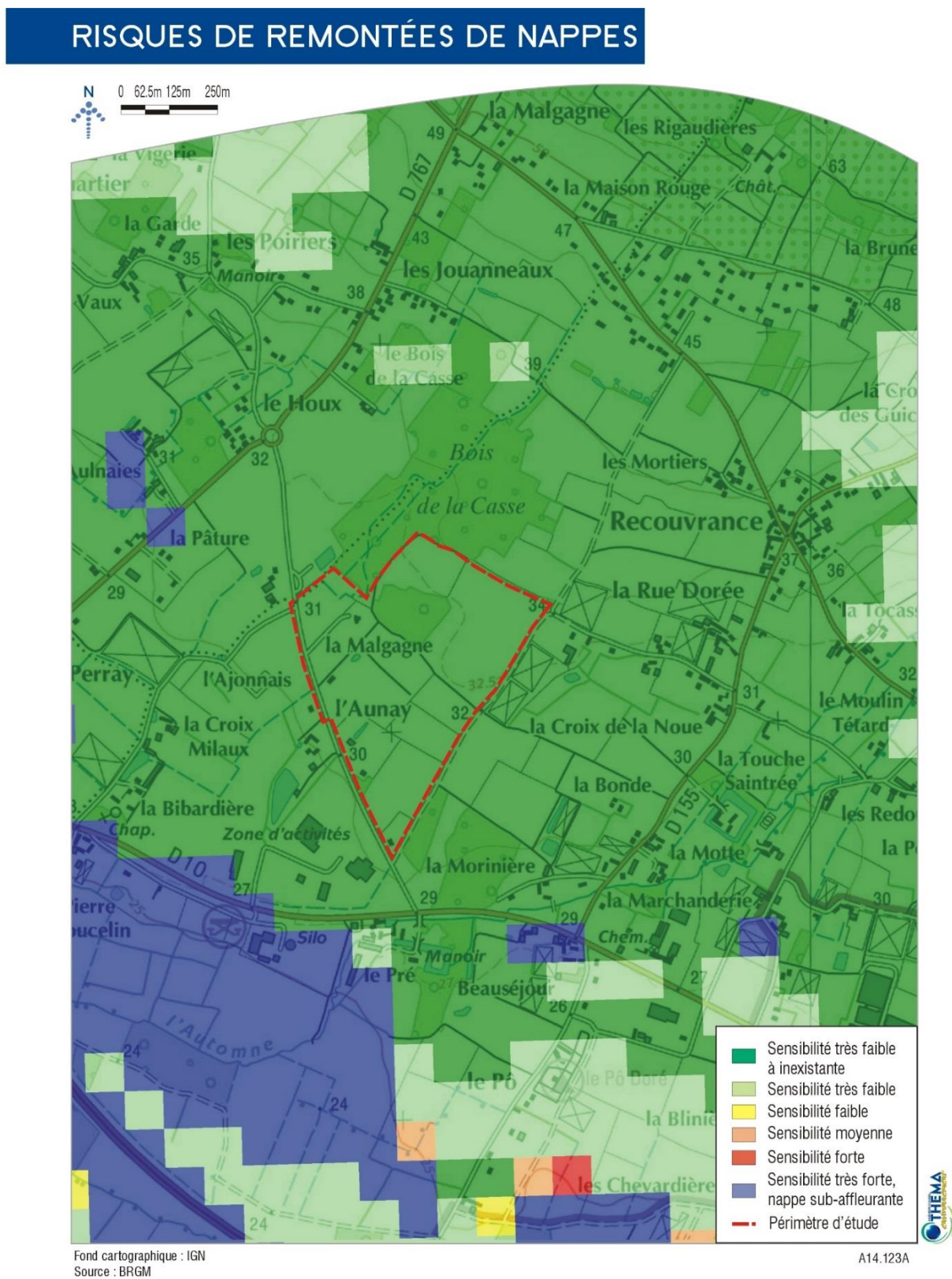
D'après le site www.inondationsnappes.fr, l'ensemble de la zone d'étude présente une sensibilité très faible au risque de remontée de nappes.

- **Captages AEP**

La craie du Turonien qui sous-tend les coteaux au nord du territoire communal renferme, quant à elle, une nappe importante où coexistent une perméabilité d'interstices (circulation lente de l'eau) et une perméabilité de fissures (circulation rapide) ; la filtration y est très réduite à inexistante dans le réseau de fissures, d'où un risque de propagation très rapide de la pollution. Néanmoins, la nappe des « tuffeaux » devient semi-captive sous les sables sénoniens qui peuvent alors la protéger efficacement d'une pollution de surface.

Ainsi, l'eau potable distribuée par le S.I.A.E.P. d'Allonnes, Brain-sur-Allonnes et la Breille-les-Pins provient-elle du champ captant de la Fontaine, **situé à environ 4 km au nord du bourg d'Allonnes à proximité du ruisseau de l'Automne et à un peu plus de 3 km au nord-est du site d'étude, en amont de celui-ci.**

Figure 9 : Risque de remontée de nappe



Ce champ captant comporte trois ouvrages de captage (1 puits et deux forages) qui exploitent les formations des calcaires marneux fissurés du Turonien surmontés des sables sénoniens.

La capacité réelle de pompage des 3 ouvrages peut être estimée à 200 m³/h pour un volume quotidien variant de 2 400 m³ en période de pointe à une moyenne de 1 000 m³.

Il s'agit d'un captage prioritaire « Grenelle ». L'objectif de la démarche « captages prioritaires » est d'obtenir une qualité des eaux brutes suffisante pour limiter ou éviter tout traitement des pollutions diffuses avant la distribution de l'eau. Depuis 1970, date de mise en service du puits, la teneur en nitrates croît régulièrement pour atteindre une valeur proche de 50 mg/l.

La teneur élevée en nitrates s'explique par l'absence de protection naturelle efficace contre les pollutions de surface. De plus, le ruisseau de l'Automne joue le rôle d'un drain alimentant le champ captant lorsque le rayon d'action des pompages atteint le ruisseau. Celui-ci n'est pas non plus à l'abri de pollutions accidentelles telles que par exemple le déversement de produits dangereux ou toxiques à l'occasion d'un accident de circulation sur la RD 155 lorsque cette dernière longe le ruisseau de l'Automne.

La procédure de déclaration d'utilité publique pour la mise en œuvre des périmètres de protection est en voie d'achèvement. L'hydrogéologue agréé a remis son avis le 15 septembre 2013.

La procédure DUP de définition des périmètres de protection est en cours. L'aire d'étude du projet serait située en dehors de ces périmètres.

Le site ne présente pas de lien hydraulique avec le captage de la Fontaine ou d'autres ouvrages plus éloignés et n'interfère pas avec les périmètres de protection établis autour de ces ouvrages.

4.1.4 Eléments hydrographiques

4.1.4.1 Réseau hydrographique

Le projet se situe dans le bassin versant aval de l'Autonne, ruisseau affluent de la rive droite de l'Authion, drainant un bassin versant global de l'ordre de 37 km².

Formé par la confluence du Changeon et du Lane, l'Authion s'écoule de façon lenticule avant de rejoindre la Loire au niveau de Saintes-Gemmes sur Loire. Cette faible vitesse d'écoulement s'explique par une pente de thalweg très faible (0,14 ‰), accentuée par les nombreux seuils disposés tout au long du linéaire.

L'agriculture est l'activité économique essentielle dans la vallée de l'Authion (production de semences, horticulture, cultures maraîchères, légumières et arboriculture). Afin de satisfaire

aux besoins en eau de cette activité, la vallée a été équipée d'aménagements hydrauliques permettant l'irrigation durant l'été.

Le volume d'eau prélevé étant très supérieur à la capacité propre du système, le réseau est alimenté par trois prises d'eau en Loire ainsi qu'une réserve d'eau (barrage sur le Lathan) à Rillé.

L'Authion est influencé par les pompages de soutien d'été de Varennes-sur-Loire, de St Patrie et du barrage de Rillé, afin de maintenir et soutenir son usage agricole (irrigation et développement des cultures semencières).

4.1.4.2 Hydraulique du site

L'écoulement des eaux superficielles est assuré par un maillage de fossés rabattant les eaux pluviales vers le réseau d'assainissement du lotissement d'activités de la Ronde (voir illustration ci-après) qui a pour exutoire le ruisseau de l'Autonne qui s'écoule à un peu moins de 1 km en aval.

Deux sous bassins versants drainent le site de l'extension 3. La pente générale est d'orientation nord-est / sud-ouest. Au nord, le bassin versant intègre des terrains agricoles et boisés pentés vers l'opération (de l'ordre de 5 ha selon le dossier loi sur l'eau).

Le sous-bassin sud a un exutoire au niveau de la VC 13 (diamètre 600 mm). Les eaux de ruissellement rejoignent un fossé d'infiltration et débouchent plus en aval sur un bassin de rétention implanté le long de la RD 10.

Le sous-bassin nord a également un exutoire au niveau de la VC 13 (diamètre 600 mm). Les écoulements rejoignent le même fossé à l'ouest de la VC 13 qui débouche sur le bassin de rétention.

Au début des années 90, Le lotissement de la Ronde (12 ha environ) a intégré la création de fossés « noues » en emprises latérales Ouest et Est avant franchissement de la RD10.

La 1^{ère} phase d'aménagement (26 ha) a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau en 2003. Ce secteur est indépendant hydrauliquement du lotissement et des 2^{nde} et 3^{ème} phase. La 2^{nde} et 3^{ème} phase d'aménagement (44 ha) en lien hydraulique avec le lotissement a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation en date du 20 juillet 2010.

Le dimensionnement des ouvrages de rétention est calculé pour des événements pluvieux de période de retour 10 ans et sur la base d'un coefficient d'imperméabilisation de 0,5. Le cahier des charges de cession des lots impose aux acquéreurs la mise en place d'un dispositif intermédiaire avant raccordement au réseau, pour traiter à la parcelle le volume supplémentaire généré en cas de coefficient d'imperméabilisation supérieur à 0,5.

HYDROGRAPHIE-ÉCOULEMENT DES EAUX PLUVIALES



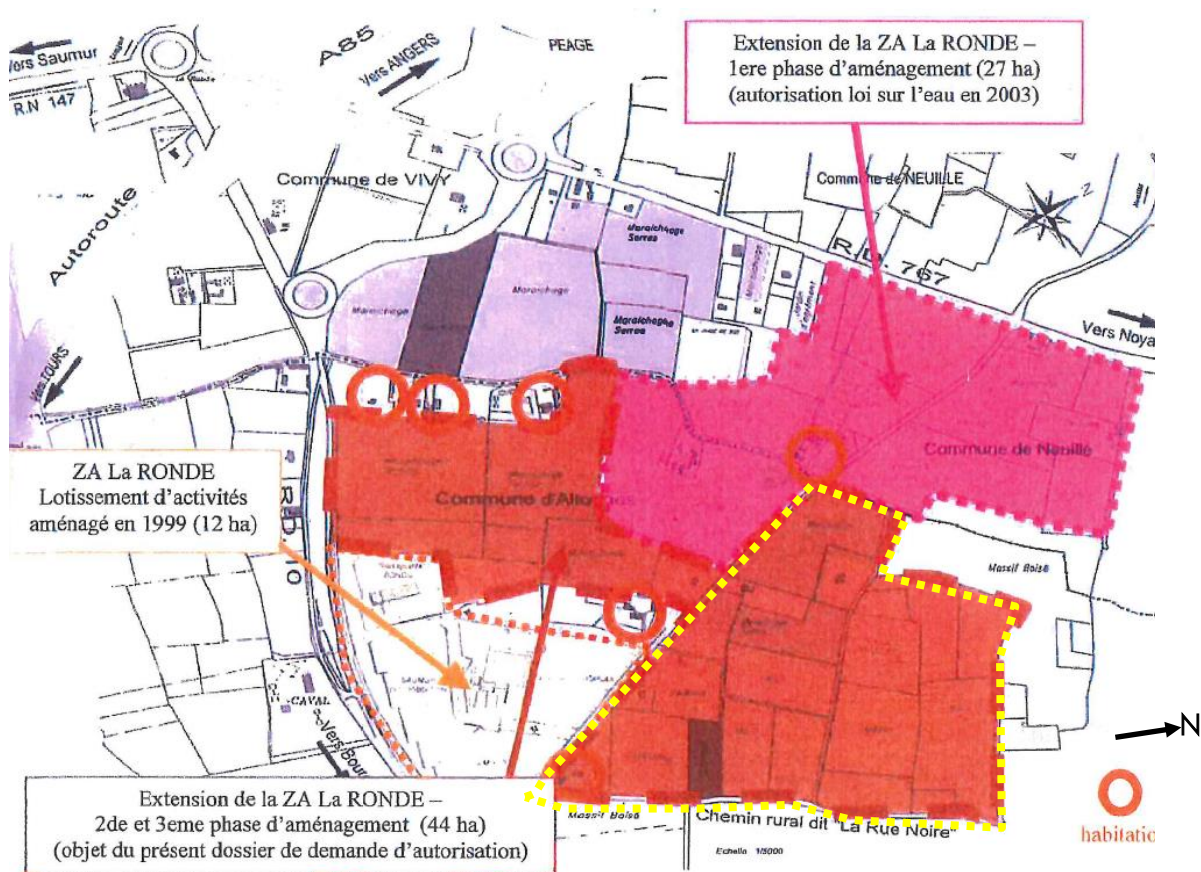


Figure 11 : Phases et procédures loi sur l'eau

Source : dossier loi sur l'eau – Phases d'extension d'aménagement 2 et 3 – LCDA – Octobre 2009

4.1.4.3 Plan de prévention des Risques d'inondation

La commune d'Allonnes est située dans l'aire du PPRI du Val d'Authion approuvé le 29/11/2000. La cote des plus hautes eaux connues délimitant la partie inondable se situe à 27,70 m NGF ; elle est située au plus près à environ 200 m de l'extrémité sud du site de l'extension.

Ce document a été élaboré sur la base de la crue de référence de 1856, proche de la crue centennale.

Une révision de ce PPRI a été prescrite par arrêté du 25/11/2014) ; la délimitation des zones inondables est déterminée avec des données plus précises du modèle numérique de terrain.

On constate que la zone inondable est moins étendue au niveau du lotissement de la Ronde dans le PPRI en cours de révision.

Le site de l'extension 3 n'est pas situé dans un secteur inondable.

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATION

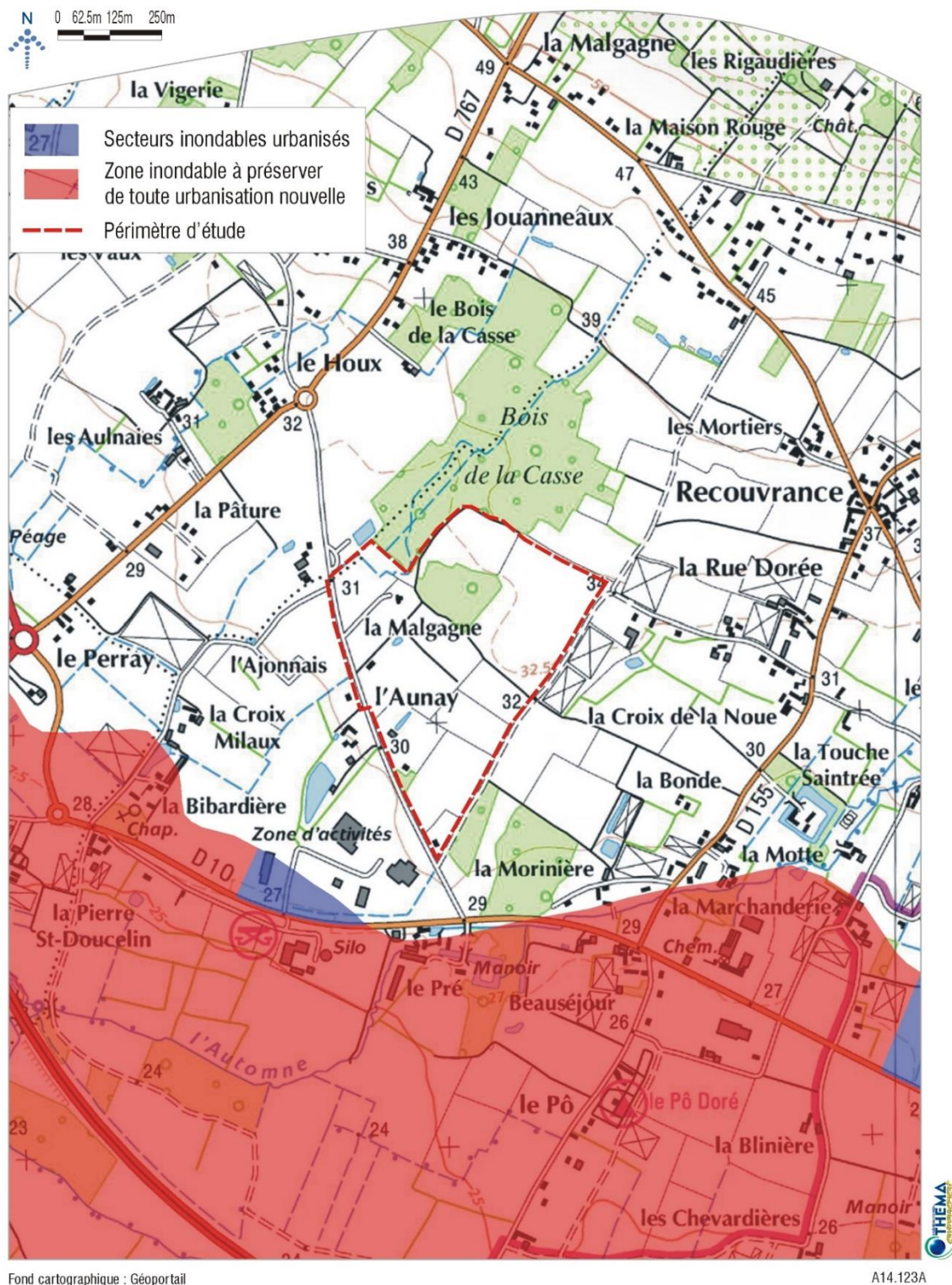


Figure 12: Cartographie du PPRI



59

4.1.4.4 Qualité des eaux

- **Objectifs de qualité**

Les objectifs de qualité sont fixés par masse d'eau dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, dont la révision a été approuvée le 18 novembre 2009 par le préfet coordinateur de bassin et élaboré sur la base de la Directive Cadre européenne sur l'Eau n°2000/60/CE adoptée le 23 octobre 2000.

Pour chaque masse d'eau, l'objectif dans le SDAGE en vigueur se compose d'un niveau d'ambition et d'un délai :

- *les niveaux d'ambition* sont : le bon état, le bon potentiel dans le cas particulier des masses d'eau fortement modifiées ou artificielles, ou un objectif moins strict. Lorsqu'une masse d'eau est en très bon état, l'objectif est de maintenir ce très bon état.
- *les délais* sont : 2015, 2021 ou 2027.

Dans la continuité du Sdage 2010-2015, le **comité de bassin a élaboré le projet de Sdage pour les années 2016 à 2021 qui devrait être adopté définitivement fin 2015.**

L'objectif de qualité fixé par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2016-2021 pour l'Authion est un bon potentiel écologique en 2027. Cette masse d'eau est classée comme masse d'eau fortement modifiée.

- **Etat écologique**

L'état écologique est apprécié par le biais de paramètres physico-chimiques et biologiques. La qualité des eaux de l'Authion est mesurée à la hauteur du Pont-des Malheurs à Brain sur Allonnes, à quelques kilomètres en amont du site. La qualité des eaux de l'Autonne ne fait pas l'objet d'un suivi.

Le tableau suivant présente le bilan des analyses réalisées en 2013 pour les différents paramètres présentés ci-avant et pour les pesticides³.

Paramètres	2013
Matières organiques et oxydables (MOOX)	Moyenne
Matières azotées (hors nitrates)	Bonne
Nitrates	Moyenne
Matières phosphorées	Bonne
Effets des proliférations végétales	Très bonne
Pesticides	Bonne

Tableau 1 : Qualité des eaux de l'Authion à Brain sur Allonnes

La qualité des eaux est meilleure que plus en aval. L'altération de la qualité des eaux est essentiellement d'origine agricole (nitrates) et domestique (rejet stations d'épuration).

³ « Rivières du département du Maine et Loire – Qualité 2013, constats et perspectives » – Mission Interservices de l'Eau, Conseil Général de Maine-et-Loire – Novembre 2014

La commune d'Allonnes est située en zone sensible à l'azote et au phosphore, telle que définie en application de la directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 9 janvier 2006).

L'état écologique de la masse d'eau Authion est moyenne dans ce secteur en 2011 (donnée disponible la plus récente).

- **Qualité biologique**

La qualité biologique des cours d'eau est établie à l'aide des indices suivants :

- Indice invertébrés

L'existence de populations de macroinvertébrés benthiques est liée à la présence d'habitats diversifiés, mais également à la qualité des eaux (notion d'espèces polluosensibles). Ce peuplement benthique, particulièrement sensible, intègre dans sa structure toute modification, même temporaire, de son environnement (perturbation physico-chimique ou biologique d'origine naturelle ou anthropique).

Les données hydrobiologiques relevées sur les cours d'eau sont basées sur l'échantillonnage des macroinvertébrés benthiques suivant le protocole de détermination de l'Indice Biologique Global Normalisé (IBGN).

Les prélèvements effectués sur l'Authion à Brain sur Allonnes révèlent un état moyen en 2013 et un très bon état en 2012 de la masse d'eau pour ce paramètre.

- Indice biologique diatomées (IBD)

Les diatomées sont des algues microscopiques brunes unicellulaires constituées d'un squelette siliceux. Elles sont une composante majeure du peuplement algal des cours d'eau et des plans d'eau. Considérées comme les algues les plus sensibles aux conditions environnementales, elles sont connues pour réagir aux pollutions organiques nutritives (azote, phosphore), salines, acides et thermiques, et peuvent aussi apporter des informations sur l'importance du marnage.

Elles renseignent donc essentiellement sur la qualité du milieu (qualité et diversité des habitats) et la qualité de l'eau (matières organiques en particulier). L'analyse des populations de diatomées prélevées préférentiellement sur substrat dur naturel permet de déterminer plusieurs indices de qualité de l'eau, comme l'Indice Biologique Diatomées (IBD) normalisé depuis 2000.

Les mesures de l'IBD réalisées sur l'Authion à Brain sur Allonnes révèlent un état moyen de la masse d'eau pour ce paramètre en 2012 et un bon état en 2013.

- Qualité piscicole

Les cours d'eau et plans d'eau sont classés en deux catégories piscicoles :

- la première catégorie comprend ceux où l'on devrait retrouver naturellement des salmonidés (comme la truite) ainsi que des espèces dites d'accompagnement (loches, vairons, chabots...) ;

- la seconde catégorie regroupe tous les autres cours d'eau et plans d'eau où l'on retrouve les cyprinidés (gardon, brème, carpe...) ainsi que la plupart des carnassiers (brochet, sandre, perche...).

L'Authion est classé en 2^{ème} catégorie piscicole. Les résultats des pêches électriques sur l'Authion caractérisent un peuplement peu diversifié adaptée aux faibles vitesses de courant. Aucune espèce recensée ne semble particulièrement exigeante par rapport à la qualité de l'eau. Les poissons carnassiers sont très peu représentés. L'état fonctionnel des cours d'eau est globalement dégradé sur le bassin versant de l'Authion.

L'Authion est considéré comme une « bonne rivière » par les pêcheurs locaux. Brochet, sandre, carpe, chevesne, accompagnés d'espèces indésirables (silure, poissons chat) y sont présents.

L'Authion fait partie des cours d'eau désignés par l'autorité administrative dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire. Ce classement pour l'Authion concerne l'Anguille (Application du 1° du I de l'article L.214.17 du code de l'environnement).

L'*indice poisson (IPR)* fournit une évaluation globale du niveau de dégradation des cours d'eau. Cet indice a été qualifié de moyen en 2012 à Brain sur Allonnes.

La section aval de l'Autonne, après sa confluence avec la boire des Roux, présente un fort potentiel en tant que frayère à Brochets.

4.2 RISQUES MAJEURS

4.2.1 Risques naturels majeurs

Sources : Dossier départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Maine-et-Loire (version 2013)

Le Dossier départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Maine-et-Loire (version 2013) mentionne que le territoire communal d'Allonnes est concerné par les risques inondation, mouvements de terrain, retrait/gonflement des argiles, feux de forêt, tempête et sismicité.

4.2.1.1 Risques inondation

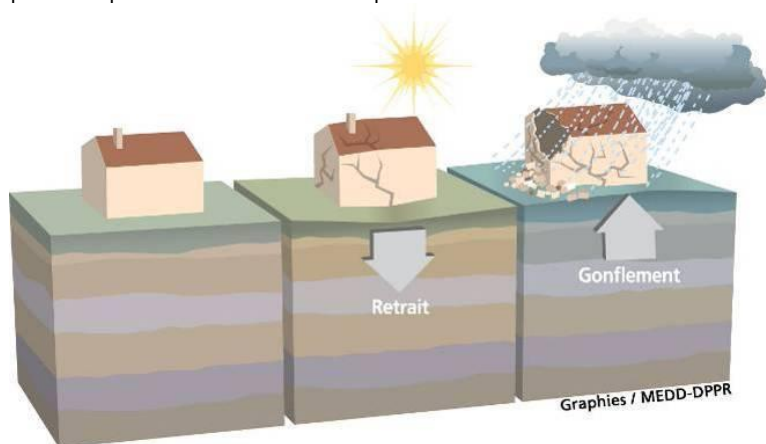
Se référer au chapitre 4.1.4.3

4.2.1.2 Risques mouvements de terrain

- L'aléa retrait/gonflement des argiles

En fonction des conditions météorologiques, les sols argileux superficiels peuvent varier de volume suite à une modification de leur teneur en eau : retrait en période de sécheresse et gonflement au retour des pluies.

Ce risque naturel, généralement consécutif aux périodes de sécheresse, peut entraîner des dégâts importants sur les constructions : fissurations en façade souvent obliques et passant par les points de faiblesse que constituent les ouvertures.



Source : DDE Seine-Maritime

Le risque de retrait/gonflement des argiles est gradué selon une échelle d'aléas variant de nul à fort.

D'après la carte d'aléa du retrait-gonflement des sols réalisée par le BRGM et disponible sur le site Internet (www.argiles.fr), le périmètre de l'opération est concerné par un aléa à priori faible.

ALEA RETRAIT / GONFLEMENT DES ARGILES

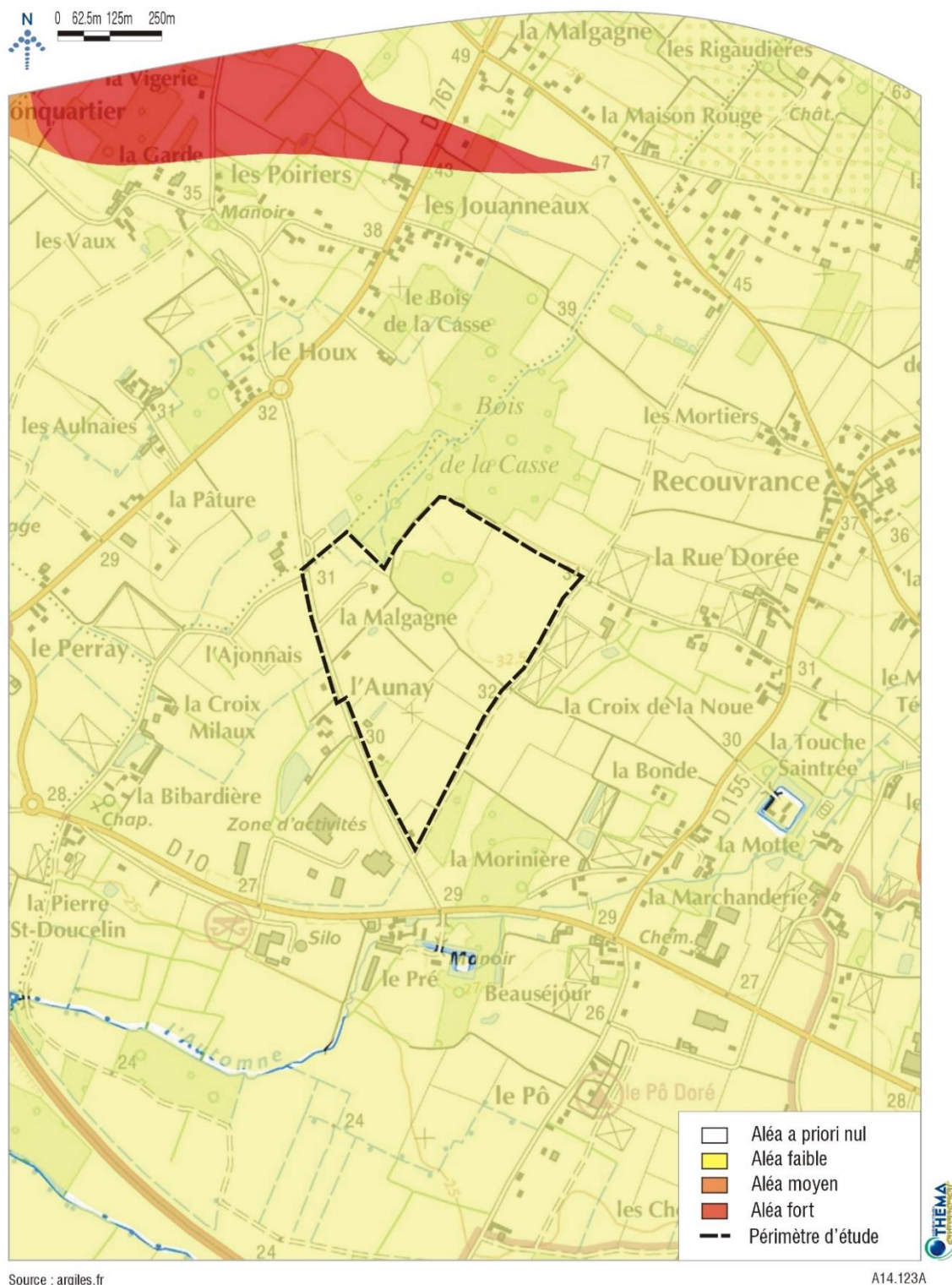
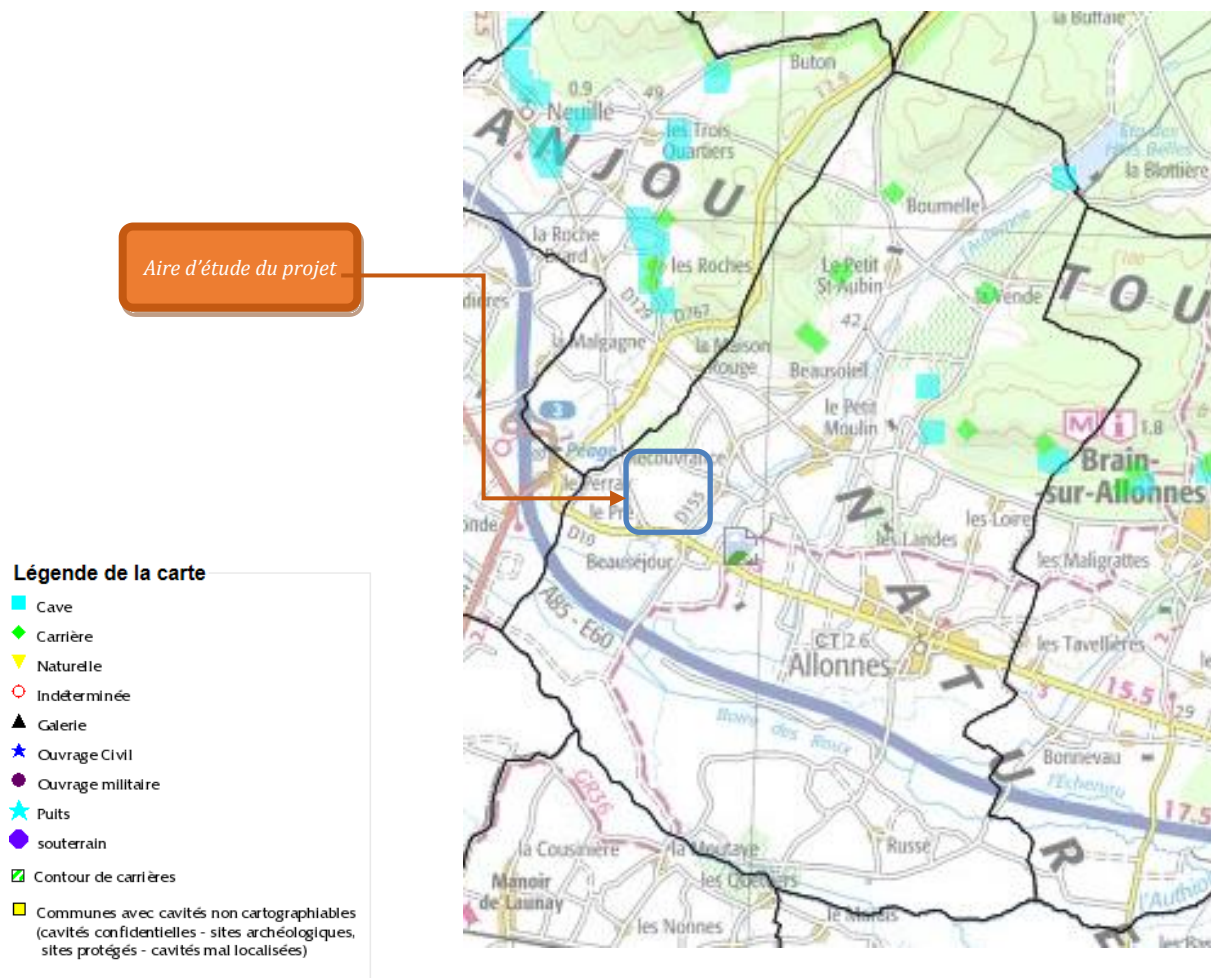


Figure 14 : Carte de retrait et gonflement des argiles sur Allonnes

4.2.1.3 Cavités

Selon les informations du BRGM (site internet www.bdcavites.fr), le territoire d'Allonnes renferme de nombreuses cavités.

Figure 15 : Cavités recensées sur la commune d'Allonnes (BRGM)



Les cavités sont principalement recensées au nord de la commune (carrières et caves), en dehors du périmètre d'étude.

Allonnes est concerné par le risque d'effondrement des cavités souterraines. Le site du projet de présente pas *a priori* de cavités.

4.2.1.4 Sismicité

Un zonage physique de la France a été élaboré pour l'application des règles parasismiques de construction.

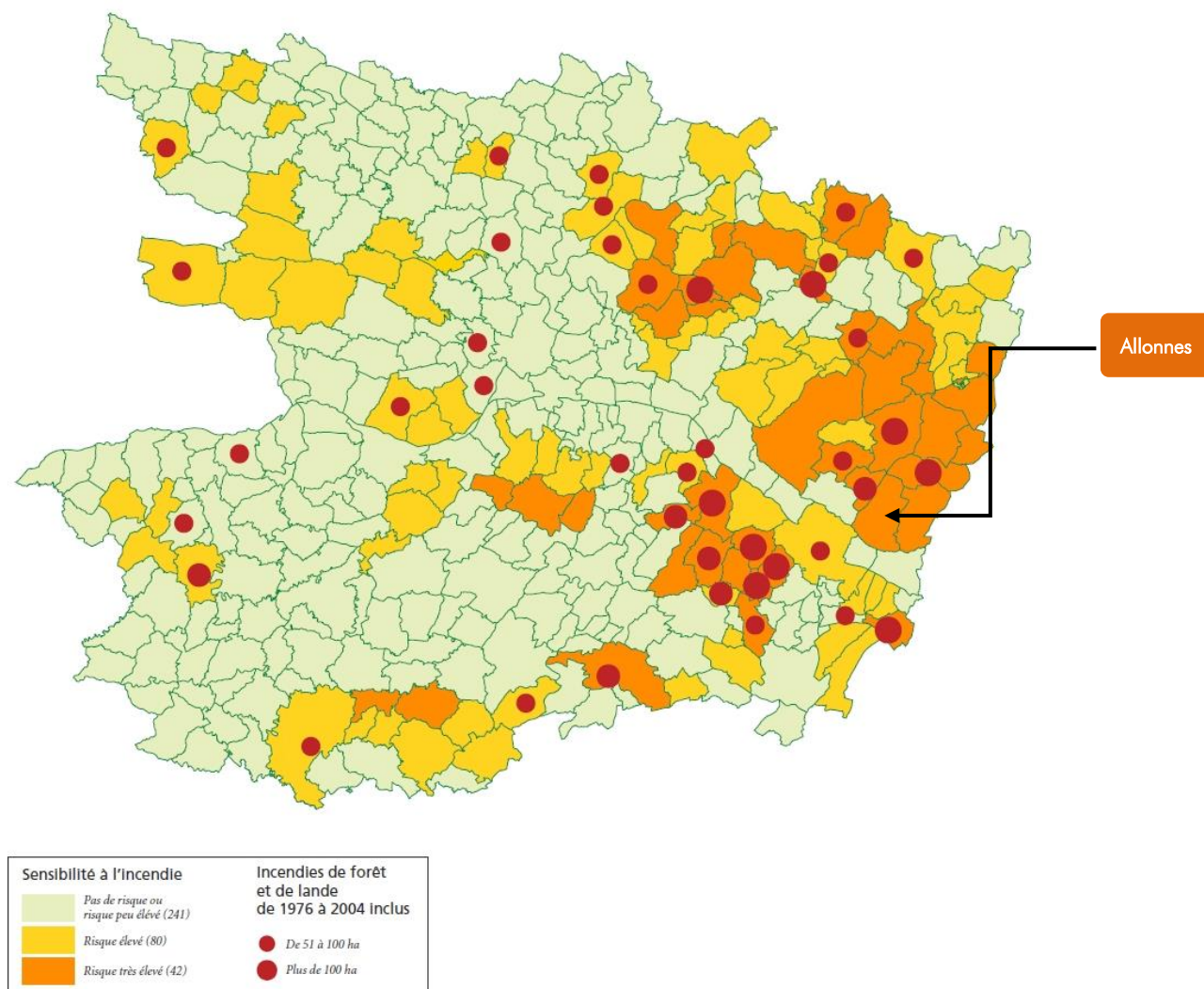
Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante. Sur cette dernière, la commune d'Allonnes est située en zone d'aléa modéré (niveau 2 sur 5).

Des règles de construction parasismiques sont applicables dans la zone 2 à certaines catégories de nouveaux bâtiments, en particulier les bâtiments d'activités.

4.2.1.5 Feu de forêt

La commune d'Allonnes est concernée par un risque de feu de forêt élevé du fait de la forte présence de boisements liés au massif forestier de la Breille-le-Pins / Vernantes, la sensibilité à l'incendie y est très élevée.

Figure 16 : Carte des communes concernées par le risque feu de forêt



Le site de l'extension 3 n'est pas localisé à proximité d'un massif forestier important ; il jouxte néanmoins le bois de la Casse qui peut être concerné par ce type de risque.

4.2.1.6 Tempête

Toutes les communes de Maine-et-Loire sont concernées par ce risque.

4.2.2 Risques industriels et technologiques

Le Dossier départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Maine-et-Loire (version 2013) mentionne que le territoire communal d'Allonnes, n'est pas concerné par des risques minier, industriel, technologique ou nucléaire.

Aucune installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) présentant un risque technologique ou industriel majeur n'est recensée à proximité du site du projet. La ZA de la Ronde accueille néanmoins une ICPE soumise à autorisation : l'entreprise Fleuron d'Anjou (conditionnement légumes et fruits) située au sud de la rue de l'Aunay (Les principaux enjeux identifiés en termes de prévention des pollutions et des risques sont la pollution des eaux en raison des rejets liquides d'effluents chargés de matières en suspension et le risque d'incendie en raison des stocks de matières combustibles). Les résultats des modélisations montrent qu'aucun effet thermique entraînant des effets irréversibles sur l'homme ne sort du site. Il en est de même pour les zones d'effets dangereux pour les structures

Aucune exploitation agricole de nature à générer des nuisances (élevage, stockage) n'est située à proximité du site ou dans un rayon inférieur à son périmètre sanitaire.

Le risque lié au Transport de Matières Dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et / ou l'environnement. Il existe alors des risques d'explosion, d'incendie (60% des transports de matières dangereuses concernent des liquides inflammables) ou de dégagement de produits toxiques dans l'atmosphère, l'eau ou le sol... Le niveau d'exposition au risque sur la commune d'Allonnes est très faible selon le DDRM (croisement aléa/densité de population).

L'A85 fait partie des axes majeurs identifiés pour le risque technologique représenté par le transport de matières dangereuses (TMD). Le péage est situé à environ 800 m du site de l'extension 3 ce qui réduit fortement les risques au niveau du site.

Le site n'est pas soumis à des risques technologiques particuliers.
--

4.3 CADRE BIOLOGIQUE

Les campagnes d'investigations de terrain ont été réalisées selon le calendrier suivant :

Visite	1	2	3	4	5	6	7	8
				(chiroptères)			(chiroptères)	
Date	17/02/2015	07/04/2015	22/04/2015	21/05/2015	25/06/2015	08/07/2015	18/07/2015	30/10/2015

Tableau 2 : Calendrier des campagnes de terrain

Ces campagnes d'investigations de terrain ont permis d'appréhender le site en termes d'espace et de milieux avec des conditions favorables aux observations des espèces végétales et animales. Pour ce faire, deux chargés d'études ont parcourus l'intégralité du site d'étude afin de réaliser :

- des inventaires floristiques et l'identification des habitats naturels présents,
- des inventaires faunistiques (ornithologiques, entomologiques, batrachologiques, mammalogiques...).

4.3.1 Occupation du sol et végétation

4.3.1.1 Protocole de terrain

Le protocole de prospection, inspiré de la méthode des relevés phytosociologiques, a permis :

- d'identifier les groupements végétaux (milieux) en présence et de les caractériser selon la typologie CORINE Biotopes,
- de les cartographier,
- d'inventorier les espèces végétales les caractérisant.



Source : THEMA Environnement

La description de ces différents éléments est présentée dans les paragraphes suivants.

Remarque préalable :

L'ensemble des milieux recensés sur le secteur d'étude est caractérisé selon le manuel d'interprétation des habitats français CORINE biotopes⁴. Ce document correspond à une typologie des habitats français servant de base à l'identification sur le terrain des milieux rencontrés.

Les milieux interceptés se voient attribuer un code CORINE biotopes, suivi de son intitulé, et apparaissent en gras dans les paragraphes suivants.

⁴ ENGREF, 1997. CORINE Biotopes – version originale – Types d'habitats français. Muséum National d'Histoire Naturelle, Programme LIFE.

4.3.1.2 Habitats naturels déterminés sur le secteur d'étude

Le site du projet est occupé par différents type d'habitats. Ceux-ci sont influencés par l'homme ou créés par l'homme (habitats anthropisés). Il s'agit principalement de cultures, de jachères et de peupleraies. Ces parcelles jouxtent du tissu bâti discontinu.

Les habitats présents sont résumés dans le tableau suivant :

Milieux	Intitulé de l'habitat	Code CORINE Biotopes	Arrêté 24 juin 2008	Habitat considéré comme zone humide
Milieux aquatiques non marins	Eaux douces stagnantes	22.1	X	NON
	Eaux douces stagnantes x végétation aquatique	22.1 x 22.4	X x p	OUI
	Mare temporaire	22.5	X	NON
Landes, fruticées et prairies	Fourré x lande à genêts	31.8 x 31.84	p	NON
	Fruticée à <i>Prunus spinosa</i>	31.811	X	NON
	Roncier	31.831	X	NON
	Prairie mésophile pâturée	38.1	p	NON
	Prairie mésophile x lande à genêt	38.2 x 31.84	p x X	NON
	Prairie mésohygrophile	38.2 x 37.2	p x H	NON
	Prairie mésophile x verger	38.2 x 83.1	p x X	NON
Boisements	Chênaie	41.5	p	NON
Végétation de ceinture de bord des eaux	Typhaie	53.13	H	OUI
	Cariçaie	53.21	H	OUI
Terres agricoles et paysages artificiels	Prairie artificielle	81.1		NON
	Culture	82.11	X	NON
	Maraichage	82.12	X	NON
	Peupleraie	83.321	p	NON
	Alignement d'arbres	84.1	X	NON
	Alignement de peuplier	84.1 x 83.321	X x p	NON
	Haie arbustive de saule	84.2 x 44.1	X x H	OUI
	Haie arbustive	84.2 x 31.8	X	NON
	Haie arborée multistrate	84.2	X	NON
	Haie arbustive ornementale	84.2 x 85.31	X	NON
	Friche	87.1	p	NON
	Friche rudérale	87.1 x 87.2	p	NON
	Fossé	89.22	X	NON
	Fossé x végétation aquatique	89.22 x 22.4	X x p	OUI

En gras les habitats inclus dans le périmètre d'étude

Légende (arrêté 24 juin 2008, annexe II Table B) :

H = Habitat caractéristique d'une zone humide.

p = Impossible de conclure sur le caractère de l'habitat sans une expertise pédologique ou botanique.

X = Habitat non listé dans la Table B de l'arrêté. Nécessite une expertise pédologique ou botanique.

Tableau 3 : Milieux observés sur le périmètre d'étude et aux abords

OCCUPATION DU SOL

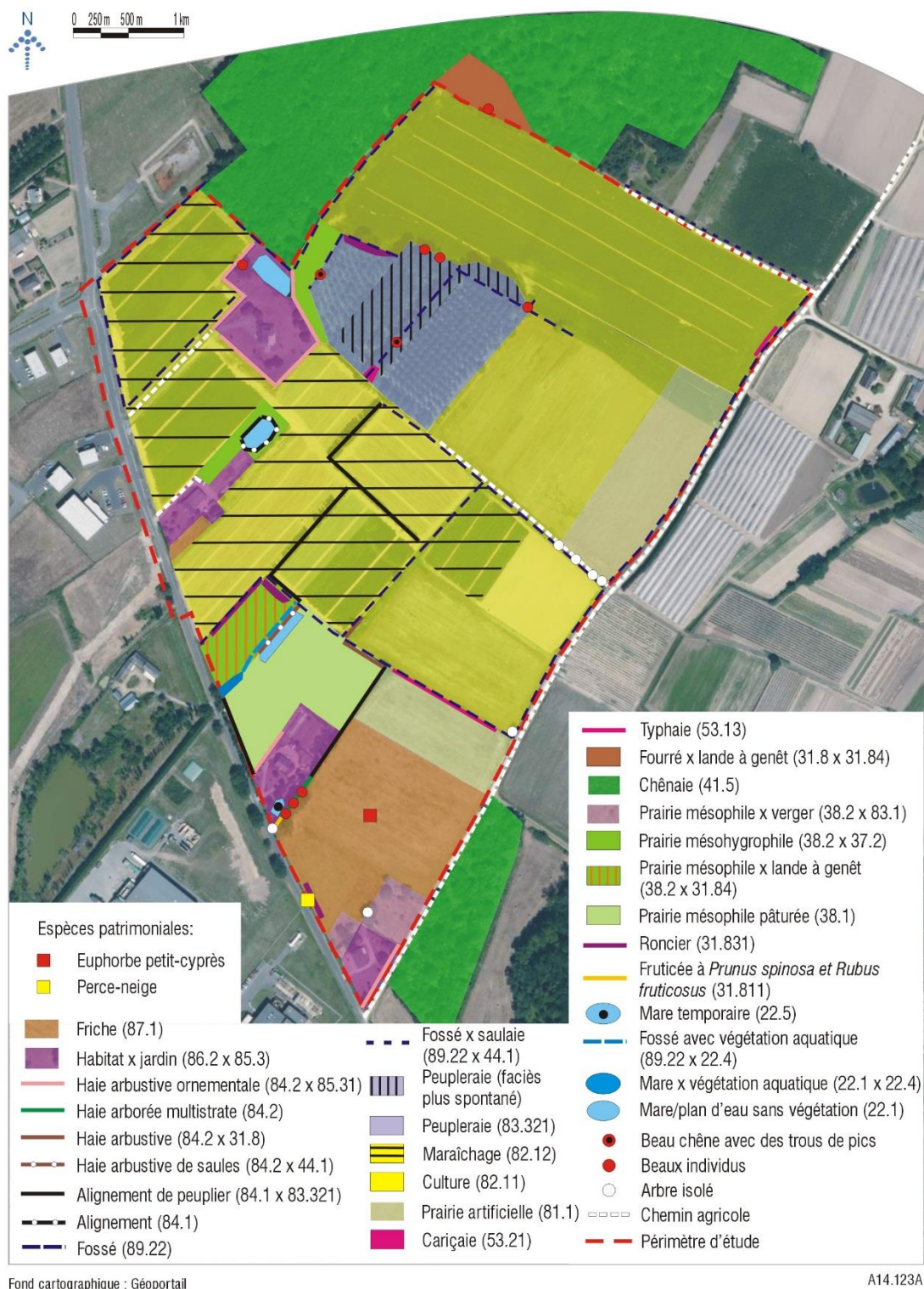


Figure 17 : Cartographie de l'occupation du sol

La cartographie de ces milieux (occupation du sol) est présentée ci-dessus.

- **Conclusion sur les milieux et composantes floristiques**

La synthèse figurant dans l'étude d'impact indique :

D'après les observations réalisées, le périmètre d'étude présente peu de sensibilité écologique s'agissant des habitats naturels de manière intrinsèque et des espèces végétales qui les composent.

Le site d'étude est caractérisé par des milieux assez marqués par la présence humaine et des espèces végétales communes à très communes (enjeu modéré à faible). 85% du périmètre d'étude est occupé par des terres agricoles (grandes cultures et cultures maraîchères). En limite nord, le site jouxte le bois de la Casse (chênaie).

Le reste du site est occupé par des prairies et une peupleraie (2 ha) qui présente deux faciès : un faciès très entretenu et un faciès plus spontané avec une strate buissonnante envahie par la ronce.

Les haies sont très peu présentes au sein du périmètre d'étude et de qualité modérée à faible.

Aucune espèce végétale protégée n'a été observée lors des investigations de terrain.

On relèvera la présence de zones humides de taille restreinte :

- Une cariçaie de 155m² au sein d'une peupleraie en bordure de fossé ;
- Deux typhaies d'une surface totale de 150m² développées à l'intérieur des fossés ;
- Une haie arbustive de saules roux de 50m² à proximité d'un fossé ;
- Une mare prolongée par un fossé avec sa végétation aquatique d'un total de 255m².

Ces **zones humides** définies présentent une **surface globale de 610m² selon le critère floristique** et sont principalement localisées au niveau de fossés qui traversent le site et traduisent une difficulté d'évacuation des eaux du fait de faibles pentes.

On notera la présence **de deux espèces patrimoniales** au sein du périmètre d'étude :

- le **perce-neige**, en bordure de fossé et en limite sud-ouest du périmètre d'étude, espèce déterminante en Pays-de-la-Loire et peu commune dans la région ;
- l'**euphorbe petit-cyprès** développé au sein de la friche au sud du périmètre d'étude. Cette espèce est déterminante en Pays-de-la-Loire, mais assez commune dans la région.

4.3.2 La faune

L'ensemble du site d'étude et ses abords ont été parcourus afin d'identifier les espèces animales présentes : oiseaux, insectes, batraciens, reptiles, mammifères. Ces inventaires faunistiques visent à caractériser le patrimoine biologique, tant en termes de richesse que de diversité, à un endroit donné. Les résultats ne sont pas exhaustifs en lien avec les différents facteurs qui influencent la détectabilité des espèces. La synthèse des investigations figure sur les cartes suivantes.

La lisière située au nord-ouest de l'aire d'étude constitue une zone de transition, un passage entre deux milieux de types différents, dans le cas présent il s'agit du passage d'un milieu boisé à un milieu cultivé.

Dans le cas de la lisière du bois de la Casse, des enjeux écologiques ont été identifiés, principalement pour les groupes des reptiles et des chiroptères, mais le maintien d'une lisière de qualité sera également favorable à l'avifaune et à l'entomofaune.

La composition structurale des lisières est particulièrement importante pour les reptiles. La succession d'une strate arborée, d'un ourlet arbustif et d'une strate herbacée est particulièrement favorable car elle offre une bonne diversité de conditions microclimatiques. La densité en lézards et en serpents est proportionnelle à la longueur et à la qualité structurale d'une haie ou d'une lisière boisée.

Les lisières forestières jouent également un rôle important pour la dispersion de certaines espèce de chiroptères (= chauves-souris) ainsi que pour leur comportement de chasse. A ce titre, le bois de la Casse semble constituer une zone relais entre un important gîte de reproduction pour le Grand Murin *Myotis myotis* (colonie de 300 femelles dans les combles du manoir de la Bibardière) et les massifs forestiers situés plus au nord (La Breille-les-Pins).

Prendre en compte ces interfaces permet de conserver la biodiversité et maintenir la capacité de circulation et de dispersion des espèces végétales et animales (dans le cas présent, reptiles et chiroptères). Les lisières sont d'autant plus riches lorsqu'elles sont étagées (cf. Figure 18) ce qui implique de prévoir une marge de recul entre la limite du bois en tant que tel et le début des zones à aménager.

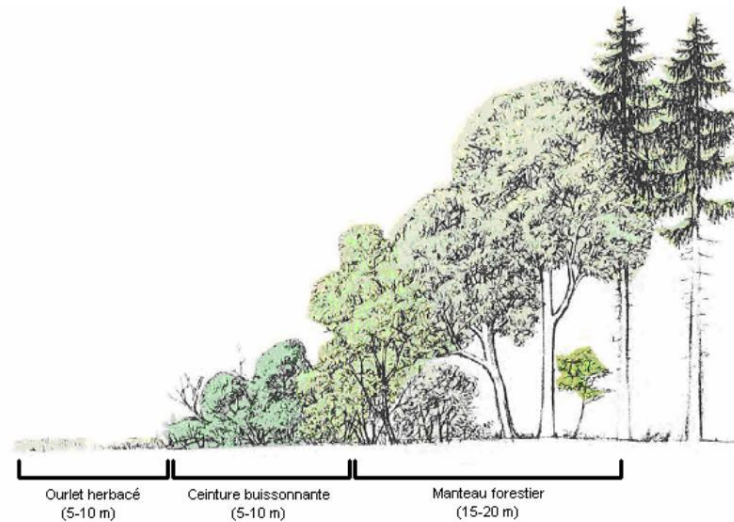


Figure 18 : Schéma d'une lisière étagée favorable (source : projet revitalisation des forêts - Direction générale de l'environnement du canton de Vaud (Suisse))

Le reste du périmètre d'étude présente peu d'enjeux si ce n'est un petit point d'eau et le réseau de fossés. L'intégration d'espaces de naturalité dans le plan d'aménagement pourrait permettre d'améliorer le potentiel d'accueil de l'entomofaune et de l'herpétofaune.

OCCUPATION DU SOL

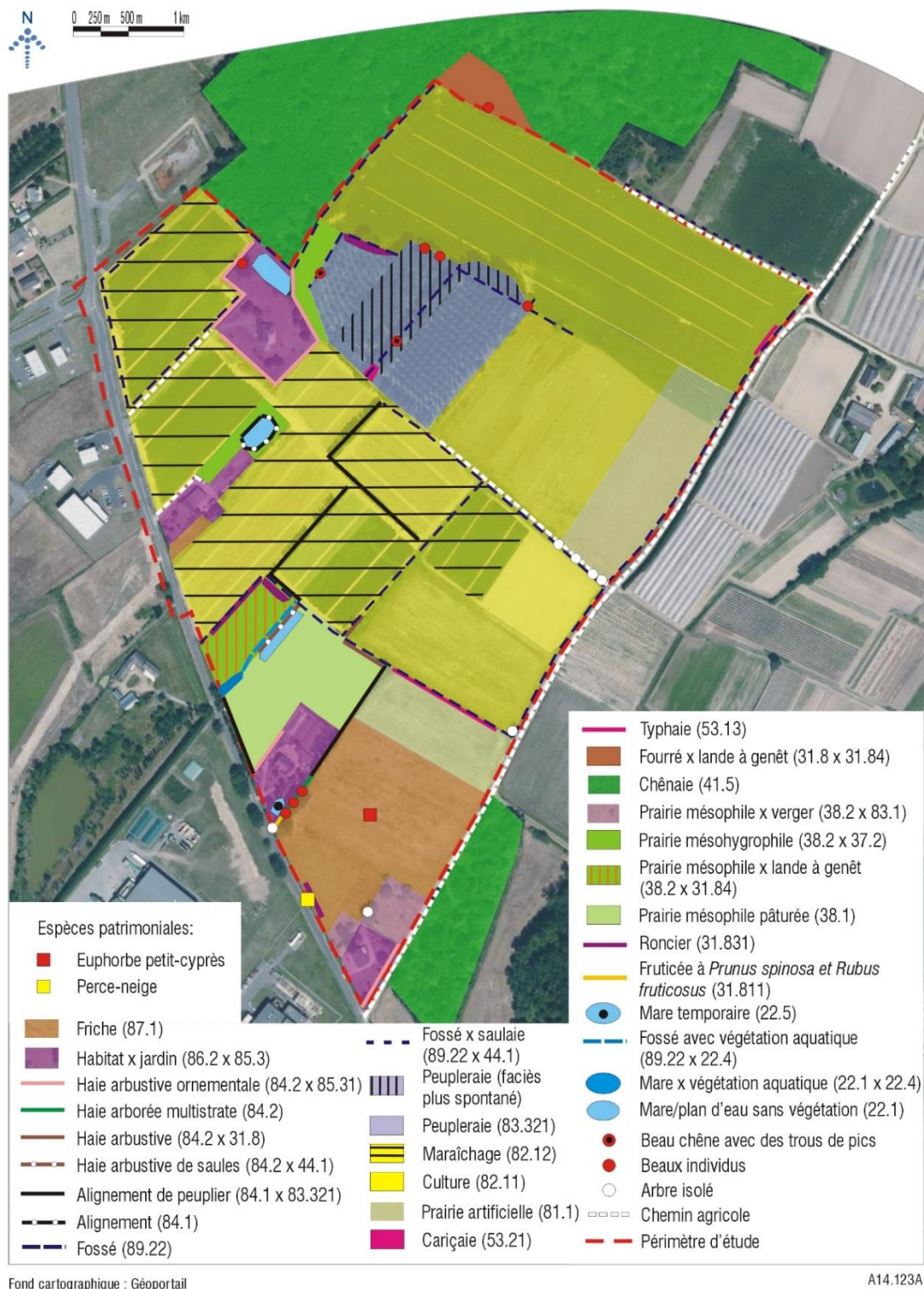


Figure 19 : Enjeux faunistiques (hors chiroptères)

RÉSULTATS DES INVESTIGATIONS CHIROPTÉROLOGIQUES

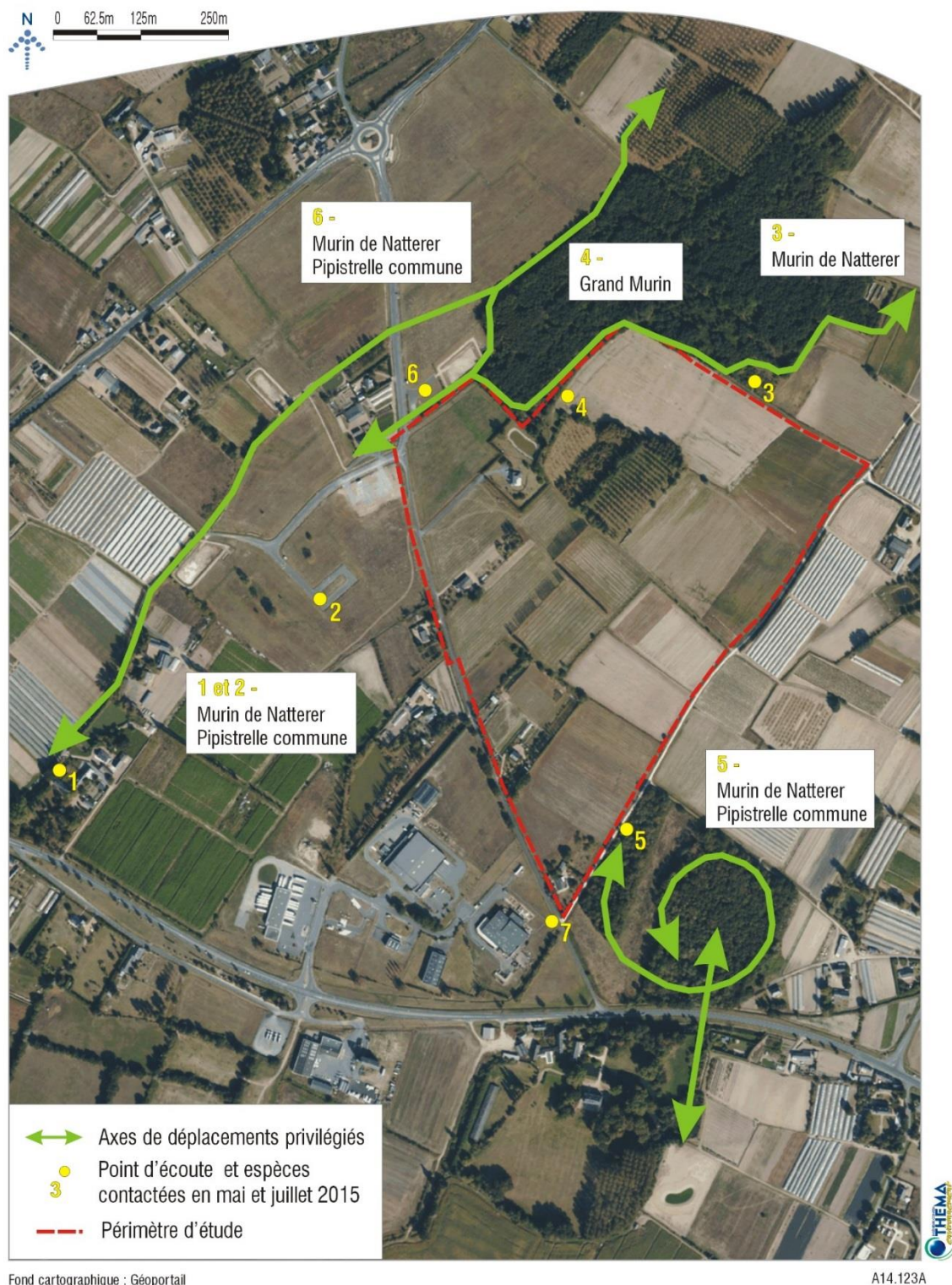


Figure 20 : Résultats des investigations chiroptérologiques

4.3.3 Délimitation des zones humides

Selon le code de l'environnement, les zones humides sont des « *terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». (Art. L.211.1 du Code de l'Environnement).

4.3.3.1 Cadre réglementaire des investigations

La méthode mise en œuvre pour la définition des zones humides s'appuie sur les textes réglementaires suivants (et leurs annexes) :

- **l'arrêté du 24 juin 2008** (et annexes) précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement,
- **l'arrêté du 1er octobre 2009** (et annexes) modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement,
- **la circulaire du 18 janvier 2010** relative à la délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

Au sens de la réglementation en vigueur, la définition de zones humides s'établit selon deux grands critères :

- la présence d'essences végétales inféodées à ce type de milieu ;
- la nature des sols superficiels.

4.3.3.2 Prélocalisation

Une pré-localisation des zones humides du bassin versant de l'Authion pour la définition d'orientation de gestion et de conservation en phase de mise en œuvre du SAGE a été réalisée en 2011.

Suite à une pré-localisation des zones humides par photo-interprétation et les données existantes concernant les zones humides (inventaires, cartes pédologiques), des enveloppes de forte probabilité de présence des zones humides ont été définies par une modélisation se basant sur le résultat de la photo-interprétation et le croisement avec la topographie.

La carte de prélocalisation des zones humides probables présentée à la suite a été établie à partir de l'observation de couleur et de texture des photographies aériennes.

Avertissement :

La fiabilité des objets saisis est ainsi plus ou moins forte. Cette prélocalisation n'a pas vocation à se substituer ou être assimilée aux démarches d'inventaires, lesquelles doivent s'appuyer sur des reconnaissances de terrain systématiques.

A Allonnes, les zones humides potentielles sont localisées essentiellement au niveau au niveau de la vallée de l'Autonne et au sud de la commune. Ce constat se justifie par le relief bien marqué du territoire communal.

Au droit du site, cette pré-localisation fait état d'une présence probable de zones humides : une parcelle en peupleraie (parcelle Est) et un plan d'eau avec un fossé en limite nord.

PRÉLOCALISATION DES ZONES HUMIDES

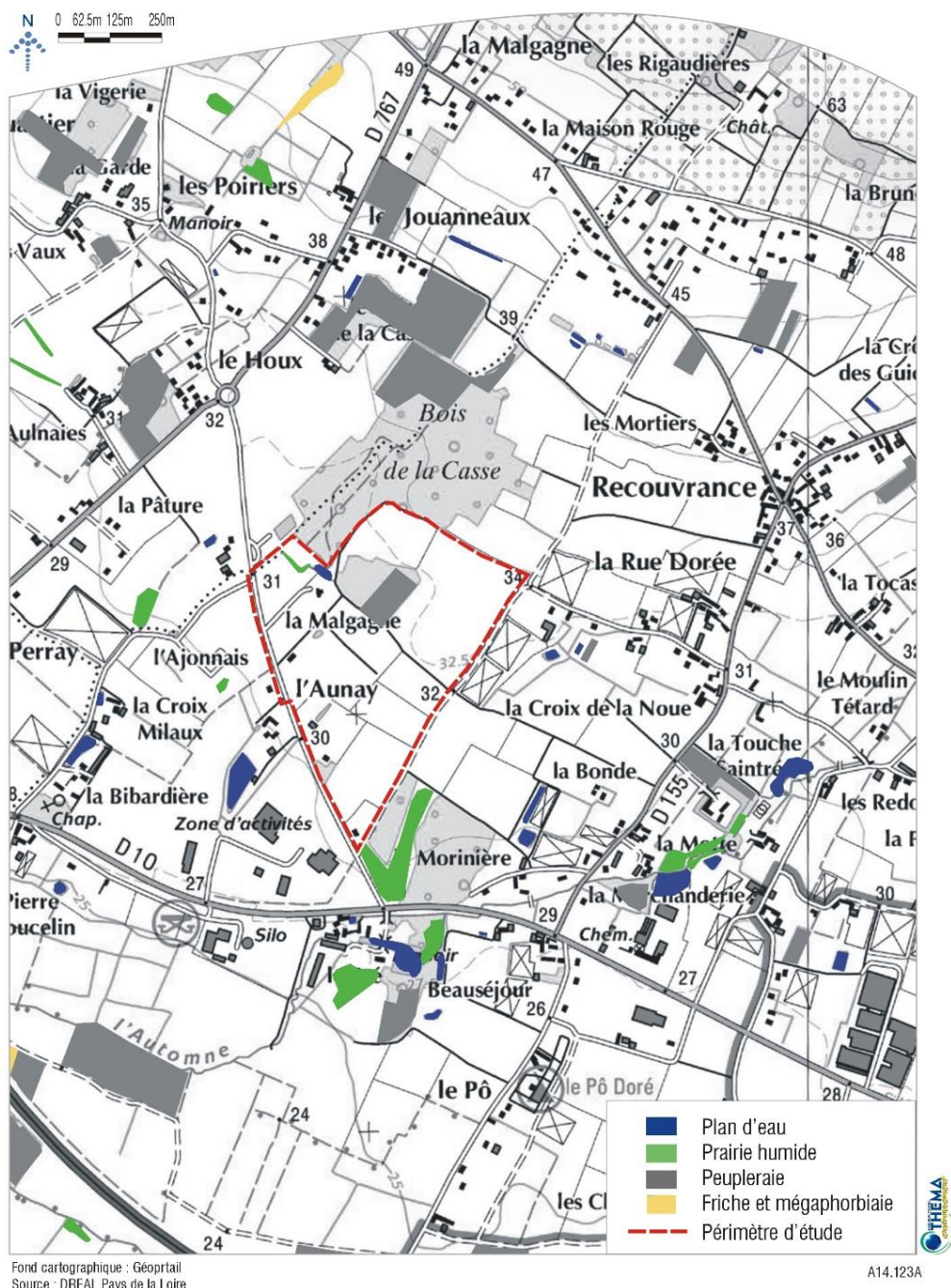


Figure 21 : Pré-localisation des zones humides aux abords de la zone d'étude

4.3.3.3 Délimitation sur le site selon le critère habitat/flore

Voir chapitre 4.3.1.2

ZONES HUMIDES FLORISTIQUES

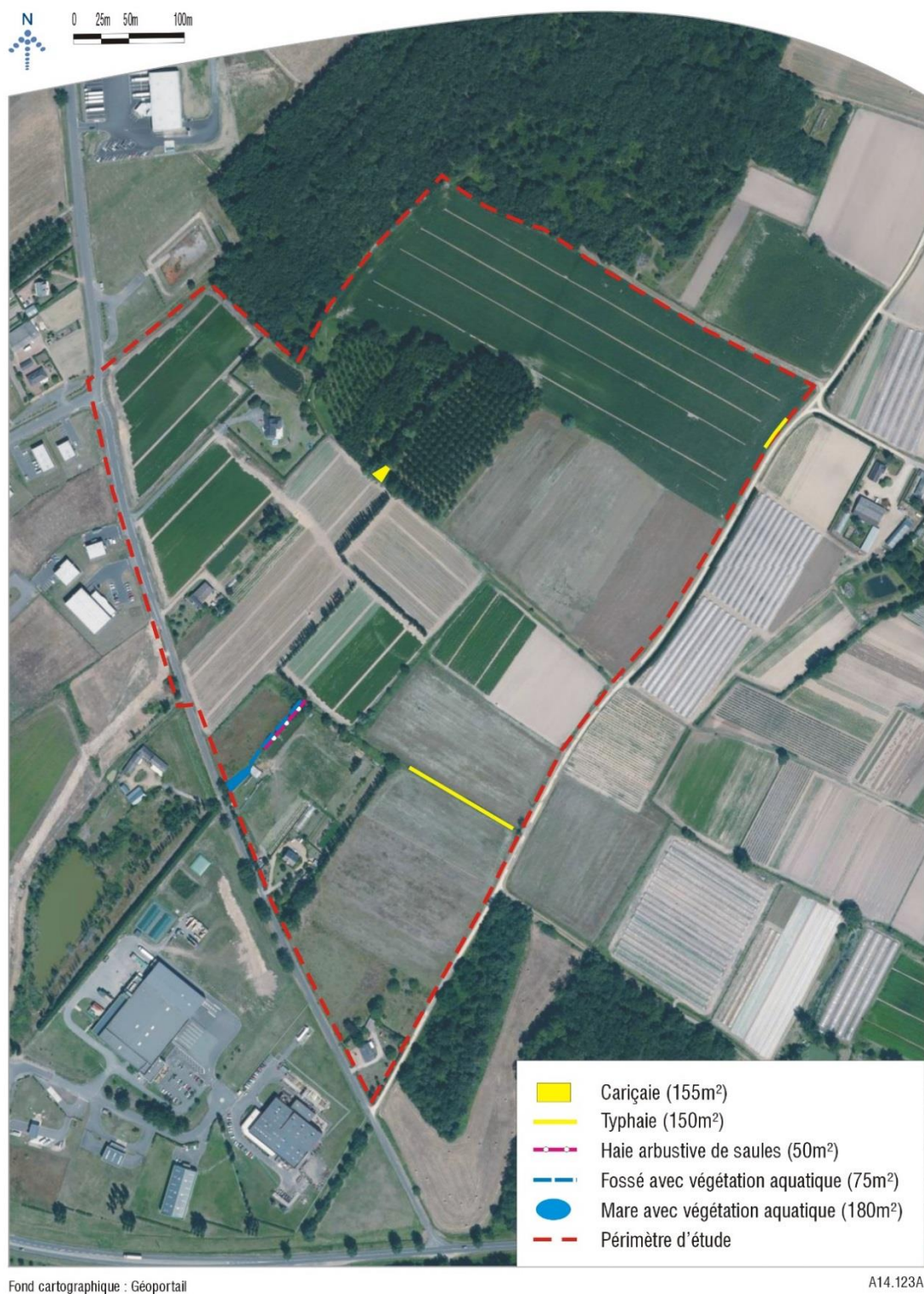


Figure 22 : Carte des zones humides floristiques

4.3.3.4 Délimitation sur le site selon le critère pédologique

Les investigations ont été réalisées à la tarière manuelle. Lorsque cela était possible (absence de refus), les profondeurs de sondage ont atteint 1,10 m.

Au total, **28 sondages** ont été effectués sur l'ensemble du site d'étude. La localisation des points de sondages est présentée ci-après.

LOCALISATION DES SONDAGES PÉDOLOGIQUES

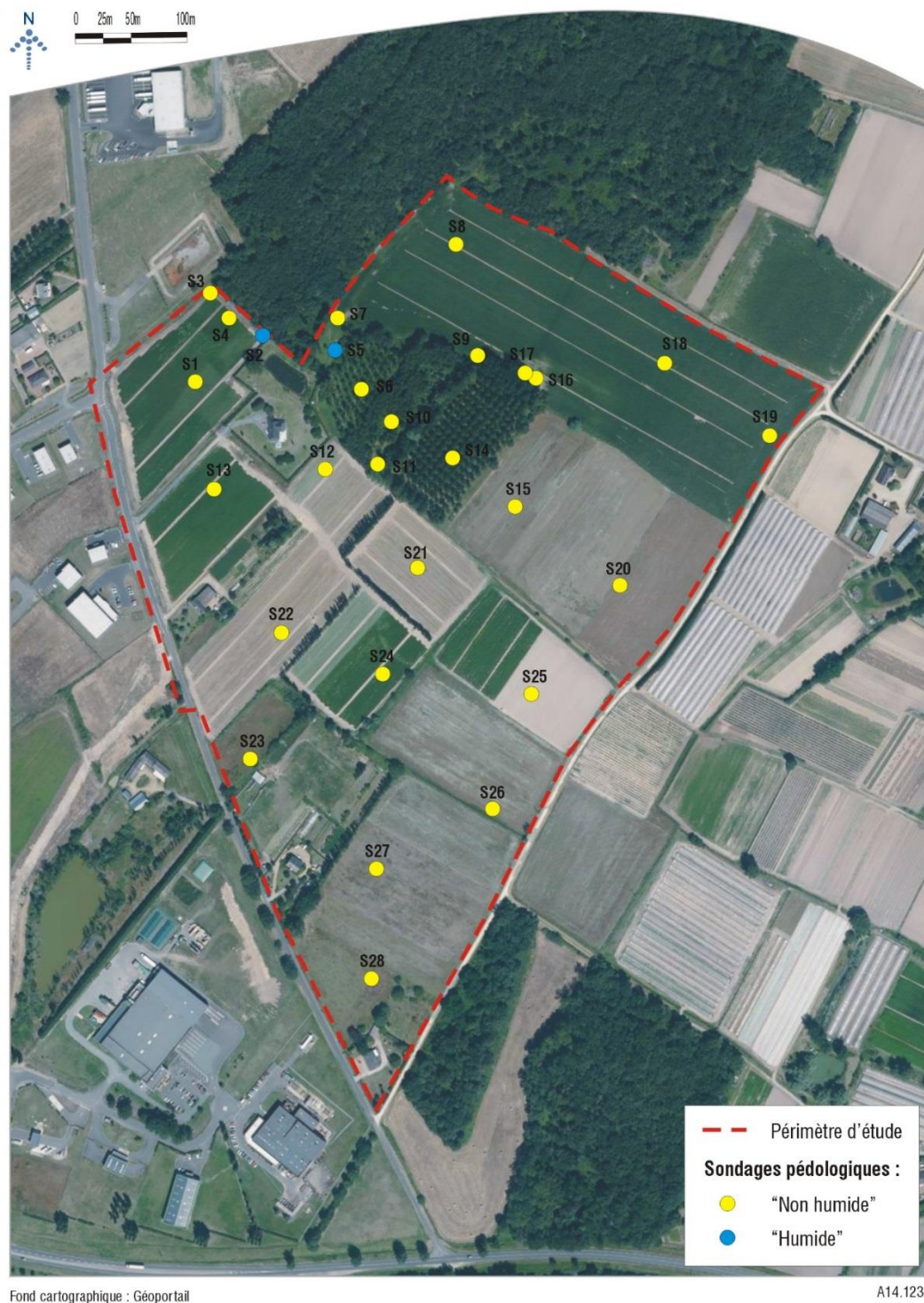


Figure 23: Localisation des sondages pédologiques

➤ **Résultats**

Les sondages et leurs descriptifs succincts sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 4 : Caractéristiques des sols sondés

Sondage	Dénomination pédologique	Classe d'hydromorphie GEPPA, 1981	Sols relevant la réglementation « zone humide »
S1	BRUNISOL sableux, juvénile, profond, à nappe, sain, issu des alluvions anciennes	/	non
S2	REDOXISOL sableux, luvique, issu des alluvions anciennes	Vd	oui
S3	BRUNISOL sableux, à nappe, rédoxique, luvique, issu des alluvions anciennes	IIIa	non
S4	LUVISOL sableux, rédoxique, issu des alluvions anciennes	IIIb	non
S5	REDOXISOL sableux, luvique, issu des alluvions anciennes	Vd	oui
S6	BRUNISOL sableux, rédoxique, luvique, issu des alluvions anciennes	IIIc	non
S7	BRUNISOL sablo-limoneux, rédoxique, issu des alluvions anciennes	IVa	non
S8	LUVISOL sableux, sain, issu des alluvions anciennes	/	non
S9	LUVISOL sableux, rédoxique, issu des alluvions anciennes	IVb	non
S10	BRUNISOL sableux, à nappe, rédoxique, luvique, issu des alluvions anciennes	IIIb	non
S11	BRUNISOL sableux, à nappe, rédoxique, luvique, issu des alluvions anciennes	IVb	non
S12	LUVISOL sableux, rédoxique, issu des alluvions anciennes	IVa	non
S13	LUVISOL sableux, rédoxique, issu des alluvions anciennes	IVa	non
S14	BRUNISOL sableux, à nappe, rédoxique, issu des alluvions anciennes	IVa	non
S15	BRUNISOL sableux, à nappe, sain, issu des alluvions anciennes	/	non
S16	REDOXISOL anthrope-réductique, sablo-argileux, issu des alluvions anciennes	IIIb	non
S17	REDOXISOL sablo-argileux, luvique issu des alluvions anciennes	IIIb	non
S18	BRUNISOL sableux, à nappe, sain, luvique, issu des alluvions anciennes	/	non
S19	BRUNISOL sableux, à nappe, rédoxique, luvique, issu des alluvions anciennes	/	non
S20	LUVISOL sableux, rédoxique, issu des alluvions anciennes	IIIb	non
S21	BRUNISOL sableux, juvénile, profond, à nappe, sain, issu des alluvions anciennes	/	non
S22	BRUNISOL sableux, juvénile, profond, à nappe, rédoxique, issu des alluvions anciennes	IVa	non
S23	LUVISOL sableux, rédoxique, issu des alluvions	/	non

Sondage	Dénomination pédologique	Classe d'hydromorphie GEPPA, 1981	Sols relevant la réglementation « zone humide »
	anciennes		
S24	BRUNISOL sableux, juvénile, profond, à nappe, sain, issu des alluvions anciennes	/	non
S25	BRUNISOL sableux, juvénile, profond, à nappe, sain, issu des alluvions anciennes	/	non
S26	BRUNISOL sableux, juvénile, profond, à nappe, sain, issu des alluvions anciennes	/	non
S27	BRUNISOL sableux, juvénile, profond, à nappe, sain, issu des alluvions anciennes	/	non
S28	BRUNISOL sableux, juvénile, sain, issu des alluvions anciennes	/	non

Les sondages pédologiques réalisés ont mis en évidence la présence de sols appartenant aux catégories III, IV et V du GEPPA. Certains d'entre eux permettent de délimiter une zone humide la réglementation en vigueur. Toutefois, une grande partie des sondages n'entre pas dans la classification du GEPPA.

➤ Conclusion

Les sols sondés sur le site sont développés à partir d'alluvions sableuses. **L'analyse pédologique du site a permis d'identifier une zone humide pédologique d'environ 3400 m² au sein du site.** Cette zone humide englobe le plan d'eau présent à proximité, car le fonctionnement de la zone humide est sans doute lié à sa présence.

On rappelle que la nature sableuse des sols, la teneur naturelle en fer, et le travail pour l'agriculture des sols sont des éléments à prendre en compte pour la fiabilité de cette conclusion qui ne s'appuie que sur le critère pédologique. En tout état de cause, sur les parcelles cultivées, l'excès d'eau au sein des profils n'a jamais été relevé au-dessus de 35 cm de profondeur, ne correspondant donc pas à un fonctionnement typique de zones humide.

L'analyse pédologique du site permet donc de conclure sur la présence d'une zone humide de 3400 m² selon la réglementation en vigueur.

LOCALISATION DE LA ZONE HUMIDE PÉDOLOGIQUE



Figure 24: Localisation de la zone humide pédologique

4.3.3.5 Diagnostic des zones humides

- **Enveloppe des zones humides expertisées**

Après expertise croisée des caractéristiques botaniques et pédologiques du secteur étudié, les zones humides délimitées sur l'ensemble du périmètre d'étude du site de la Ronde 3 présentent une surface globale de 4010 m².

L'enveloppe des zones humides expertisées est localisée page suivante.

SYNTHÈSE DES ZONES HUMIDES

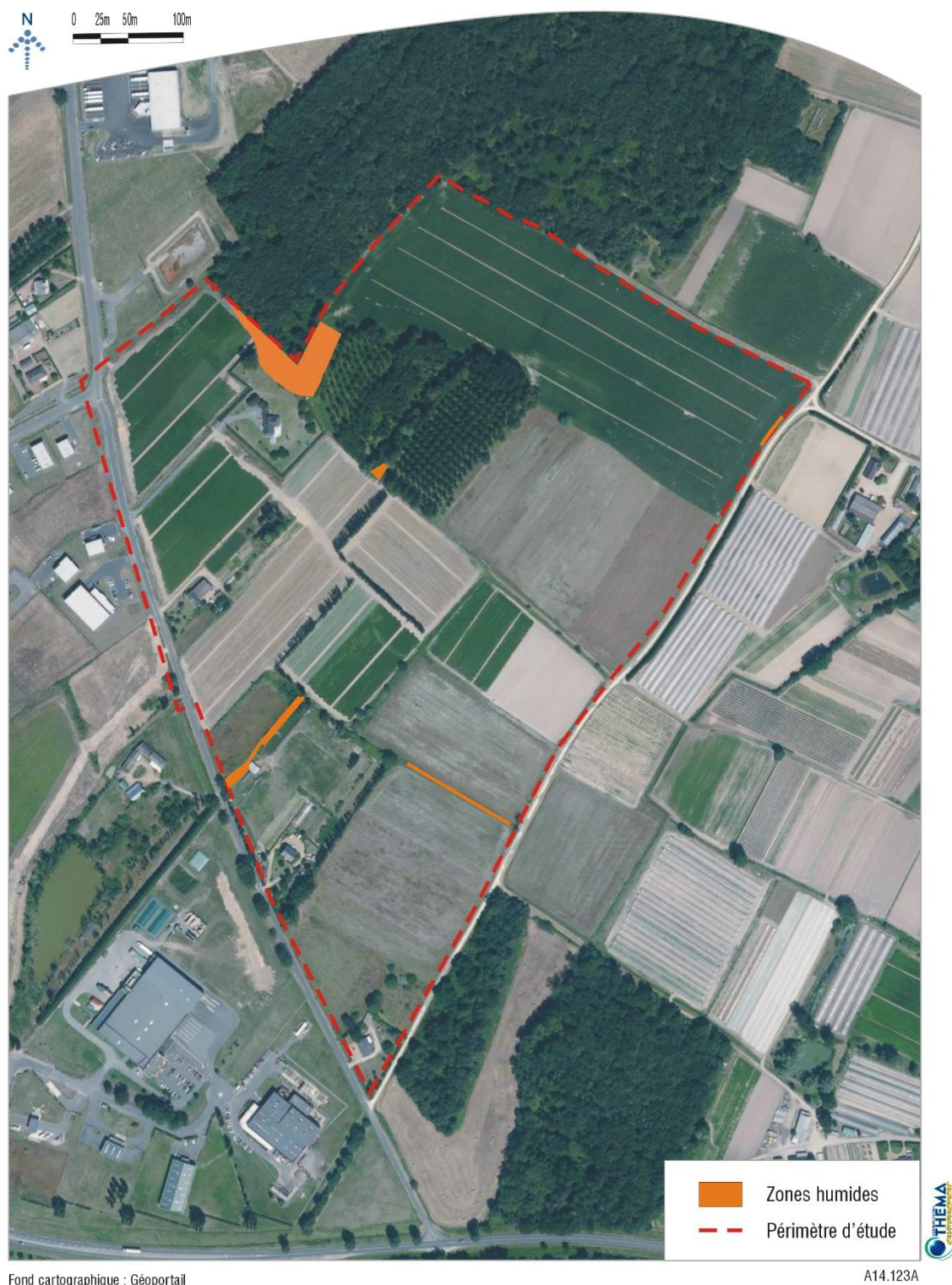


Figure 25 : Synthèse des zones humides sur l'aire d'étude

4.3.4 Zonages réglementaires relatifs aux milieux d'intérêt écologique particulier

4.3.4.1 Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine

La commune d'Allonnes est signataire de la charte du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine (PNR). L'action du PNR a pour objectif le développement économique et social du territoire, la préservation et la mise en valeur des patrimoines naturel, historique et culturel, la sensibilisation et l'éducation à l'environnement.

Le PNR Loire Anjou Touraine a renouvelé sa charte le 22 mai 2008 pour la période 2008-2020. Le contenu de la charte est décliné dans une carte dite « plan stratégique » (voir page suivante) dont les indications reprennent les prescriptions et recommandations du rapport.

Le secteur de l'extension de la Ronde 3 figure à la limite entre un « secteur de veille » et un « secteur de vigilance pour mise en œuvre prioritaire de démarches de qualité ». Pour ce dernier cas, il s'agit des territoires les plus soumis à la pression foncière sans qu'ils soient pour autant considérés comme des paysages emblématiques.

4.3.4.2 Atlas des territoires à enjeu pour la conservation de la biodiversité en Pays de la Loire

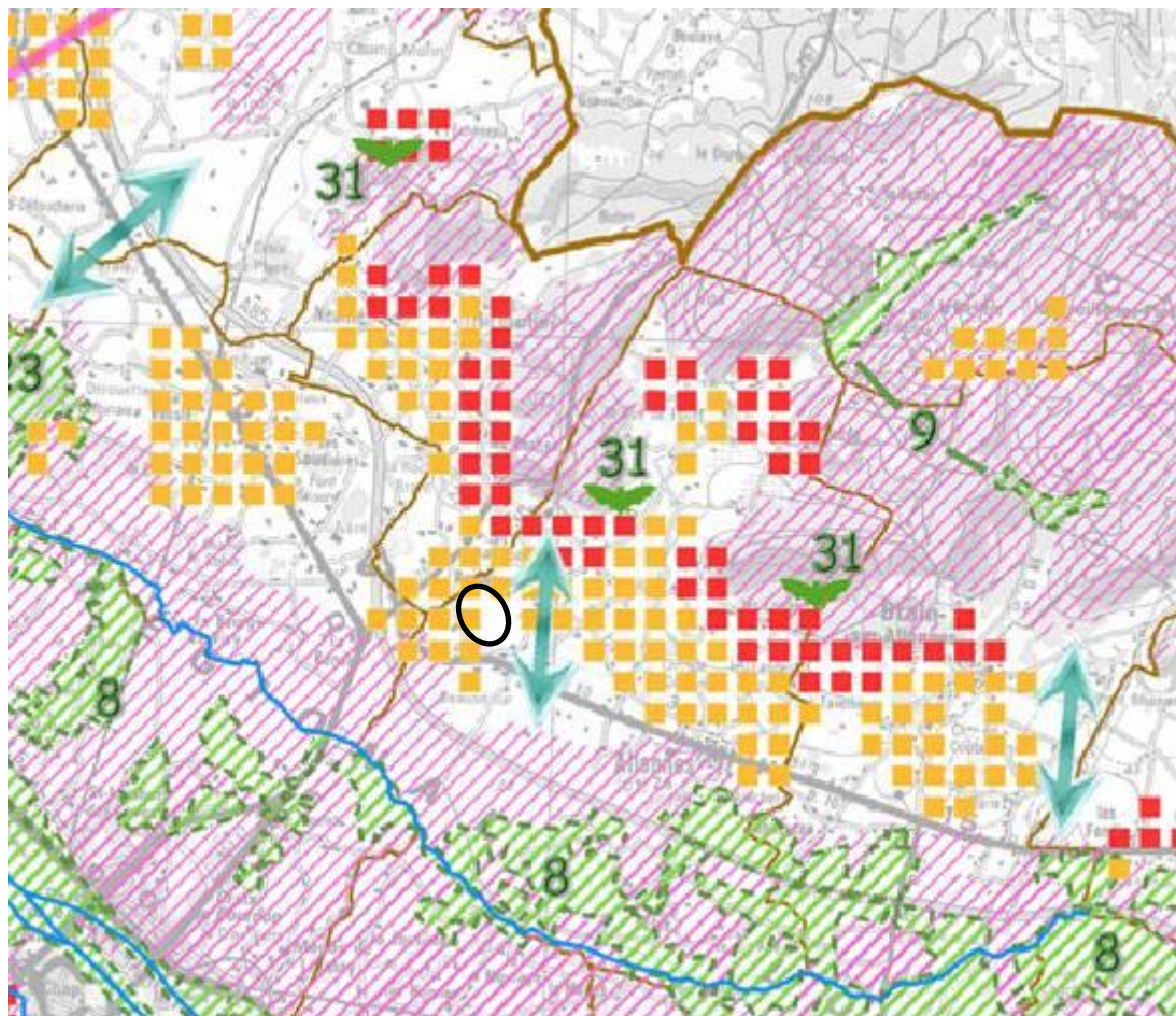
Trois SCAP (Stratégie de Création d'Aires Protégées) ont été retenus sur Allonnes :

- Caves loco et massif forestier de la Breille-les-Pins à Allonnes
- Bois de l'Épinay, étang des Hautes-Belles et étangs voisins
- Combles du manoir de la Bibardière à Allonnes

Ces SCAP concernent principalement des gîtes de Chiroptères (chauves-souris).

Cette stratégie vise à améliorer la qualité du réseau d'aires protégées et permet d'éclairer les projets de création d'aires protégées régionaux de manière à répondre aux enjeux nationaux en matière de protection de la biodiversité.

Le SCAP 157 de la Bibardière est situé 500 m au sud du périmètre d'étude. Ce site abrite la plus importante colonie de Grands Murins encore connue en Anjou.



NOTE DE LECTURE : *Les zonages sont indicatifs et ne peuvent en aucun cas être directement interprétés à une échelle inférieure comme, par exemple, celle des Plans Locaux d'Urbanisme. Ce plan doit donc être lu avec sa notice explicative. La numérotation dans les légendes renvoie aux pages correspondantes.*

	Site naturel exceptionnel (p 7)	<i>Prescription</i>
	Zone écologique majeure (p 8 et 9)	
	Espace de fonctionnalité biologique (p 9 et 10)	<i>recommandation</i>
	Principales liaisons écologiques à préserver, renforcer ou recréer (p 6)	
	Secteur à vocation de sauvegarde et de mise en valeur patrimoniale (p 19)	
	Secteur de vigilance pour mise en oeuvre prioritaire de démarches de qualité (p 21)	
	Secteur de veille (p 21)	
	Localisation des blocs-diagramme (p 13 à 18)	

Figure 26 : Plan du Parc (zoom sur le territoire d'Allonnes)

INVENTAIRE ET PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

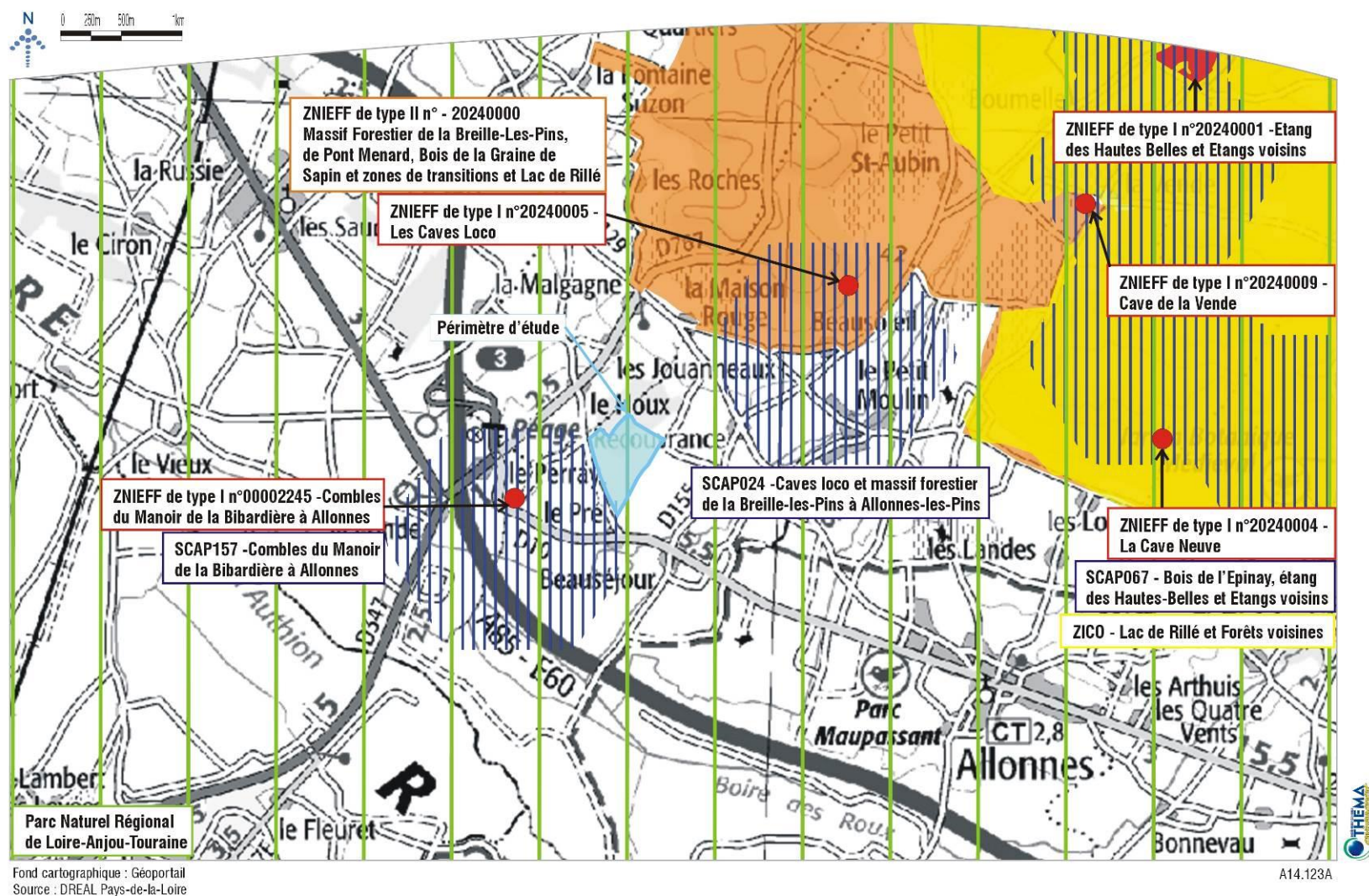


Figure 27 : Inventaire et protection du patrimoine naturel

4.3.4.3 Inventaires et protections

Les espaces présentant un intérêt écologique les plus proches sont les suivants :

- Inventaires :

- ZNIEFF de type I :
 - 2^{ème} génération
 - 00002245: COMBLES DU MANOIR DE LA BIBARDIERE A ALLONNES
 - 20240001 : ETANG DES HAUTES-BELLES ET ETANGS VOISINS
 - 20240004 : LA CAVE NEUVE
 - 20240005 : LES CAVES LOCO
 - 20240009 : CAVE DE LA VENDE

Ces ZNIEFF concernent principalement des gîtes de Chiroptères excepté les étangs forestiers, à environ 5 km au nord-est du site, localisés en fond de vallon et traversant des boisements de pins. L'étang des Hautes-Belles présente une ceinture complète de roseaux et héberge en période de nidification comme en hivernage une avifaune intéressante. Les chapelets d'étangs en amont présentent en périphérie de petites zones tourbeuses à Sphaignes comportant plusieurs espèces rares dont certaines protégées au niveau régional ou national. Intérêt entomologique élevé notamment pour les odonates. Ces zones humides constituent aussi des zones d'alimentation pour la Cigogne noire.

Outre la Bibardièrre, la ZNIEFF la plus proche est localisée environ 1,5 km au nord-est du site (Cave Loco).

Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique)

Elles ne constituent pas un outil de protection mais sont un inventaire généralisé et régionalisé de la faune et de la flore, mis au point en 1990. Elles servent de base à une politique nationale et régionale de prise en compte du patrimoine nature en précisant les zones à protéger en raison de la richesse de la faune et de la flore. Elles ne sont pas opposables aux tiers mais constituent des références importantes à intégrer dans les projets d'aménagement, la jurisprudence reconnaît d'ailleurs valeur d'expertise à ces inventaires. Toute modification fondamentale des conditions écologiques doit être évitée dans ces zones dont on distingue deux catégories :

- *Les **ZNIEFF de type I** sont des secteurs homogènes de superficie limitée, caractérisés par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares remarquables ou caractéristiques du patrimoine national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations mêmes limitées.*
- *Les **ZNIEFF de type II** identifient de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire...) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment, du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.*

- ZNIEFF de type II :
 - 2^{ème} génération
 - 20240000 : MASSIF FORESTIER DE LA BREILLE-LES-PINS, DE PONT MENARD, BOIS DE LA GRAINE DE SAPIN, ZONES DE TRANSITIONS ET LAC DE RILLE

Cette vaste ZNIEFF s'étend sur plus de 15 000 ha. Il s'agit d'un massif forestier alternant chênaies et pinèdes, zones de landes, prairies et zones cultivées, étangs et zones tourbeuses acides avec présence sur les marges du chêne pubescent ici en limite nord de son aire de répartition.

Végétation remarquable dans les fonds de vallons tourbeux, comportant plusieurs espèces protégées. Avifaune nicheuse forestière intéressante avec plusieurs espèces peu communes en Maine-et-Loire et une espèce très rare en France. Un important site d'hibernation de chiroptères a été découvert au château de Jalesne en 2001. Entomofaune variée comportant plusieurs espèces rares notamment aux abords des zones humides.

La limite nord du site de l'extension est localisée à 900 m de la limite sud de cette ZNIEFF.

4.3.4.4 Réseau Natura2000

Les zones Natura 2000

Issues de la directive de la Commission européenne "Habitats" n°92/43/CEE du 21 mai 1992 transposée en droit français par l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001, ces zones visent à mettre en place une politique de conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage, afin d'assurer la biodiversité des sites retenus par chaque état membre. La directive Habitats introduit une notion fondamentale et novatrice en matière de droit s'appliquant à la préservation de la faune et de la flore ; il s'agit de la prise en compte non seulement des espèces mais également des milieux naturels ("les habitats") abritant ces espèces et indispensables à leur survie.

Le résultat de cette prise en compte s'effectue à deux niveaux :

- *transcription des espèces animales et végétales listées dans la directive dans les listes d'espèces protégées des droits nationaux de chacun des états membres ;*
- *désignation de Zones Spéciales de Conservation (ZSC) après avoir été proposées sous la forme de Site d'Importance Communautaire (SIC) et de Zones de Protection Spéciale (ZPS de la directive "Oiseaux") formant un réseau écologique européen cohérent de sites naturels (réseau "Natura 2000"). Ces zones abritent les habitats d'espèces jugés prioritaires à l'échelle de l'Union Européenne.*

Dans ces zones, les états membres s'engagent à maintenir dans un état de conservation favorable les types d'habitats et d'espèces concernés. Pour ce faire, ils peuvent utiliser des mesures réglementaires, administratives ou contractuelles. Cependant, la création de ce réseau n'a pas pour but de mettre en place des sanctuaires où toute activité humaine serait proscrite. La protection mise en place n'est généralement pas une protection réglementaire stricte, mais une évaluation des impacts de tout nouvel aménagement sur le maintien des espèces et de leurs habitats.

Les sites Natura 2000 les plus proches sont les suivants :

- la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Lac de Rillé et forêts avoisinantes d'Anjou et de Touraine » située à 900m au nord du périmètre d'étude et remarquable par son territoire majoritairement boisé sur laquelle une grande diversité d'espèces d'oiseaux est observée (balbuzard pêcheur, cigogne noire, symbole de cette ZPS).

Type Numéro Surface	Nom / Date de proposition	Commentaire général
ZPS FR2410016 43 957 ha	Lac de Rillé et forêts voisines d'Anjou et de Touraine classement en ZPS (désignation) en Juillet 2009	L'ensemble de la zone, qui associe milieux forestiers et milieux humides, ainsi que des zones agricoles, présente une diversité importante d'espèces inscrites à l'annexe I de la directive " Oiseaux ", ce qui justifie la désignation de ce complexe écologique en Zone de protection spéciale. Le Document d'objectifs (DOCOB) a été validé le 14 novembre 2011

- le SIC et la ZPS « Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau » sont quant à eux plus éloignés à environ 6km au sud du périmètre d'étude (cf. carte suivante) et inscrits dans le périmètre du Site Val de Loire classé au patrimoine mondial de l'Unesco.

Type Numéro Surface	Nom / Date de proposition comme SIC	Commentaire général
SIC FR5200629 4 754 ha	Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau , proposition comme SIC en août 1998	L'intérêt majeur du site réside dans les espaces périphériques au fleuve lui-même, en particulier dans les "boires" et autres milieux aquatiques à riche végétation d'hydrophytes, les prairies mésophiles à hygrophiles, les boisements ripariaux et le bocage à Frêne oxyphille. Les grèves exondées en période d'étiage présentent également un intérêt pour certaines espèces végétales. Enfin, l'axe du fleuve lui-même est essentiel pour les populations de poissons migrateurs, encore assez bien représentées. Vulnérabilité : Déséquilibres morphologiques et hydrauliques (restauration en cours, Plan Loire). Vigilance nécessaire sur la pression urbaine et touristique. Banalisation des milieux souvent aux dépens des prairies naturelles. Le Document d'objectifs (DOCOB) est réalisé sur ce site.
ZPS FR5212003 5 157 ha	Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau , classement en ZPS (désignation) en janvier 2006.	La Loire a conservé, malgré des aménagements souvent anciens, des caractéristiques de fleuve avec un lit mobile. Il se situe par ailleurs dans un contexte géographique et climatique qui induit de fortes et irrégulières variations de débit, de l'étiage prononcé aux très grandes crues. Ces caractéristiques induisent des mosaïques de milieux très variés favorables aux oiseaux : grèves, prairies naturelles, bocage, milieux palustres et aquatiques, boisements, pelouses.... Le Document d'objectifs (DOCOB) est réalisé sur ce site.

Lac de Rillé et forêts voisines d'Anjou et de Touraine

L'intérêt de la zone repose en premier lieu sur la présence en période de reproduction de la Cigogne noire, espèce rare en Europe et vulnérable au niveau français (liste rouge). Malgré la grande discrétion de l'espèce, les observations régulières en période de reproduction permettent d'estimer les effectifs entre 1 et 3 couples (2000). L'espèce occupe de grands territoires (50-150 km²) : elle élit son nid dans de vastes massifs forestiers et recherche son alimentation dans les cours d'eau et zones humides voisins.

SITES NATURA 2000

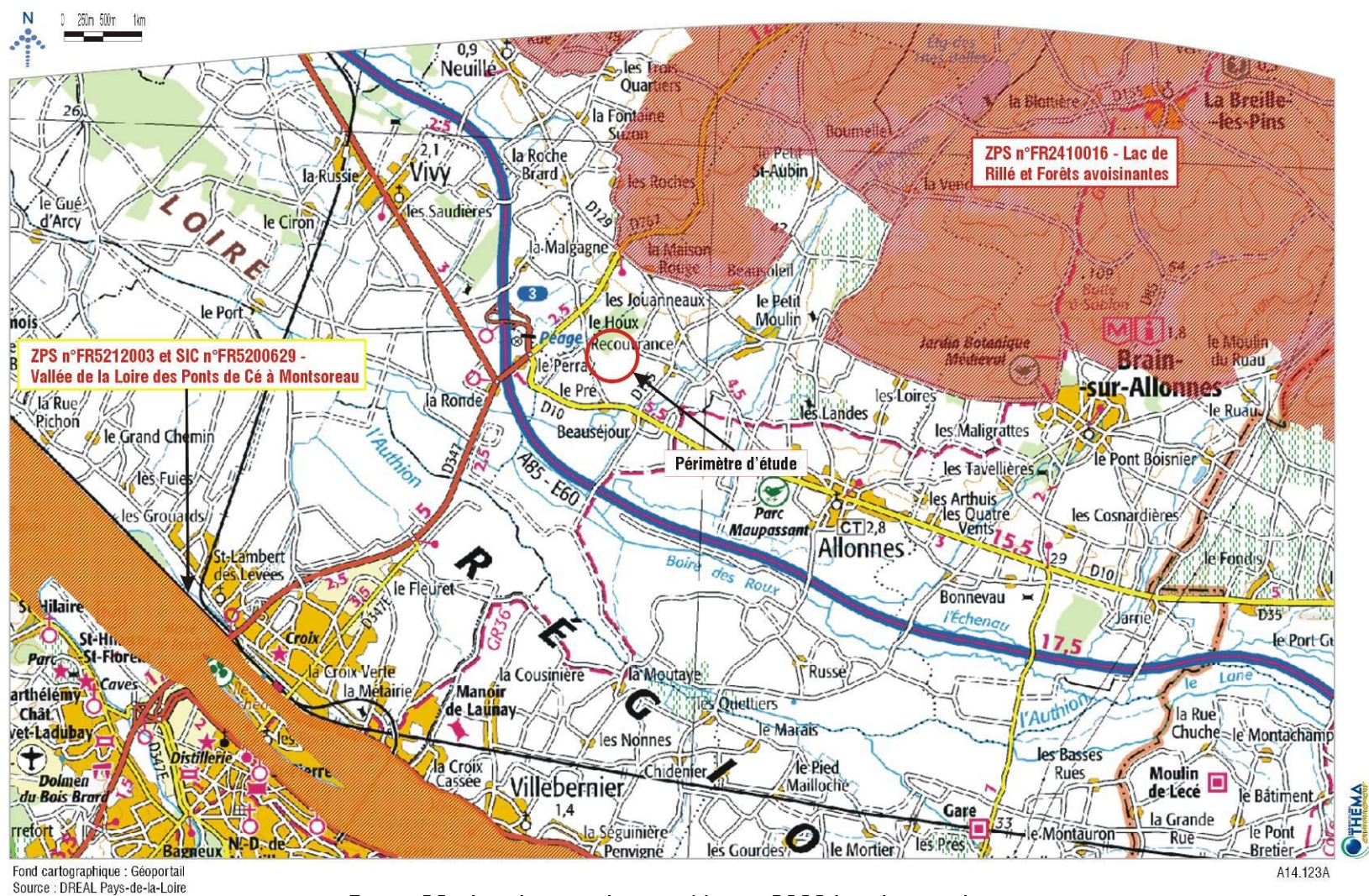


Figure 28 : Localisation des sites Natura 2000 les plus proches

Par ailleurs, les différents types de milieux présents au sein des massifs forestiers du site - qui se distinguent en termes de types et d'âges des peuplements, de degré d'ouverture, de proximité à des zones humides - accueillent régulièrement en période de reproduction une quinzaine d'autres espèces inscrites à l'annexe I de la directive " Oiseaux ", parmi lesquelles la Bondrée apivore, le Circaète Jean-le-Blanc, le Pic noir et depuis peu le Balbuzard pêcheur (pinèdes), l'Engoulevent, la Fauvette pitchou, l'Alouette lulu et le Busard Saint-Martin (landes, régénérations, jeunes plantations, pare-feux), la Pie-grièche écorcheur (prairies et bocages), le Héron pourpré, le Busard des roseaux (étangs) et le Martin-pêcheur (cours d'eau).

Au nord du site, le lac de Rillé, dont la vocation première est l'irrigation du bassin de l'Authion, présente une très grande diversité avifaunistique (240 espèces d'oiseaux au total y ont été notées). Il constitue notamment une halte migratoire importante en automne (notamment pour les limicoles, qui s'alimentent sur les vasières et pelouses) ainsi qu'un site d'hivernage intéressant (en particulier pour les grèbes, canards, oies, etc., avec des effectifs d'oiseaux d'eau hivernant pouvant atteindre les 6000 individus).

Les zones agricoles présentes dans le site accueillent quant à elle un cortège d'espèces supplémentaire, comme l'Oedicnème criard, le Busard cendré (en reproduction) et le Pluvier doré (en hivernage).

Les principaux milieux rencontrés sur ce site sont les suivant :

– Forêts caducifoliées	48 %,
– Forêts de résineux	23 %,
– Prairies semi-naturelles humides, prairies mésophiles améliorées	10 %,
– Autres terres arables	10 %,
– Landes, broussailles, recrus, maquis et garrigues, phrygana	5 %,
– Forêts mixtes	2 %,
– Eaux douces intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes)	1 %,
– Autres terres (incluant les zones urbanisées et industrielles, routes, décharges, mines)	1 %.

Les zones boisées sont en grande partie des domaines privés où les activités principales sont la sylviculture et la chasse au grand gibier.

Une partie du plan d'eau de Rillé est classé en réserve de chasse et de faune sauvage.

Ce site Nature 2000 est désigné en raison de la présence de 30 espèces inscrites à l'annexe I (espèces vulnérable, rares et menacées de disparition) de la directive « Oiseaux ».

Nom français	Nom scientifique	Nom français	Nom scientifique
Martin pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	Faucon émerillon	<i>Falco columbarius</i>
Héron pourpré	<i>Ardea purpurea</i>	Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>
Oedicnème criard	<i>Burhinus oedipnemus</i>	Pie grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>

Guifette moustac	<i>Chlidonias hybridus</i>	Milan noir	<i>Milvus migrans</i>
Guifette noire	<i>Chlidonias niger</i>	Balbusard pêcheur	<i>Pandion haliaetus</i>
Cigogne noire	<i>Ciconia nigra</i>	Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>
Circaète Jean-le-Blanc	<i>Circaetus gallicus</i>	Combattant varié	<i>Philomachus pugnax</i>
Busard des roseaux	<i>Circus aeruginosus</i>	Spatule blanche	<i>Platalea leucorodia</i>
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>	Pluvier doré	<i>Pluvialis apricaria</i>
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	Avocette élégante	<i>Recurvirostra avosetta</i>
Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	Sterne naine	<i>Sterna albifrons</i>
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	Sterne pierregarin	<i>Sterna hirundo</i>
Grande aigrette	<i>Egretta alba</i>	Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>
Aigrette garzette	<i>Egretta garzetta</i>	Chevalier sylvain	<i>Tringa glareola</i>

Liste des espèces d'oiseaux de la ZPS inscrites à l'annexe I de la directive Oiseaux

Vulnérabilité

Plusieurs menaces pèsent sur la biodiversité des zones forestières, parmi lesquelles :

- l'inadéquation des périodes de certains types de travaux sylvicoles et de coupes avec les périodes de reproduction de certaines espèces (risques de dérangement des espèces ou de destruction de leur habitat de reproduction) ;
- la substitution d'écosystèmes diversifiés par des peuplements artificialisés ;
- le déficit en éléments annexes (mares, vieux arbres, milieux ouverts et semi-ouverts, etc.) ;
- en ce qui concerne les zones humides, les principales menaces pour la conservation d'espèces telles que le Héron pourpré et le Busard des roseaux sont la régression des roselières et des ripisylves.

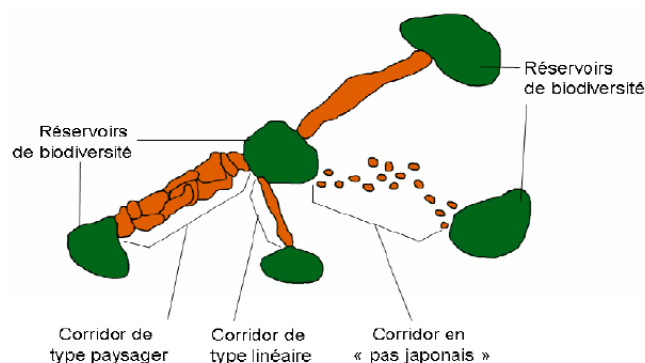
Les objectifs principaux du DOCOB sont les suivants :

- Préserver en priorité les habitats des espèces spécialisées d'intérêt communautaire recensées sur le site,
- Limiter les risques de mortalité et les causes d'échec de la reproduction des espèces d'intérêt communautaire recensées sur le site,
- Sensibiliser les représentants des activités existantes ainsi que les acteurs du territoire et améliorer les connaissances sur le site,
- Assurer de manière générale la préservation de la biodiversité au sein de la ZPS

4.3.5 Trame verte et bleue

La Trame verte et bleue est un ensemble de continuités écologiques, composées de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques les reliant.

La Trame verte et bleue est constituée d'une composante bleue, se rapportant aux milieux aquatiques et humides, et d'une composante verte, se rapportant aux milieux terrestres, définies par le Code de l'Environnement.



4.3.5.1 Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) des Pays de la Loire

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est un outil défini par la loi Grenelle II visant à diminuer la fragmentation écologique du territoire.

Le SRCE des Pays de la Loire a été adopté le 30 octobre 2015. L'extrait de l'atlas cartographique des continuités écologiques du projet de SRCE indique que le vallon de l'Autonne constitue un corridor reliant le massif forestier à la vallée de l'Authion et de la Loire.

Selon cet atlas, le site de l'extension est localisé en dehors des réservoirs de biodiversité et des corridors principaux. L'A85 constitue un obstacle aux continuités écologiques. Un corridor « cours d'eau » est figuré à l'ouest du site.

SCHÉMA DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE DES PAYS-DE-LA-LOIRE (VERSION PROJET)

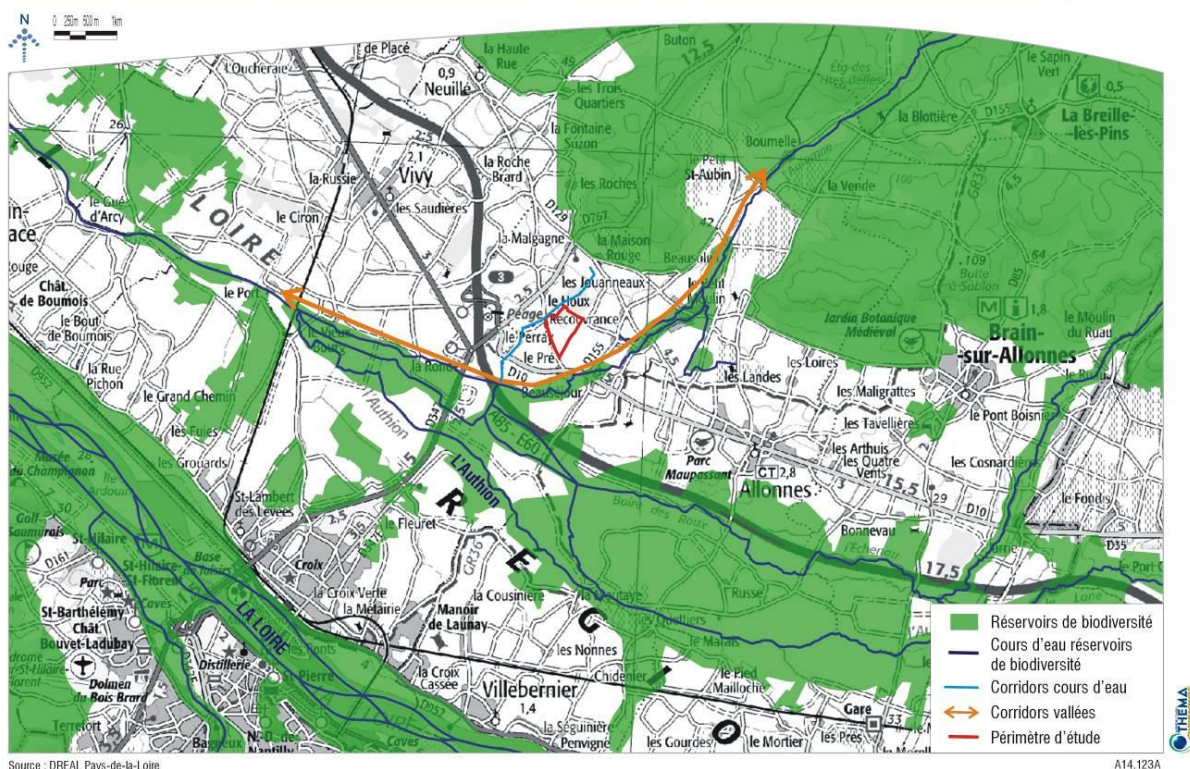


Figure 29 : Extrait de l'atlas du SRCE

4.3.5.2 Déclinaison de la Trame Verte et Bleue du PNR Loire-Anjou-Touraine

Comme suite à la déclinaison de la charte 2008-2020 du PNR Loire-Anjou-Touraine, le travail de définition de la Trame Verte et Bleue à l'échelle du territoire du parc s'inscrit pleinement dans les engagements du parc sur la préservation de la biodiversité, qu'elle soit remarquable (espèces menacées), ou ordinaire.

Le parc a de cette manière élaboré la trame verte et bleue sur son territoire et constitué un « outil d'aide à la décision destiné aux collectivités et aux partenaires du Parc ». Le PNR LAT a adopté une méthodologie spécifique fondée sur une analyse SIG (Système d'Information Géographique) et une analyse paysagère.

L'outil du Parc se veut complémentaire et cohérent avec les démarches régionales. Il s'agit d'un diagnostic des continuités écologiques à l'échelle du Parc établi tout en se basant sur les données disponibles et exploitables.

Des fiches de synthèse ont été établies pour chacune des 12 unités paysagères définies au sein du PNR. Allonnes s'inscrit dans l'unité du Val d'Anjou.

Le site s'inscrit en dehors des réservoirs de biodiversité et corridor principaux ou secondaires. Il jouxte une trame forestière (bois de la Casse).

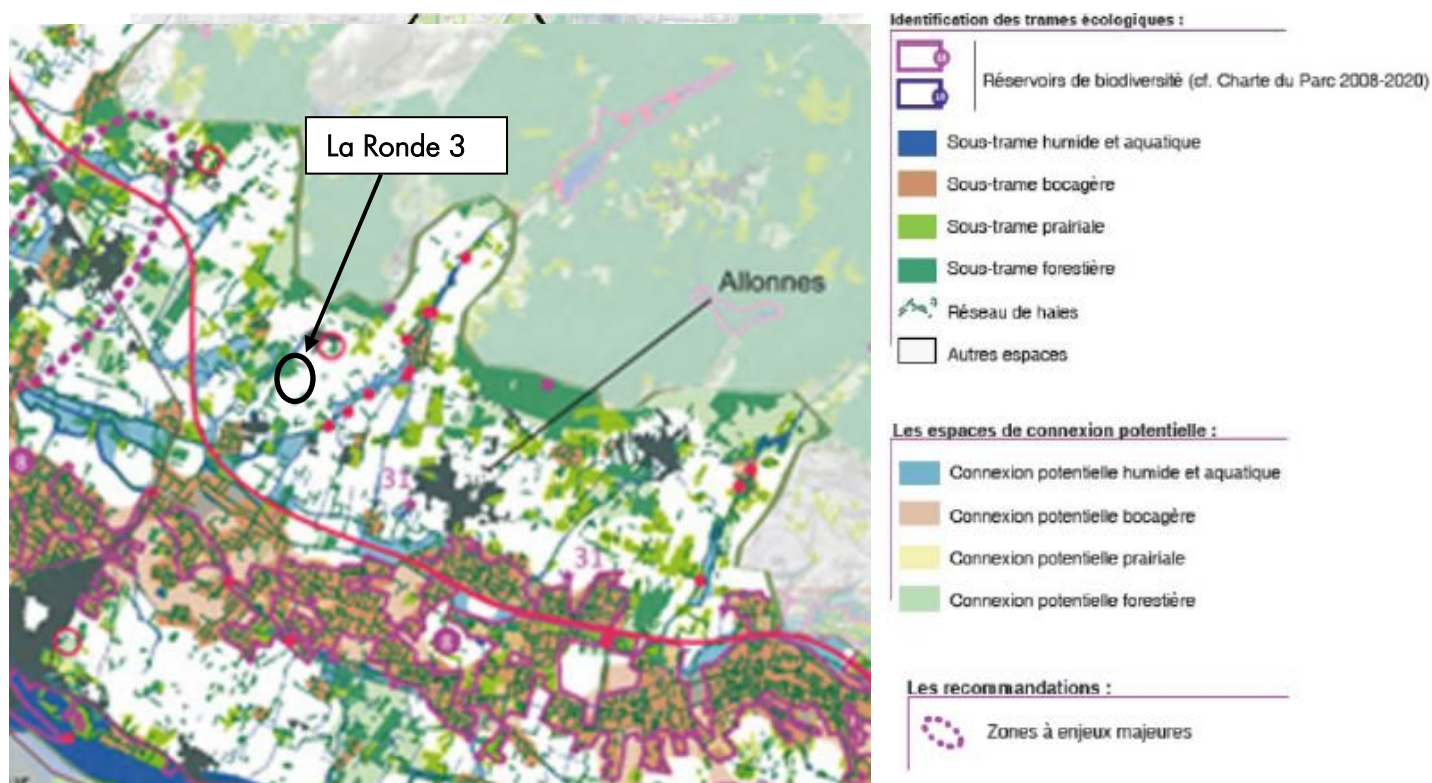


Figure 30 : Extrait de la TVB du PNR LAT

4.3.5.3 Déclinaison du travail du SCoT du Grand Saumurois à l'échelle de la CCRdF

Le travail réalisé par le PNR Loire-Anjou-Touraine a été repris dans le cadre du diagnostic environnemental réalisé sur le territoire du SCoT du Grand Saumurois. Le SCoT a déterminé différents corridors écologiques sur son territoire reliant des réservoirs d'importance majeurs et complémentaires.

Ainsi, la vallée de la Loire est définie comme un couloir écologique majeur du territoire. Les zones humides jouent en particulier un rôle majeur dans l'accueil d'espèces et de populations d'oiseaux d'eau patrimoniales en notamment migrateurs et le refuge d'espèces nicheuses.

Le Val d'Authion constitue un corridor d'importance secondaire relié au corridor d'importance majeur. Il est raccordé via le réseau hydrographique au réservoir complémentaire forestier constitué par les massifs forestiers s'étendant entre Saumur et Tours. Ces espaces, aussi appelés zones relais et zones d'extension, viennent tisser un réseau secondaire et complémentaire de réservoirs, appuyant celui des réservoirs majeurs.

Les corridors potentiels ont été traduits sous forme de flèches qui ont ensuite pu être hiérarchisés suivant l'importance des liaisons écologiques : majeure ou secondaire. Non loin du site de l'extension 3 a été identifié un corridor entre l'étang des Hautes Belles et la vallée de l'Authion constitué par la vallée de l'Autonne. L'A85 est identifiée comme un élément fragmentant fort (infrastructure qui réduit les capacités de déplacements des espèces et donc les échanges de populations).

TVB SCOT GRAND SAUMUROIS

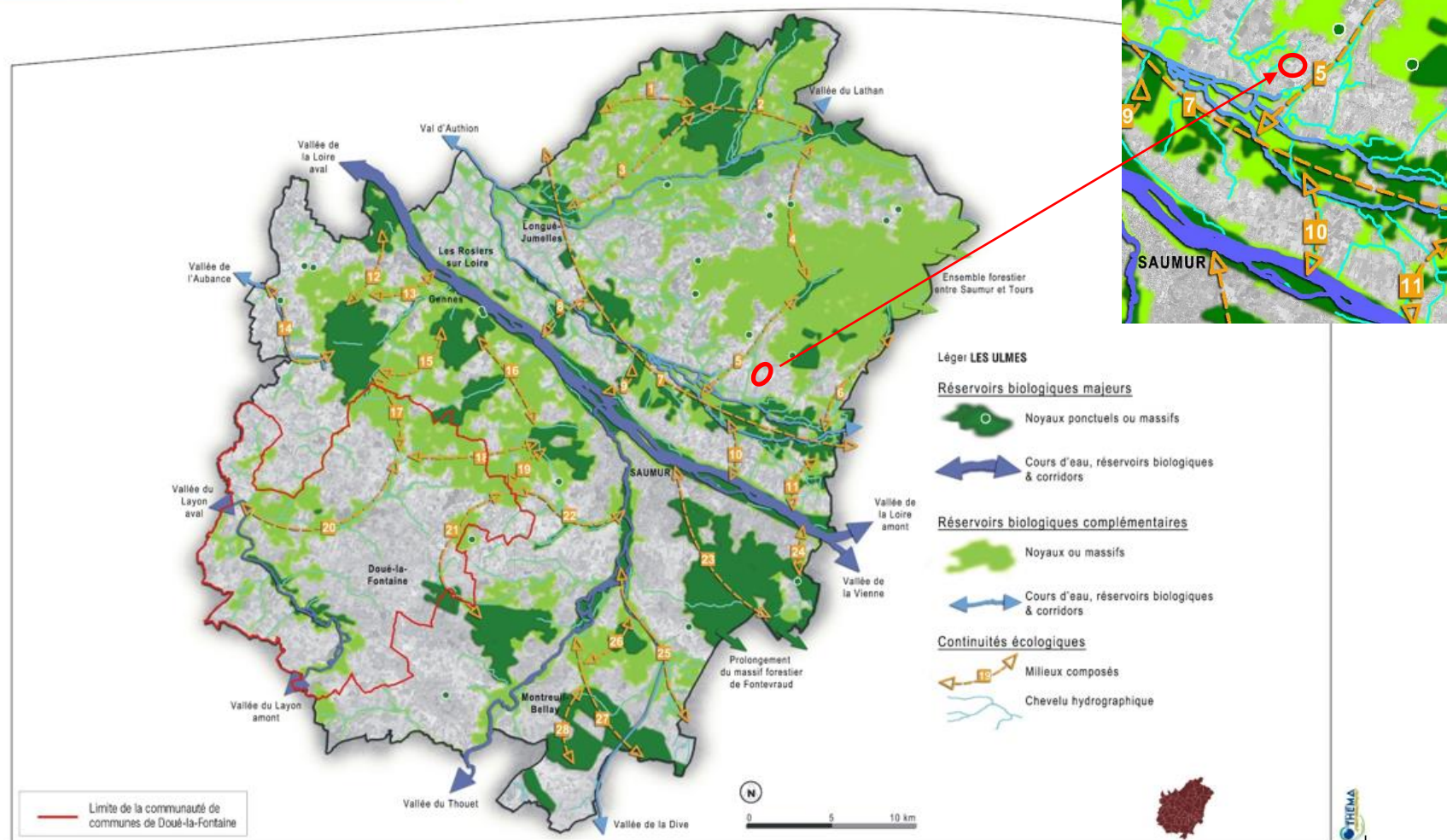


Figure 31 : Trame verte et bleue du SCOT du Grand Saumurois

Source : Application du SCOT volet trame verte et bleue, document de travail, février 2013

4.3.6 Espaces Naturels Sensibles

Depuis 2010, le Conseil général de Maine-et-Loire met en place un nouveau schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles (ENS).

L'ENS le plus proche est l'étang des Hautes Belles à environ 5 km au nord-est du site.

4.3.7 Inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO :

Le Val de Loire, depuis Sully-sur-Loire (Loiret) jusqu'à Chalonnes-sur-Loire (Maine et Loire), a été inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, le 30 novembre 2000, au titre des paysages culturels évolutifs vivants. Avec cette inscription, la communauté internationale a reconnu la Valeur Universelle Exceptionnelle (V.U.E) du Val de Loire.

Au-delà d'une reconnaissance internationale, cette inscription constitue un engagement de la France, signataire de la Convention du Patrimoine Mondial à protéger, conserver et valoriser ce bien naturel. L'inscription sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO n'entraîne **pas de contraintes réglementaires**. Il s'agit d'un **label de qualité** qui peut être retiré si le site ne correspond plus aux critères de désignation.

La partie sud du territoire d'Allonnes est concernée par la zone tampon, extérieure à l'unité paysagère cohérente, qui sert à tenir à distance des aménagements qui risqueraient d'altérer l'intégrité du site.

Le périmètre d'étude se situe à 2 Km de la zone tampon du Val de Loire inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

INSCRIPTION AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

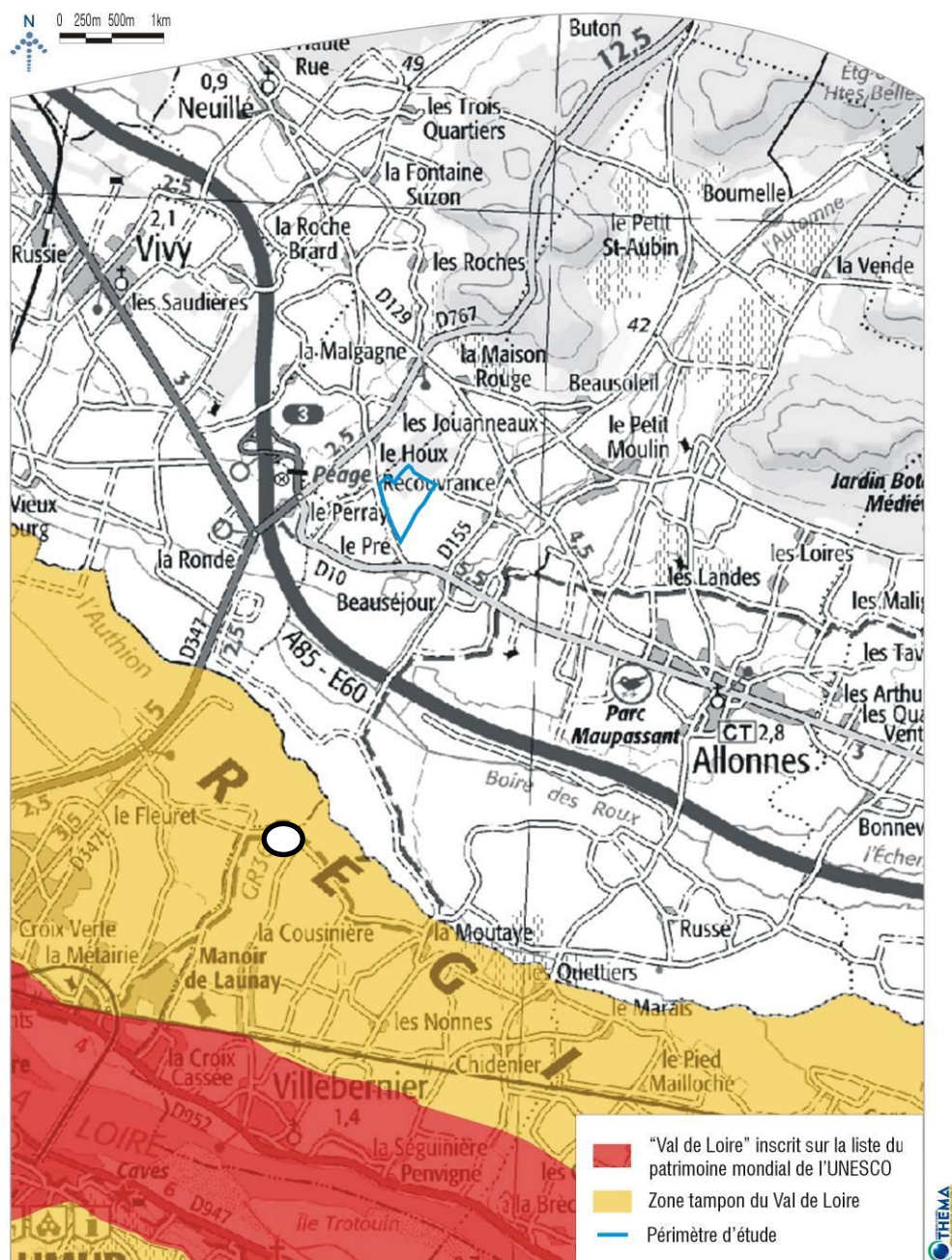


Figure 32 : Situation par rapport au Val de Loire

4.4 PAYSAGE ET PATRIMOINE

4.4.1 Paysage

4.4.1.1 Contexte paysager régional

Le Saumurois offre un paysage de plateau ondulé relativement ouvert ponctué de boisements de feuillus (robiniers, chênes, sureaux, aubépines, châtaigniers, merisiers, peupliers isolés ou en groupe...) et conifères (pins) sur butte formant des verrous boisés et mettant en lecture la profondeur des paysages. Cette unité s'appuie sur les contreforts calcaires du sillon ligérien intégrant une urbanisation regroupée en hameaux souvent associée à un habitat troglodytique.

Ces hameaux, profitant de ces coteaux abrupts exposés plein sud, abritent une végétation plus exotique (yucca, palmiers, bananiers...) et sont souvent accompagnés d'une végétation vivrière (noisetier, cerisier, vigne, pruniers...).

Ces contreforts ligériens sont ourlés d'une frange boisée fermée et de coteaux viticoles qui s'étendent et viennent rythmer le plateau. Ce dernier s'ouvre sur de larges panoramas animés par le vaste patchwork saisonnier de la céréaliculture et des teintes vives de l'horticulture florale ou légumière.

Ces espaces ouverts sont ponctués d'arbres solitaires de types noyers qui relaient visuellement dans la plaine la présence des moulins isolés sur les buttes.

La végétation vient souvent accompagner les hameaux isolés ou souligner la silhouette des villages notamment par la présence de cyprès marquant la présence des cimetières. Des arbres remarquables sont alors perceptibles dans le paysage (marronniers, tilleuls...).

Les hameaux et villages sont structurés par des réseaux de murets calcaires caractéristiques traduisant une ambiance minérale au sein de ces espaces. Ils sont parfois accompagnés de rosiers, vignes, glycines, lierres... Mis à part ces quelques ponctuations, la végétation ne transparaît que dans les ouvertures sur les parcelles privées ou au-dessus des murets.

Les cours d'eau sont accompagnés d'une végétation originale de Saules blancs, marsaults, Frênes, Aulnes cordés, Sureaux... qui est parfois adossée de peupleraies.

4.4.1.2 Contexte paysager communal

Source : PLU d'Allonnes- Urban'ism

Le territoire communal présente trois grandes entités paysagères, qui se rapportent aux clairières vallons des contreforts du Baugeois, aux terrasses d'Allonnes ou au bocage rétro-ligérien.

Les clairières vallons des contreforts du Baugeois

L'ensemble du vallon de l'Automne, allant du lieu-dit le Petit Moulin au Moulin de Bellay, constitue l'un de ces vallons caractéristiques des franges septentrionales du Baugeois, cernés par les lisières forestières des coteaux aux pentes douces.

L'organisation de l'espace et l'occupation des sols suivent une certaine logique qui donne un paysage ordonné et compréhensible : grandes cultures au centre du vallon, arboriculture et maraîchage sur les pentes au gré des aptitudes pédologiques, quelques prairies cernées de haies en bordure des lisières.

La typologie végétale est elle aussi caractéristique : alignements de peupliers têtards ou peupliers d'Italie en bordure de route en fond de vallon, alignements de fruitiers en plein champs et bords de chemin, présence de châtaigniers greffés souvent monumentaux isolés ou en petits groupes.

Une autre particularité de ces vallons tient à l'organisation parcellaire qui constitue une véritable marqueterie accompagnant parallèlement tout le vallon : à partir de grands îlots rectangulaires appuyés sur des chemins, le parcellaire se découpe en lanières étroites d'environ 120 m de long et de largeur variable (parfois quelques mètres seulement).

Cette entité paysagère est limitée au sud par la grande zone arboricole qui occupe toute l'entrée du vallon ; cette zone de vergers constitue également une unité paysagère remarquable par son échelle et son organisation, au même titre que l'enclave agricole de la partie haute du vallon.

Les terrasses d'Allonnes

Les terrasses sableuses d'Allonnes constituent sans aucun doute un des paysages les plus typiques du maraîchage du val d'Authion par ses éléments de composition ainsi que par le contraste existant avec les unités paysagères environnantes : massif boisé du Baugeois au nord, bocage et prairies naturelles du val d'Authion au sud.

Large d'un peu plus de 2 km et longue d'environ 4 km, la terrasse d'Allonnes constitue une véritable bande maraîchère est – ouest, banquette topographique entre les coteaux et la plaine alluviale.

La très grande qualité des sols (sableux et drainants) associée à une intense irrigation explique l'importance du maraîchage sur ce site et la constitution d'un paysage à part entière, à caractère très jardiné : diversité des couleurs, géométrie remarquable des parcelles, plants, tunnels, serres, films plastiques, tout un vocabulaire spécifique décliné avec un remarquable sens de l'organisation. La forte densité du parcellaire et son découpage extrêmement fin ne laisse place à aucune autre culture, à quelques exceptions liées aux aptitudes pédologiques ou à une situation topographique particulière. L'activité de maraîchage peut atteindre une très grande densité autour des hameaux et habitations.

Dans ce paysage typique, le bâti s'organise de manière groupée dans le bourg, ou de façon plus disséminée, profitant du passage d'un axe structurant (hameau-rue) ou de la topographie induite par le réseau hydrographique (hameaux accrochés sur les flancs des vallées). Des manoirs et gentilhommières des XVI^{ème} et XVIII^{ème} siècles, qui soulignent la plupart du temps la limite entre les terrasses alluviales et le bocage humide, témoignent de la richesse passée de la commune.

A partir des années 70, le phénomène de « rurbanisation » a induit une nouvelle forme d'occupation et de rapport à l'espace, avec l'apparition du tissu pavillonnaire à la périphérie du bourg d'une part et la reproduction de ces modes de construction au sein même de l'espace agricole d'autre part. Le développement de l'habitat diffus a modifié la perception de ce paysage ouvert tiré au cordeau.

Le bocage rétro-ligérien

Paysage typique du Val de Loire, le bocage constitue un véritable élément du patrimoine ligérien. Paysage traditionnel de haies et prairies humides organisées en un maillage dense et complexe, le bocage a également une très forte valeur biologique et écologique.

Mais ce paysage est pris en tenaille par deux dynamiques :

- sur ces franges nord et sud, le bocage et ses prairies se défont au profit du maraîchage,
- à l'ouest et par poches internes, l'extension de la grande culture céréalière désagrège un maillage déjà fragilisé par un lent abandon.

Malgré ces mitages, le bocage du val d'Authion offre la particularité remarquable de constituer à l'état actuel un maillage d'une rare cohérence sur près de 15 km de long et près de 1 km de large.

Traditionnellement lieu d'élevage et de production de fumure, le bocage traduisait jadis la meilleure adaptation des modes culturels au milieu : plaine alluviale aux sols limoneux assurant de bonnes conditions édaphiques à l'implantation d'une prairie, système hydraulique dense assurant irrigation et drainage de toutes les parcelles, réseau de haies délimitant le parcellaire et assurant protection des troupeaux et du sol, parcellaire très découpé mais non contraignant en l'absence de machinisme.

La substitution des engrais à la fumure, l'apparition des élevages hors sol et la disparition de la vaine pâture entraînent une désaffection de cet espace agricole. Seules les prairies de fauche restent encore opérationnelles tandis que l'élevage a quasiment disparu.

Enclavé dans une région à fort potentiel agricole et de productions à haute valeur ajoutée, le bocage représente une surface agricole disponible et de qualité, moyennant une adaptation du parcellaire aux moyens mécaniques modernes : élargissement des parcelles et suppression des obstacles (fossés, haies, ruisseaux, etc.).

4.4.1.3 Contexte paysager du site

A l'échelle du site de l'extension, le paysage, assez ouvert, est marqué par les cultures de pleins champs céréaliers et maraîchers, auxquelles se mêlent habitat diffus et quelques espaces en friche.

Au sud le développement des différentes tranches d'urbanisation du pôle d'activités associe des formes plus urbaines d'occupation du sol aux contacts des axes de communication.

En arrière-plan vers le nord, le rebord du plateau forestier fournit par le relèvement topographique une ligne d'horizon végétale arborée importante dans la perception d'ensemble et l'effet associé de profondeur de champ.

Dans un paysage agricole très ouvert, seuls les fronts bâtis et les boisements (bois de la Casse, peupleraies et alignements de peupliers) bloquent les vues lointaines. Depuis la partie nord du site, la topographie permet des perceptions lointaines vers le coteau boisé et le secteur bâti de la Recouvrance.

NB : Les photos sont localisées sur la carte des unités paysagères

Figure 33 : Reportage photographique d'ensemble



(1)



(2)



(3)



(4)

L'arrière du lotissement d'activités de la Ronde qui donne sur la rue de l'Aunay est peu valorisant (clôture blanche, cuve de gaz très prégnante, zones de stockage de matériel,...).

UNITÉS PAYSAGÈRES

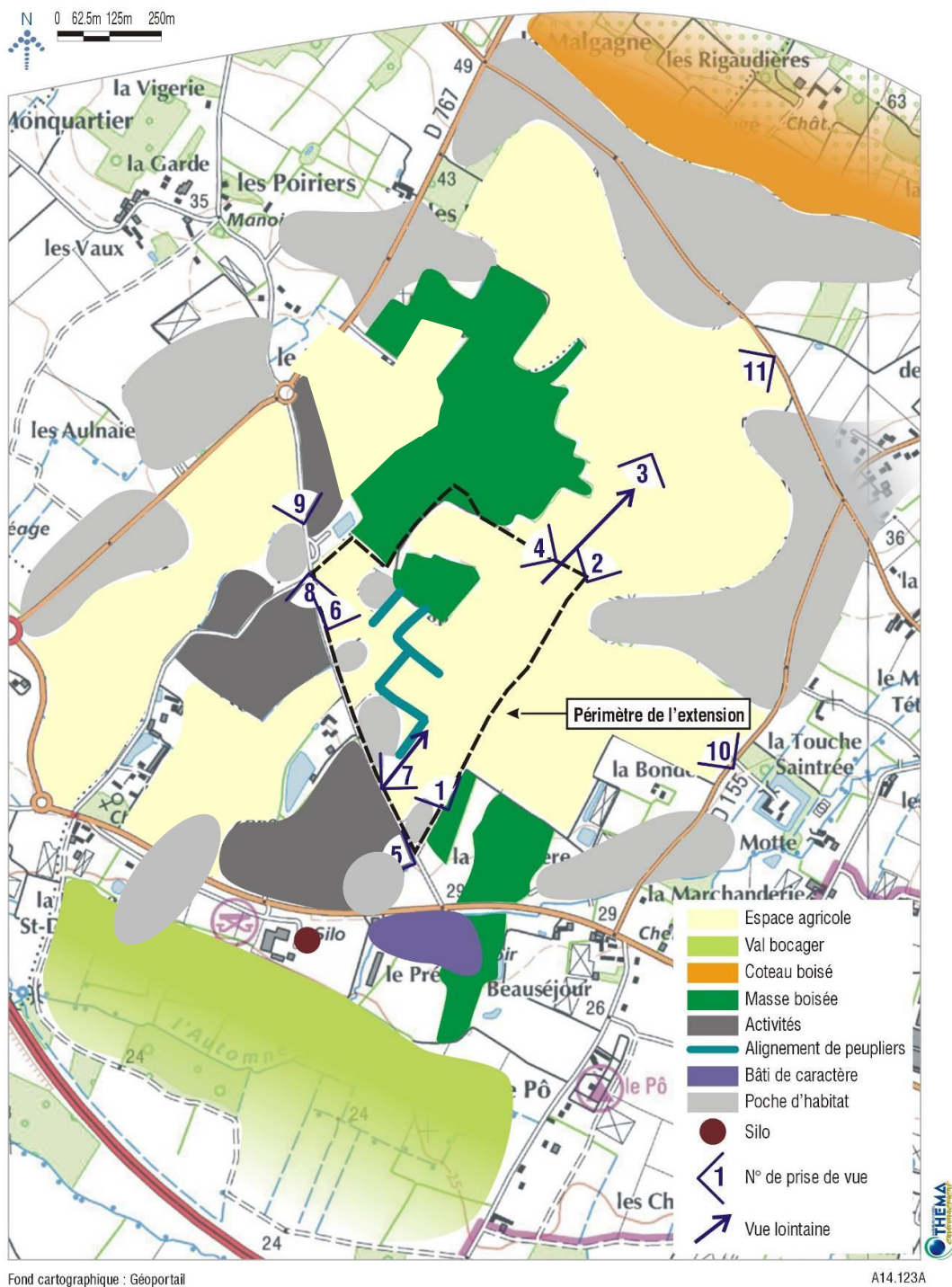


Figure 34 : Unités paysagères



(5)

Depuis la rue de l'Aunay, les vues vers le site sont plus ou moins profondes.



(6)



(7)

Des bâtiments d'activités jouxtent cette voie.

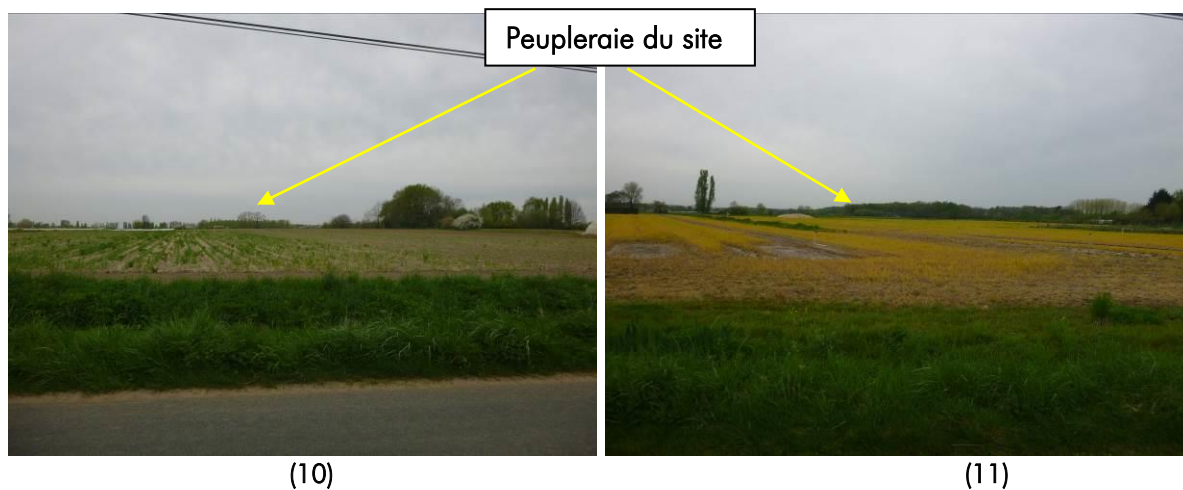


(8)



(9)

Le site est perceptible de façon lointaine depuis la RD 155 à l'est entre deux poches bâties et depuis la voie au nord de Recouvrance.



4.4.2 Patrimoine culturel

4.4.2.1 Monuments historiques et sites classés et inscrits

Il n'existe qu'un édifice protégé au titre des Monuments Historiques : le Manoir du Bellay inscrit le 8 novembre 1995.

Cet édifice est situé à plus de 2 km du site qui n'interfère donc pas avec le périmètre de protection établi autour de celui-ci.

Aucun site inscrit/classé n'est recensé sur le territoire communal.

4.4.2.2 Petit patrimoine

La base de données Mérimée du Ministère de la Culture recense plus d'une trentaine d'édifices intéressants disséminés sur l'ensemble du territoire communal (château, manoir, maison de maître, ferme, moulin, lavoir, chapelle).

Aucun d'eux n'est localisé au sein de l'extension 3. Quelques édifices intéressants (chapelle de la Bibardière, un manoir au sud du site) sont localisés non loin de celui-ci.



Vue depuis la rue de l'Aunay vers le parc entourant le Manoir « le Pré »

4.4.2.3 Patrimoine archéologique

Un site archéologique est recensé dans le périmètre d'étude selon l'Atlas des Patrimoines de la DRAC Pays de la Loire consultable en ligne. Il s'agit de vestiges gallo-romains.

Aucune prospection archéologique n'a été réalisée sur le site de l'extension 3.

Un diagnostic archéologique préalable est susceptible d'être prescrit par le Préfet de Région en application de la loi 2001-44 modifiée du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.

Dans le cadre de la loi et de la réglementation sur l'archéologie préventive (cf. Code du patrimoine, Livre V ; décret n° 2004-490), ces zones de sensibilité ont vocation, à terme, à faire l'objet de zonages arrêtés par le préfet de région. Ce dispositif entraînera, à l'intérieur des zonages et à partir d'un ou de plusieurs seuils définis, une saisine administrative obligatoire pour tous les projets d'aménagement. Ces derniers sont donc susceptibles, de par leur situation, de faire l'objet d'une prescription d'opération d'archéologie préventive (diagnostic, voire fouille).

ATLAS DES PATRIMOINES

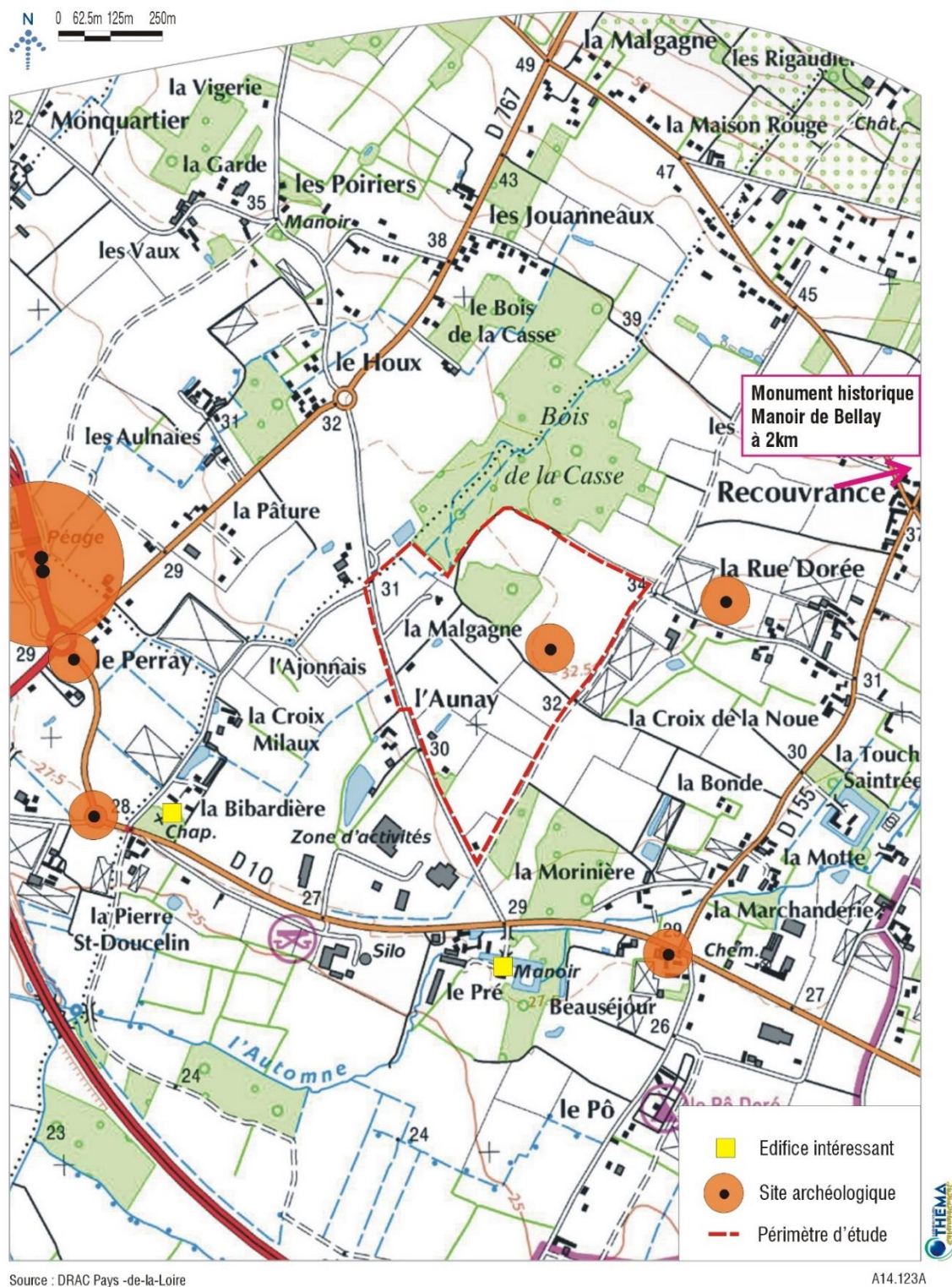


Figure 35 : Atlas des patrimoines (extrait)

4.5 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

Source : INSEE, rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme

4.5.1 Démographie

Le tableau suivant présente l'évolution démographique de la population de la commune d'Allonnes entre 1968 et 2011.

Evolutions démographiques de 1968 à 2011

POP T1M - Population

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Population	2 253	2 302	2 490	2 498	2 558	2 838	2 984
Densité moyenne (hab/km ²)	62,0	63,4	68,5	68,8	70,4	78,1	82,1

Ce tableau fournit une série longue.

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie communale en vigueur au 01/01/2013.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

La population légale est aujourd'hui de 3 085 habitants (recensement 2012).

La commune a vu sa population croître de façon importante depuis 1968 (jusqu'à +1,5 % entre 1999 et 2006) qui s'est traduite par un gain de près de 730 habitants entre 1968 et 2011.

La croissance est portée essentiellement par le solde migratoire (+0,6 %). Mais le solde naturel reste important (+0,4%).

Soldes naturels et migratoires annuels à Allonnes de 1968 à 2011

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011
Variation annuelle moyenne de la population en %	+0,3	+1,1	+0,0	+0,3	+1,5	+1,0
due au solde naturel en %	+0,9	+0,5	+0,5	+0,4	+0,4	+0,4
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,6	+0,6	-0,5	-0,2	+1,1	+0,6
Taux de natalité (‰)	18,2	12,8	14,5	12,4	14,8	13,3
Taux de mortalité (‰)	8,9	7,7	9,3	8,0	11,2	9,3

Ce tableau fournit une série longue.

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie communale en vigueur au 01/01/2013.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2006 et RP2011 exploitations principales - État civil.

Par ailleurs, bien que la population d'Allonnes reste encore jeune (38,8% de la population est dans la tranche 30-59 ans), on constate un vieillissement général de la population comme le montre l'évolution des tranches 60 et plus (+1% entre 2006 et 2011). La tranche 15-29 ans représente 37 % de la population en 2011.

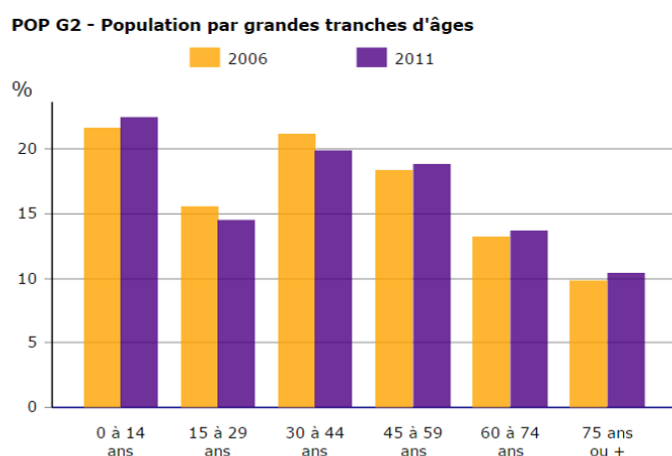
Ce vieillissement « naturel » mais aussi les nouveaux modes de vie (décohabitation, séparation, familles monoparentales...) s'accompagnent d'un desserrement des ménages.

Figure 36 : Répartition par tranche d'âge en 2006 et 2011

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2011	%	2006	%
Ensemble	2 984	100,0	2 838	100,0
0 à 14 ans	672	22,5	614	21,7
15 à 29 ans	433	14,5	443	15,6
30 à 44 ans	594	19,9	603	21,2
45 à 59 ans	564	18,9	521	18,4
60 à 74 ans	410	13,7	376	13,3
75 ans ou plus	311	10,4	280	9,9

Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations principales.



Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

4.5.2 Logement

4.5.2.1 Les caractéristiques du parc de logement

Le parc de logements de la commune s'élève à 1297 unités (donnée 2011) : 1 154 résidences principales, 44 résidences secondaires et occasionnels et 99 logements vacants.

La commune compte 123 logements de plus qu'en 2006 (1174 logements).

La maison individuelle représente 96,3 % des logements. L'offre en collectif (3,5 % des logements) a légèrement diminué depuis 2006 (4,8 %).

La commune renferme plutôt de grands logements : les résidences principales d'au moins 4 pièces représentaient ainsi 80,3 % des logements en 2011. Les petits logements (1 ou deux pièces) ne représentaient alors que 4,5 % des résidences principales.

Néanmoins, la part de nombre de personnes vivant seules (jeunes et seniors notamment) a eu tendance à augmenter, à l'image de nombreuses communes. Elles représentent 253 personnes en 2011 (21,7 % de la population).

La proportion des résidences principales occupées par leur propriétaire est importante, puisqu'elle est de près de 70,1 %. La part de locataire d'un logement HLM s'élève à 9 % des résidences principales en 2011.

Quatre habitations sont aujourd'hui localisées dans le périmètre de la ZAC.

La présence de 4 habitations constitue une contrainte forte. Elles sont aujourd'hui propriétés de la Sodemel en sa qualité d'aménageur. Il est aujourd'hui envisagé de n'en garder qu'une seule dont la vocation future n'est pas définie.

4.5.3 La population active

En 2011, la commune comptait 1303 actifs dont 1176 ayant un emploi (stagnation par rapport à 2006).

Entre 2006 et 2011, le taux de chômage a légèrement baissé et représente 7,2 % contre 7,4 % en 2006.

L'indicateur de concentration d'emploi est bon puisqu'il est de 83 en 2011. Il a malgré tout baissé depuis 2006 (102). Il s'agit du nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Ces chiffres démontrent l'attractivité de la ville de Saumur, pôle d'emploi majeur au sein du département.

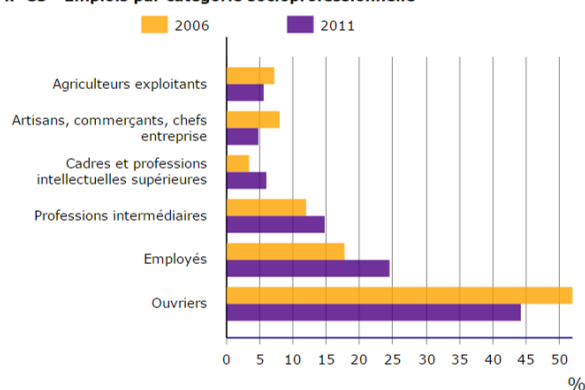
Le secteur du commerce, transports et services représente plus d'un tiers des emplois sur la commune (35 %), viennent ensuite, l'administration, l'enseignement, la santé (22,7 %), l'agriculture et l'industrie (avec respectivement 15,7 et 15,6 % des emplois). La construction concentre le moins d'effectifs avec 11 % des emplois.

Figure 37 : Répartition des actifs selon la catégorie socioprofessionnelle en 2011

EMP T7 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2011

	Nombre	%
Ensemble	943	100,0
Agriculteurs exploitants	52	5,6
Artisans, commerçants, chefs entreprise	45	4,8
Cadres et professions intellectuelles supérieures	56	5,9
Professions intermédiaires	140	14,8
Employés	232	24,6
Ouvriers	417	44,3

Source : Insee, RP2011 exploitation complémentaire lieu de travail.

EMP G3 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle

Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations complémentaires lieu de travail.

Les ouvriers forment la catégorie socioprofessionnelle (CSP) la plus représentée à Allonnes, avec 44,3 % des actifs résidants (donnée 2011) ; puis les employés avec 24,6 % des actifs. Les professions intermédiaires et cadres et professions intellectuelles supérieures, agriculteurs et artisans, représentent respectivement 14,8 %, 5,9 %, 5,6 % et 4,8 %.

4.5.4 Activités économiques

4.5.4.1 Les activités artisanales et industrielles

La commune d'Allonnes compte de nombreuses entreprises industrielles et artisanales, la plupart de ces activités étant installées de façon éparse :

- le long des grands axes de communication :
 - Neyrat Peyronie (route de Saumur) : fabrique de coussins, parasols, matelas,
 - Terre d'Anjou (la Marchanderie) : bureau d'achat fruits et légumes,
 - Transports Jean Brunet (la Marchanderie) : transporteur routier,
 - Enza Zaden (le Claret) : recherches, développement et productions grainières,
- ou à l'écart, dans des secteurs moins aisément accessibles :
 - Royal Champignon (le Bellay) : champignonnière,
 - SA Debernard (le Tertre) : plombier, chauffagiste, électricité, matériel d'arrosage agricole et autres,
 - Galli Francis (le Gué de Louet) : scierie.

Un certain nombre d'entreprises artisanales relevant du bâtiment sont regroupées au nord-est du bourg, au sein de la zone artisanale des Hauts Champs, à proximité de la déchetterie. Bordée de terres bénéficiant de l'AOC « Anjou », cette zone située à l'écart des grands axes est implantée sur un point haut à forte sensibilité paysagère.

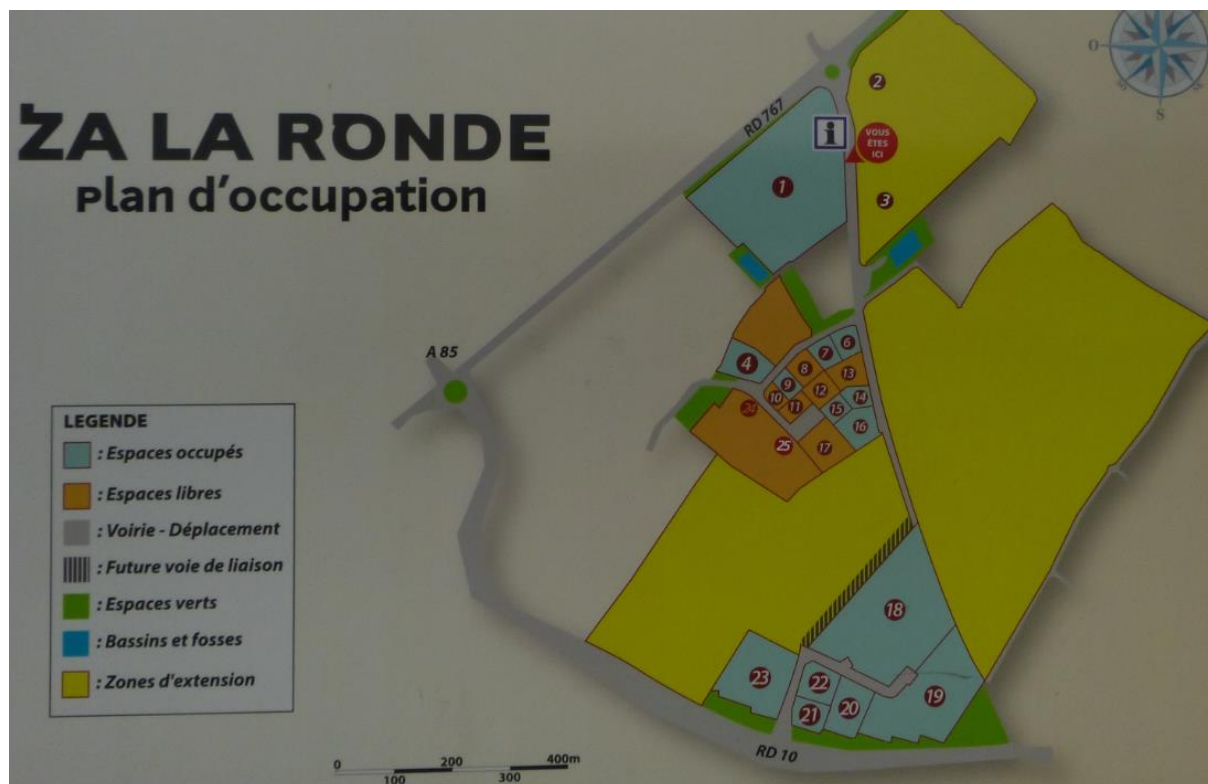
Afin de remédier aux problèmes générés par des implantations isolées ou situées à l'écart des grands axes, la ZA de la Ronde s'est développée aux abords de l'échangeur de Vivy, sur les territoires communaux d'Allonnes et de Neuillé. Il s'agit d'une **zone d'activités d'intérêt départemental (« Anjou Actiparc »)**. Cette zone représente un pôle économique majeur à l'échelle du Saumurois.

La Zone d'activités La Ronde est une zone destinée à accueillir les entreprises qui demandent un haut niveau de service, un accès rapide à l'autoroute et des surfaces qui peuvent être importantes.

Elle accueille aujourd'hui près de 25 entreprises (voir page suivante) ; Fleuron d'Anjou, SMFO Métallurgie, Transports Rosette constituant les plus importantes d'entre elles.

La ZAC 1 de la Ronde, d'une superficie globale voisine de 28 ha, est commercialisée à hauteur de 73%. Début 2015, il reste 7.6 ha de foncier viabilisé commercialisable, ce qui représente au rythme des commercialisations observées depuis 2010, de quoi satisfaire les besoins d'accueil d'entreprises pour 2 ans environ.

Située dans la continuité immédiate de Saumur, le confortement de la Zone d'Activités de la Ronde, sur le périmètre identifié comme ZAC de la Ronde 3, permettrait de conforter le pôle économique de l'agglomération et participerait, de ce fait au confortement du poids de l'agglomération à l'échelle du Grand Saumurois.



La commune d'Allonnes compte environ 25 entreprises artisanales essentiellement composée d'entreprises du bâtiment (20) et d'entreprises apportant un service de proximité à la population.

4.5.4.2 Le tourisme

Malgré son appartenance au Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine et le passage d'un sentier de grande randonnée, Allonnes dispose d'une capacité d'accueil limitée :

- un camping 4* « le Pô Doré » et son bar-restaurant, situés à 600 m au sud-est du site
- une ferme auberge « le Chapy »,
- 5 gîtes ruraux
- Deux chambres d'hôtes
- un poney-club.

L'office de Tourisme du Nord Saumurois ne se trouve pas à Allonnes mais place du Commerce à Brain-sur-Allonnes.

4.5.4.3 Services et commerces

Malgré la proximité de la ville de Saumur et la concurrence d'hypermarchés (Saumur d'un côté, Bourgueil de l'autre), Allonnes conserve un nombre de commerces suffisant pour satisfaire les besoins quotidiens de la population : mis à part le supermarché, quelque peu à l'écart (situé à l'entrée est de l'agglomération), les commerces sont regroupés dans le bourg, autour de la place de l'église et le long de la rue principale, Albert Pottier.

Malgré l'étroitesse de la voie et l'importance du trafic y rendant le stationnement impossible, on y trouve encore une quinzaine de commerces : alimentation générale, boulangerie-pâtisserie (2), boucherie-charcuterie, pharmacie, bar tabac presse, bar PMU, fleuriste, salon de coiffure (3), garages (4), pizzeria, traiteur,...

En revanche, les commerces d'équipement de la personne ont tous disparu.

- Services publics généraux :

Chef-lieu de canton, Allonnes dispose d'un éventail de services généraux satisfaisant :

- *Présence permanente :*

- Mairie
- Bureau de Poste
- Centre de secours
- Perception (Trésor Public)
- Gendarmerie
- Banque (3)
- Assurances
- Notaire
- Lieu de culte
- Taxi

- *Permanences régulières :*

- Cf. Maison de l'Information

La mairie a été entièrement réaménagée pour mieux répondre à sa fonction.

- Enseignement :
- *Enseignement – Premier degré* :
 - Ecole maternelle publique Lucie Mefray (3 classes)
 - Ecole primaire publique Pierre Beausoleil (8 classes)
 - Ecole privée mixte (2 classes maternelles et 3 classes primaires)

La commune dispose d'un restaurant scolaire.

- *Enseignement – Deuxième degré* :

A partir du collège, les élèves doivent poursuivre leur cursus scolaire à Saumur, ville distante d'une dizaine de kilomètres.

Insatisfaite de l'absence d'un collège dans le canton, la population a fondé l'association pour un collège à Allonnes.

4.5.5 Activité agricole

4.5.5.1 Contexte général

A Allonnes, l'agriculture joue un rôle important en terme économique, d'emplois et de gestion de l'espace. Elle se caractérise par la production de cultures spéciales (semences, maraîchage, horticulture et arboriculture).

Les éléments qui suivent sont issus du diagnostic agricole figurant dans le dossier de demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée (Urban'ism).

Le recensement agricole montre une baisse rapide du nombre d'exploitations agricoles depuis 2000 sur la commune d'Allonnes, passant de 65 exploitations en 2000, à 40 exploitations en 2010 et de l'ordre de 35 en 2015. La majorité de ces exploitants est âgée de 50 ans et + sans successeur connu.

Malgré tout, la Surface Agricole Utilisée par les exploitations (SAUe) est restée stable entre 2000 et 2010 : 1.579 ha en 2010 contre 1.556 ha en 2000. La SAUe moyenne par exploitation est donc en progression.

La principale caractéristique de l'activité agricole sur le territoire réside dans l'importance du maraîchage et de l'horticulture. En effet, ces cultures spécialisées sont pratiquées dans 21 exploitations en 2010 (contre 24 en 2000). Une hausse des surfaces valisées par le maraîchage et l'horticulture a d'ailleurs été constatée entre 2000 et 2010, puisqu'elle est passée de 190 ha à 347 ha.

4.5.5.2 Contexte au sein du site du projet

Le site du projet est en grande partie voué à l'agriculture (cultures céréalières et maraîchage). Il n'existe aucun siège d'exploitation sur le site.

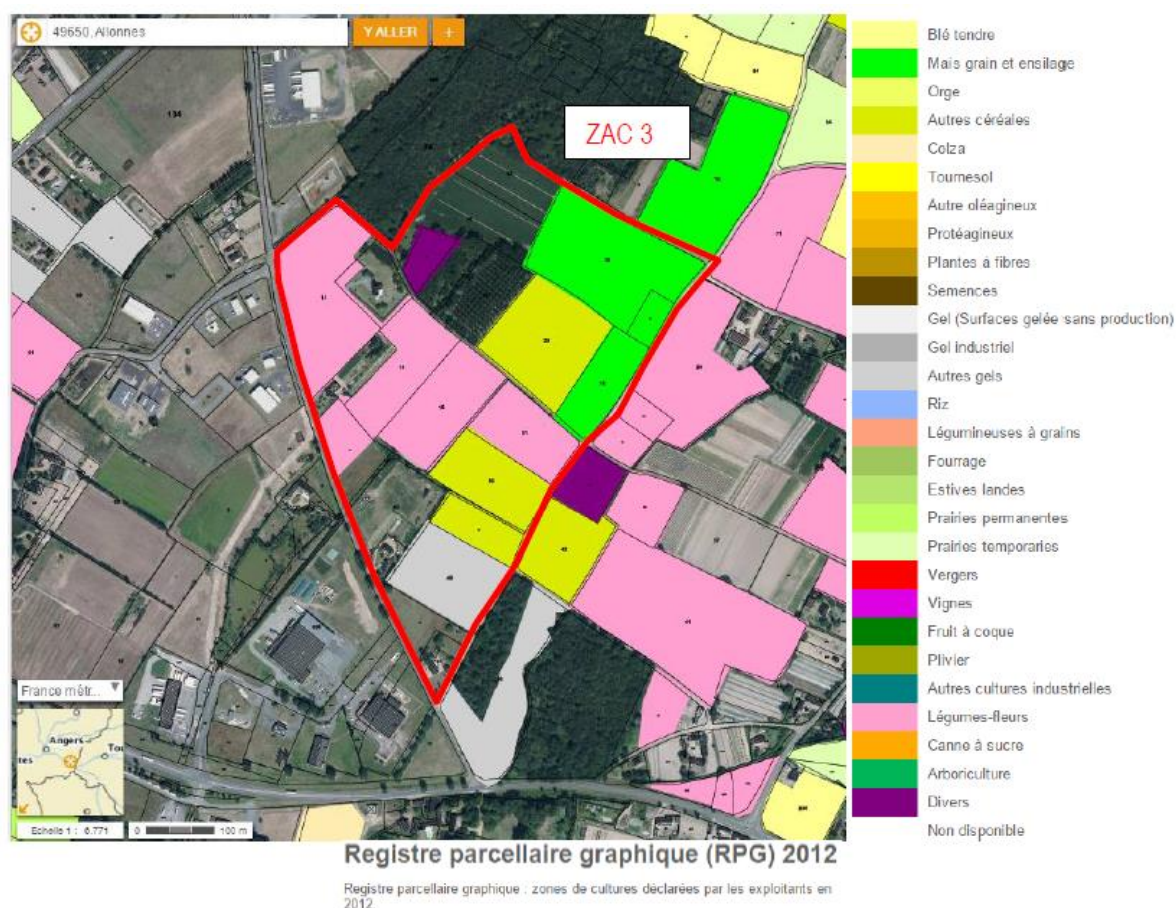


Figure 38 : Registre parcellaire graphique 2012

Contrairement à la ZAC 2 qui concerne de bonnes terres agricoles propices au maraîchage, les surfaces concernées par le projet de ZAC 3 sont plus hétérogènes avec néanmoins une dominante de sables sur sous-sol argileux, terrains difficiles d'accès en période hivernale mais très séchants l'été. Ces terres de maraîchage ne constituent pas les meilleures terres sur la commune en terme de valeur agronomique. Les dispositifs d'irrigation présents sont des dispositifs provisoires.

Sur le périmètre envisagé pour la Zone d'Activités de la Ronde 3 :

Source : dossier de demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée – Urban'ism

Superficie : 26,9 ha

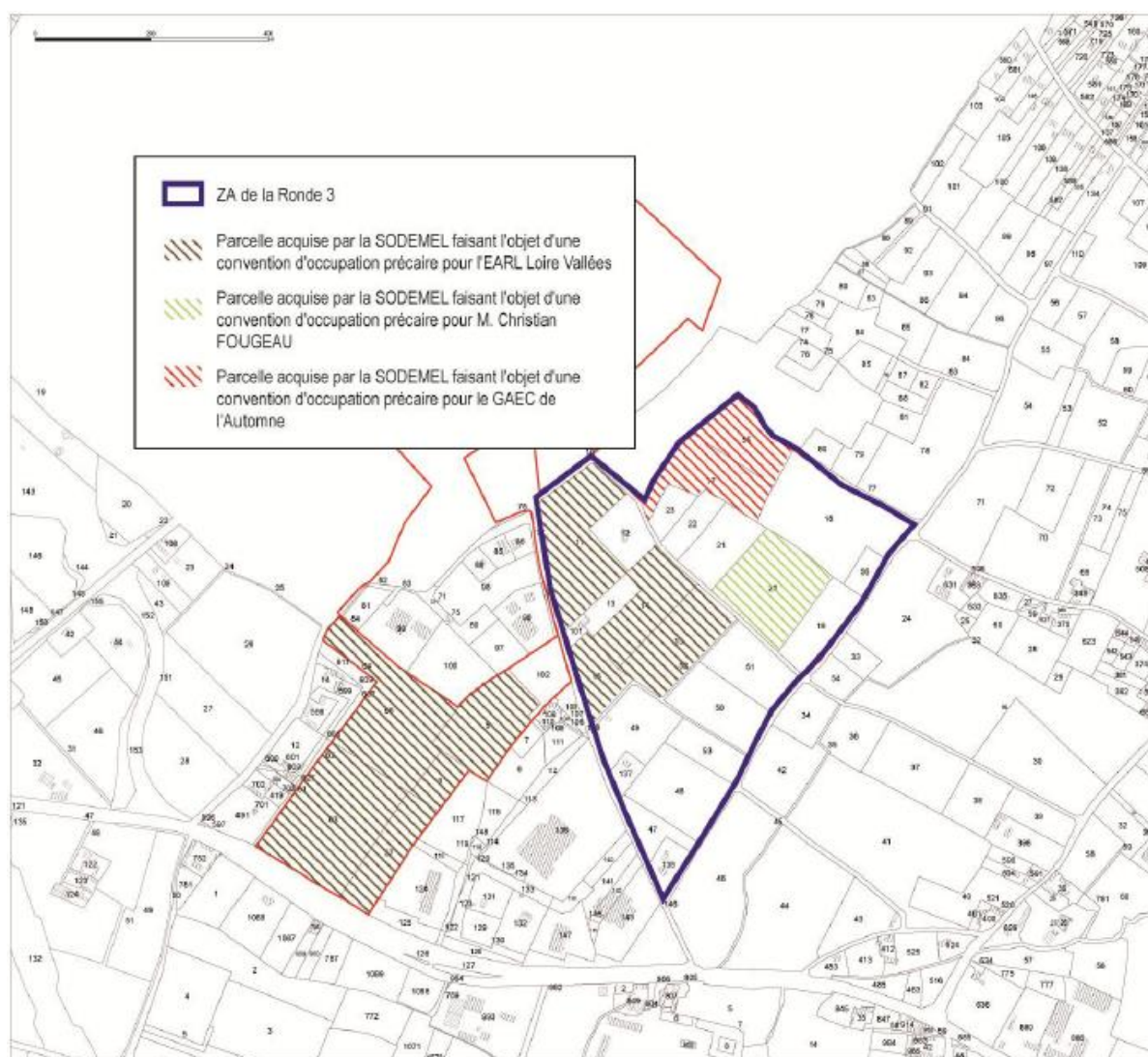
Surface déclarée au registre parcellaire graphique en 2012 (voir page suivante) : 18,7 ha, dont maraîchage : 7,7 ha, maïs : 4,4 ha, céréales : 4,5 ha, gel : 1,7 ha et divers : 0,4 ha

La SODEMEL est devenue propriétaire de ces emprises dans le cadre d'acquisitions amiables mais également par ordonnance de transfert de propriété prononcée par le Tribunal de Grande Instance d'Angers en date du 20 novembre 2014 (affaire n°14/00020). Il est ici précisé que la SODEMEL ne dispose pas de la jouissance de la totalité des terrains, les indemnités dues à certains des propriétaires et exploitants concernés n'ayant pas toutes été fixées et réglées.

Les parcelles pour lesquelles la SODEMEL est devenue propriétaire et dispose de la jouissance, soit une surface d'environ 12 ha, font l'objet de conventions d'occupation précaire et gratuite au bénéfice de :

- 6,8 ha au bénéfice de l'EARL Loire Vallées (maraîchage), principal producteur coopérateur de Fleuron d'Anjou
- 2,8 ha au bénéfice du GAEC de l'Automne (surface non déclarée au registre parcellaire graphique)
- 2,3 ha au bénéfice de Christian FOUGEAU (céréales), exploitant individuel à la retraite prochainement, sans successeur

Les parcelles concernées sont les parcelles hachurées sur le document ci-dessous.



Parcelles achetées faisant l'objet d'une convention d'occupation précaire et gratuite (hachures)

Les exploitations concernées par le projet de Zone d'Activités de la Ronde 3 :

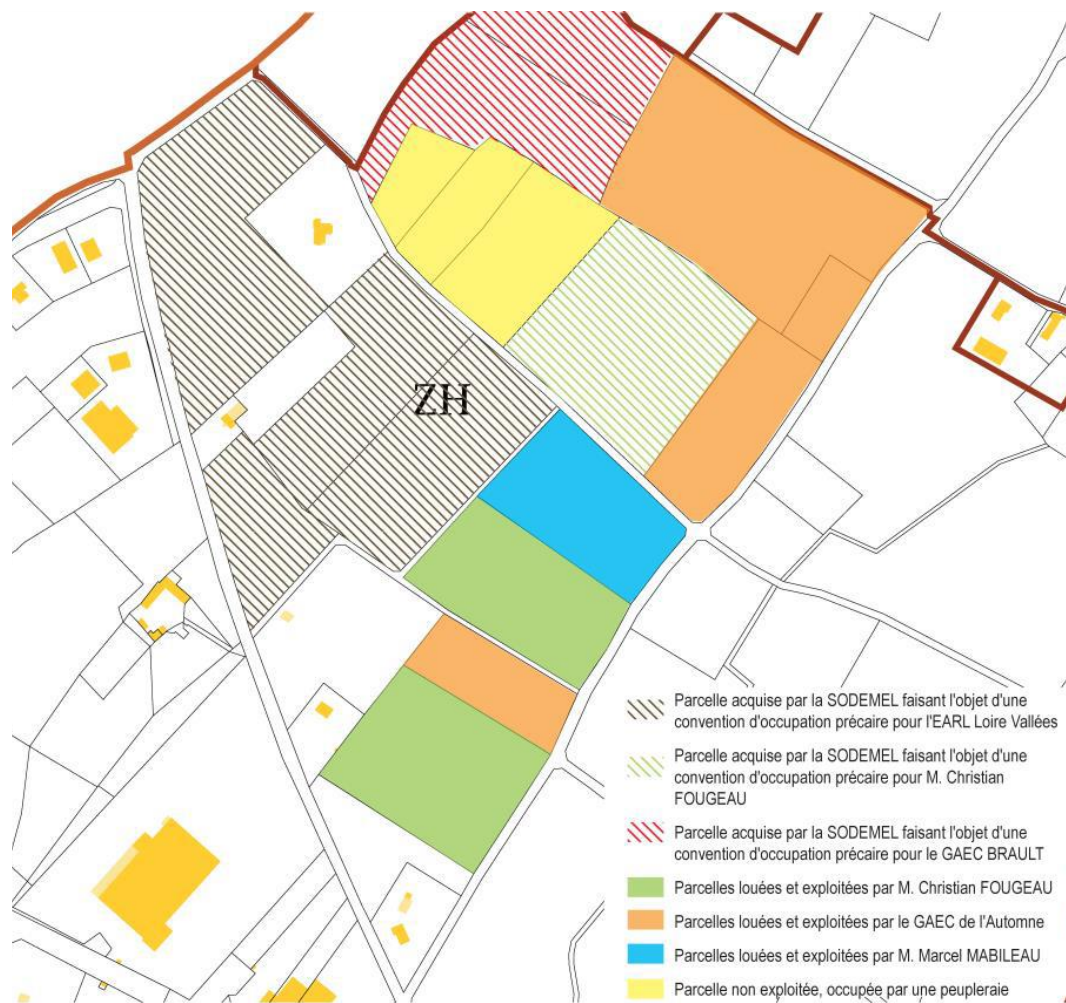


Figure 39 : Parcellaire des exploitations agricoles

4 exploitations agricoles sont recensées sur le secteur de la Ronde 3 :

- EARL Loire Vallées exploite 6,8 ha mis à disposition par la SODEMEL dans le cadre d'une convention d'occupation précaire et gratuite,
- Christian FOUGEAU exploite 5,4ha dont 2,3 ha mis à disposition par la SODEMEL dans le cadre d'une convention d'occupation précaire et gratuite,
- GAEC de l'Automne exploite 7,2 ha dont 2,8ha mis à disposition par la SODEMEL dans le cadre d'une convention d'occupation précaire et gratuite
- Marcel MABILEAU exploite 1,3 ha.

Analyse des enjeux par exploitation :

- EARL Loire Vallées (Brain sur Allonnes) : exploitation maraîchère installée à plus de 5 km de la Ronde, qui connaît un développement important par reprise d'exploitations (surface valorisée approchant dorénavant sans doute les 200 ha). L'EARL Loire Vallée n'est pas directement concernée par l'éviction sur le secteur puisqu'elle exploite les terrains de Zones d'Activités de la Ronde 3 uniquement dans le cadre d'une convention d'occupation précaire et gratuite consentie par la SODEMEL, qui est devenue propriétaire de ces terrains et en a obtenu la jouissance suite à l'éviction de deux exploitants en place, à savoir : Monsieur DESVAUX Fabien et l'EARL PRIM'FRUIT (Monsieur Eugène CORNILLEAU).

- Christian FOUGEAU : exploite sur le secteur environ 50 ha. Il doit cesser son activité (départ à la retraite) à la fin de l'année 2016.

- GAEC de l'Automne : grosse structure valorisant la partie nord du territoire communal d'Allonnes, exploitation laitière composée de 4 associés qui exploite environ 210 hectares sur le secteur.

- Manuel MABILEAU : exploitation maraîchère sur environ 11 ha dont 1,5 ha de serres. Cet exploitant a signé une promesse de libération de terrain au profit de la Sodemel le 4 septembre 2015.

Les enjeux agricoles paraissent modestes car impactant principalement une exploitation en toute fin de carrière et structures de taille importante, implantées à distance du site de la Ronde.

4.5.6 Equipements

4.5.6.1 Activités sportives :

La commune dispose des équipements suivants localisés principalement dans le bourg à plus de 3 km du site.

- *Equipements sportifs et de loisirs :*
 - Salle omnisports : tennis couvert, basket ; comprend également une salle de judo, une salle de musculation et une salle pour le tennis de table.
 - Complexe sportif de Contades-Gizeux, situé route de Russé : 2 terrains de football (un terrain d'honneur et un terrain annexe), 3 courts de tennis ; équipé de vestiaires-sanitaires, club-house, buvette et tribunes.
 - Boule de fort : 4 sociétés (l'Union, le Prieuré, la Renaissance, les Laboureurs)
 - Aire de loisirs (parcours de santé, piste bmx, aire de pique-nique,...)

4.5.6.2 Activités culturelles :

- Bibliothèque
- Salle des fêtes

4.5.6.3 Santé :

- *Etablissements publics ou privés :*
 - Maison de Retraite « le Bois Clairay » d'une capacité d'accueil de 52 personnes

4.5.6.4 Action sociale :

- *Equipements et services sociaux :*
 - Maison de l'Information du canton d'Allonnes :
 - Centre de la Petite Enfance :
 - Multi accueil (crèche, halte-garderie),

- garderie périscolaire et centre de loisirs sans hébergement,
- relais Assistantes Maternelles.

4.6 INFRASTRUCTURES ET RESEAUX EXISTANTS

4.6.1 Le réseau viaire

La ZA de la Ronde est implantée aux abords de l'échangeur de Vivy (A 85 Angers – Tours - Vierzon), sur les territoires communaux d'Allonnes et de Neuillé. Reliée à l'échangeur distant d'un kilomètre à peine par la RD 767 (Saumur – Le Lude), elle s'est développée en limite du val de Loire inondable, aux carrefours d'axes routiers majeurs.

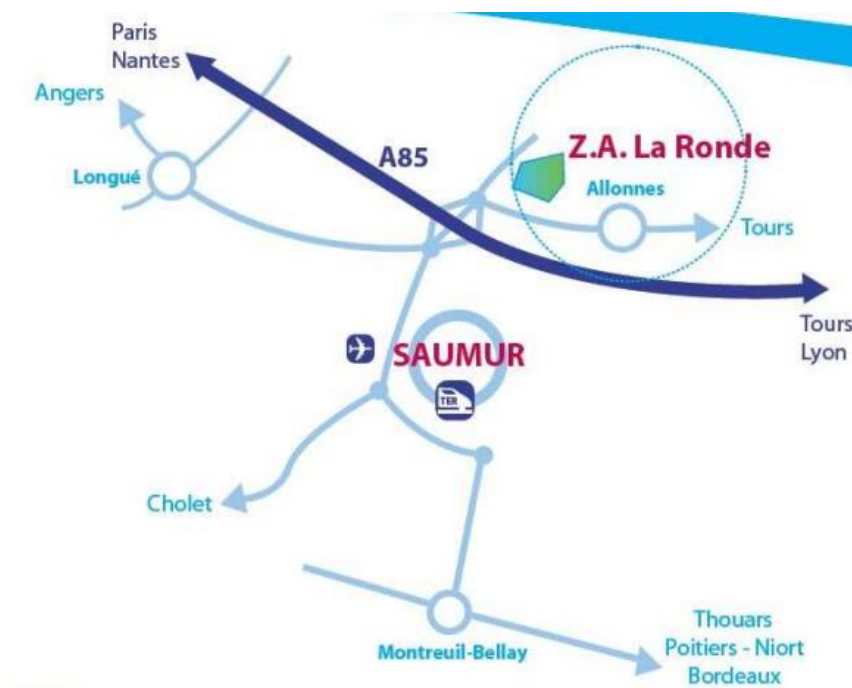


Figure 40 : Réseau viaire général

Située à 4 km des centres-villes d'Allonnes et de Vivy, elle se trouve à moins de 10 km du centre-ville de Saumur, aisément accessible avec la mise à 2x2 voies de la D 347 entre le pont du Cadre noir et le rond-point de la Ronde.

Le lotissement de la Ronde et l'extension 1 de la ZAC ne sont pas raccordés entre eux et disposent de deux accès indépendants :

- Accès par la RD 10 (route de Saumur) qui relie Bourgueil en Indre et Loire à Vivy en passant par le bourg d'Allonnes (contournement du bourg en cours de travaux).
- Accès sécurisé par un giratoire sur la RD 767 puis la rue de l'Aunay.



Accès à la ZA depuis la RD 767

[illegible]

THEMA Environnement

La RD 767 au nord de Vernantes (12 km au nord du site) accueille 2717 véhicules/jour dont près de 27% de poids lourds (donnée 2013 – CG 49).

La RD 10 à l'est du bourg d'Allonnes accueille près de 4800 véh/j dont 8% de poids lourds (donnée 2013 – CG 49).

Le site est bordé dans sa partie sud par la rue de l'Aunay, reliant la RD 10 à la RD 767. Cette voie étroite est interdite à la circulation des poids entre la RD 10 et l'accès à l'extension 1.



Rue de l'Aunay à l'approche de la RD 10

Des comptages ont été réalisés sur cette voie de part et d'autre de l'accès principal à l'extension 1 entre le 4 et le 10 novembre 2015. A noter que plusieurs entreprises dont Montanier SA et l'Huilerie ont un accès direct rue de l'Aunay et ne sont donc pas desservies par cette voie d'accès.

En semaine, le trafic s'élève, au nord de l'accès principal, en moyenne à **887 véhicules/jour dont 13,3% de poids lourds** et 288 véhicules/jour dont 3,8% de poids lourds le week end.

Au sud de l'accès principal, en semaine, le trafic s'élève en moyenne à 455 véhicules/jour dont 1,3% de poids lourds et 232 véhicules/jour avec 0% de poids lourds le week end.

RÉSEAU VIAIRE

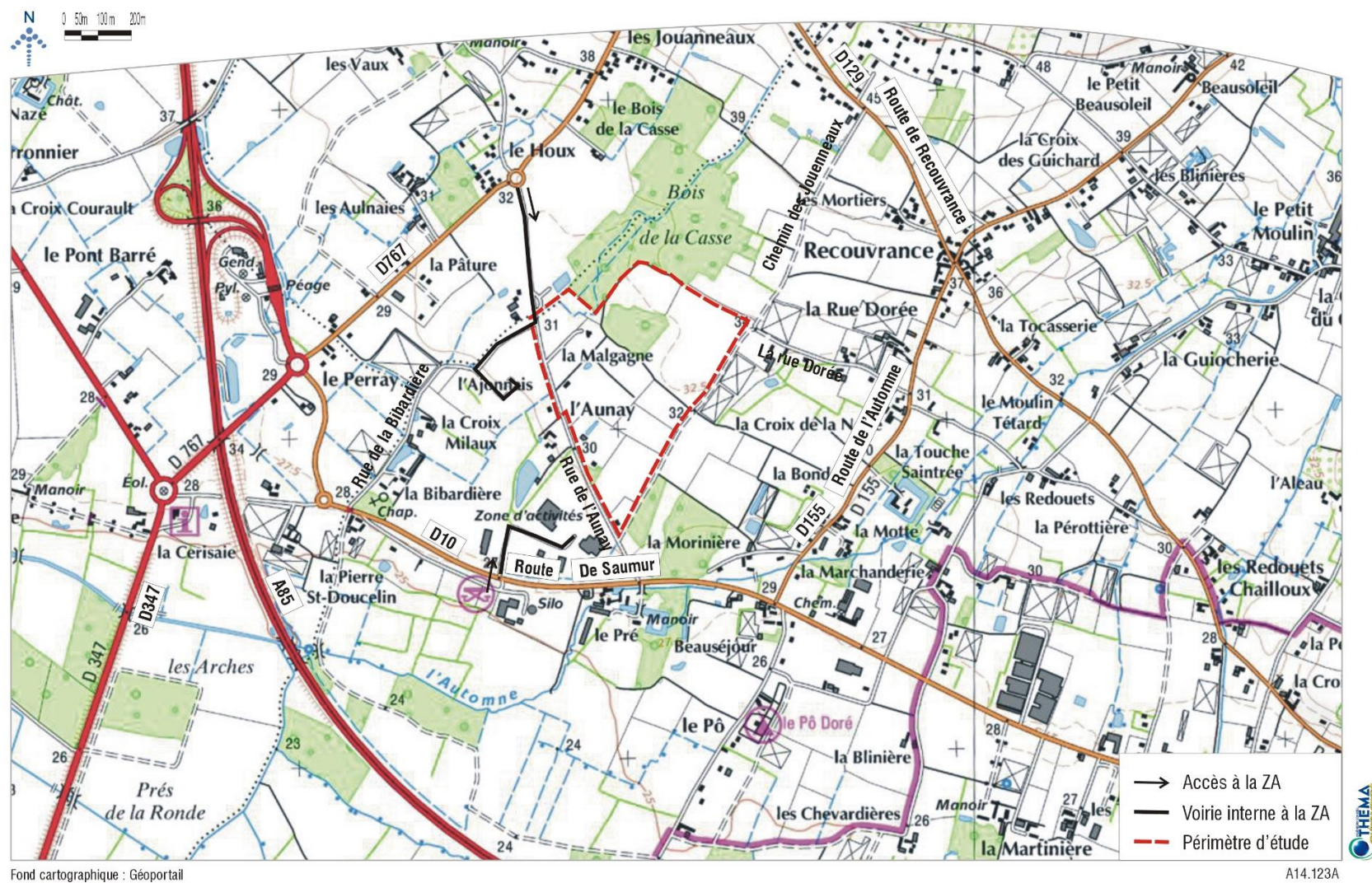


Figure 42 : Réseau viaire

4.6.2 Transports en commun

Allonnes est desservi par la ligne 9 (La Breille-les-Pins – Saumur) du réseau Saumur Agglo Bus et par la ligne 12 (Brain-sur-Allonnes- Saumur). Ces deux lignes empruntent la RD 10.

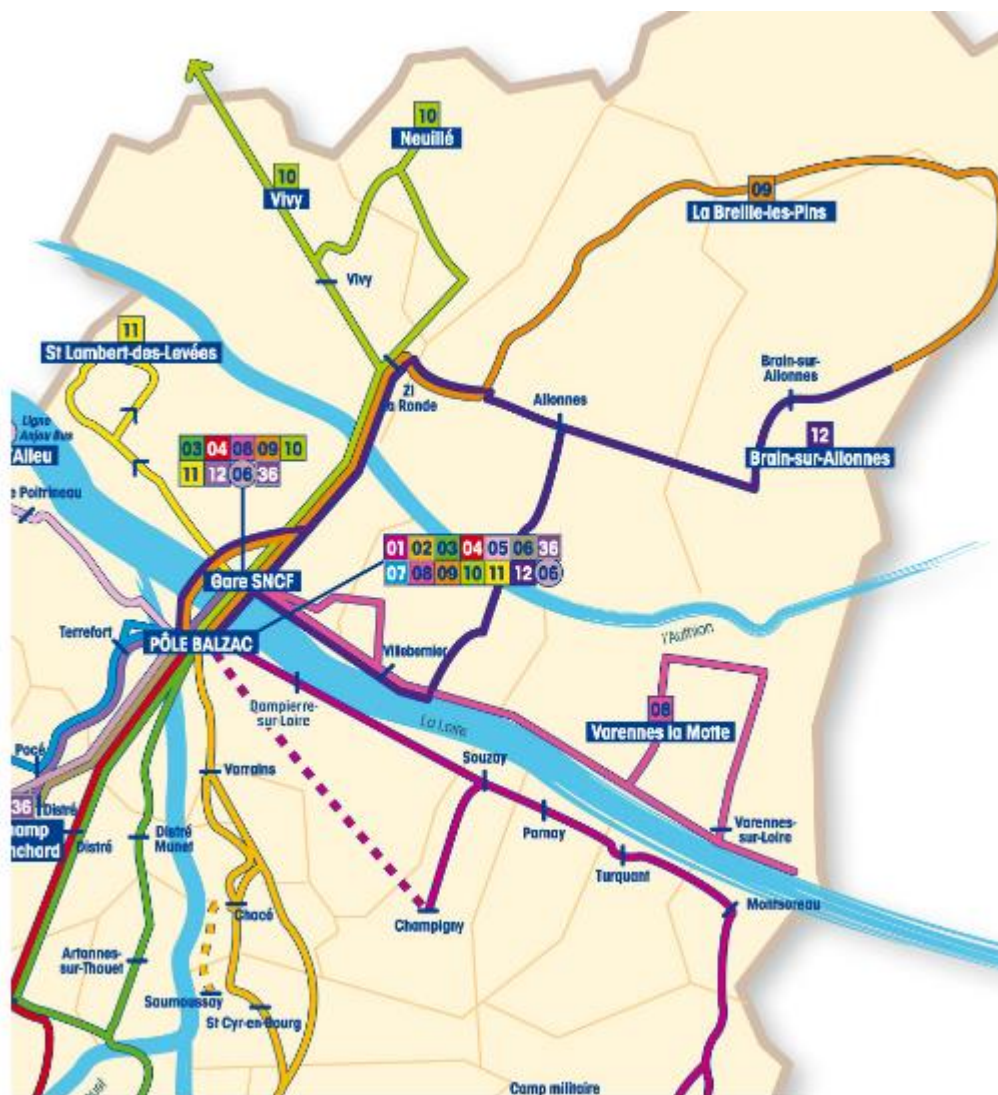


Figure 43 : Réseau de bus

Il n'existe toutefois pas d'arrêt au niveau de la « ZI la Ronde ». L'arrêt le plus proche est situé à environ 800 m à l'Est. La fréquence est très faible et une partie du trafic correspond à du transport à la demande.

La voiture constitue le moyen de transport largement majoritaire pour les usagers de la ZA de la Ronde (déplacements domicile-travail).

4.6.3 Liaisons douces

Des sentiers de randonnée pédestre et cycliste parcourent le territoire communal. Il n'y a pas d'itinéraires à proximité de la zone d'étude.

4.6.4 Réseaux divers

4.6.4.1 Réseau d'assainissement des eaux usées

Le site n'est pas desservi par le réseau d'assainissement.

4.6.4.2 Réseaux eaux pluviales

Se référer au diagnostic hydrologique.

4.6.4.3 Réseau d'eau potable et lutte contre l'incendie

Source : PLU Allonnes

Une canalisation d'eau potable est localisée au niveau de la rue de l'Aunay. Elle présente toutefois une capacité limitée (63 mm).

Le service public de distribution d'eau potable est de la compétence de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement (siège social en mairie de Saumur). L'eau potable distribuée par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) d'Allonnes, Brain-sur-Allonnes et la Breille-les-Pins provient du champ captant de la Fontaine (voir chapitre 4.1.3.2).

La défense incendie est sous la responsabilité des communes, qui doivent s'assurer de son bon fonctionnement mécanique et hydraulique par des campagnes de contrôle. Le réseau de défense incendie est présent dans l'actuelle ZA de la Ronde.

Les principaux réseaux secs et humides sont présents à proximité du site de la ZI la Ronde 3 sans pour autant être de capacité aujourd'hui suffisante pour desservir l'ensemble du périmètre d'étude.

4.7 GESTION DES DECHETS

La Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement a pris la compétence déchets. Son prestataire sur le canton d'Allonnes pour la collecte et le traitement des déchets ainsi que pour la gestion de la déchetterie est le Syndicat Mixte Intercommunal pour la Protection de l'Environnement Val Touraine Anjou (SMIPE Val Touraine Anjou), qui assure la prestation pour le compte de 20 communes à cheval sur les départements d'Indre-et-Loire et de Maine-et-Loire.

Le service de collecte des ordures ménagères et sélectives est assuré par le SMIPE avec des équipes en régie. Le traitement des ordures ménagères ainsi que le tri des recyclables issus des collectes sélectives est l'œuvre de ce même Syndicat.

La collecte des ordures ménagères est assurée en porte à porte sans contenants imposés une fois par semaine.

Le traitement des déchets est assuré par le SIVERT (Syndicat Intercommunal de Valorisation et de Recyclage Thermique des Déchets de l'Est Anjou) :

- les déchets résiduels vont sur l'Unité de Valorisation Energétique La Salamandre de Lasse
- les rebus, non valorisables, sont enfouis au Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Fontaine Guérin ou font l'objet de traitement spécifique.

4.8 POLLUTIONS ET NUISANCES

4.8.1 Pollutions des sols

La pression démographique et la concentration des populations dans les zones urbanisées créent une demande foncière forte : des terrains laissés sans usage depuis de nombreuses années sont alors redécouverts, parfois pour y implanter de nouvelles activités industrielles, mais également pour y construire de l'habitat. La découverte de pollutions oubliées à cette occasion appelle une réponse adaptée à ces enjeux qui sont au croisement des préoccupations de santé publique, de protection de l'environnement et d'utilisation durable de l'espace.

Deux bases de données du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT) recensent les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) :

- BASIAS (Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service) ; réalisée avec le BRGM ;
- BASOL, sites pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Qu'est-ce qu'un site pollué ?

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers.

De par l'origine industrielle de la pollution, la législation relative aux installations classées est la réglementation la plus souvent utilisée pour traiter les situations correspondantes

Remarque importante : *L'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne signifie pas obligatoirement qu'une pollution du sol existe à son endroit, mais seulement qu'une activité polluante a occupé ou occupe le site et qu'en conséquence les sols peuvent avoir été souillés ou peuvent l'être.*

La base de données BASIAS, des sites industriels et activités dénombre 9 activités potentiellement polluantes sur la commune, dont une décharge sauvage, la déchetterie, une laiterie, 3 garages, une station-service et une usine de plasturgie.

Aucun d'eux n'est localisé au sein du site de l'extension 3. Le plus proche (casse automobile, ferrailage) est localisé à environ 400 m au nord sur la commune de Neuillé (activité terminée).

[illegible]

Aucun site BASOL n'est recensé sur le territoire communal.

Le site envisagé pour l'extension du Parc d'Activités Anjou Actiparc de la Ronde ne renferme pas de sites potentiellement pollués connus.

4.8.2 Qualité de l'air

4.8.2.1 Généralités

La qualité de l'air observée est la résultante de la qualité de "l'air standard" (non affecté par la pollution et composé d'un mélange largement dominé par l'azote et l'oxygène, outre quelques composés très secondaires) et de diverses altérations pouvant selon les cas (et de façon simplifiée) être :

- des pollutions gravimétriques (" poussières "),
- des pollutions chimiques (émissions spécifiques principalement émises par des entreprises ou des usines),
- des pollutions issues de gaz de combustions, plus ou moins complètes : vapeur d'eau, dioxyde et monoxyde de carbone, dioxyde de soufre, ...

La principale origine de la pollution de l'air est la combustion, combinaison de l'oxygène avec les éléments composant les matières combustibles.

Les polluants sont très variables et nombreux ; ils évoluent en particulier sous les effets des conditions météorologiques lors de leur dispersion (évolution physique, chimique,...) ; aux polluants initiaux (ou primaires) peuvent alors se substituer des polluants secondaires comme l'ozone, les aldéhydes, des aérosols acides,...

Des directives de la communauté européenne fixent les concentrations en dioxyde de soufre, poussières, plomb, dioxyde d'azote et ozone qui ne doivent pas être atteintes (valeurs limites) ou qu'il est souhaitable de ne pas dépasser (valeurs guides : objectifs de qualité à atteindre). Ces directives ont pour la plupart été traduites en droit français (décret 91-1122 du 25.10.91).

Dans les recommandations de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), le nombre de composés pris en compte est plus important (28 descripteurs). L'objectif de cette recommandation est d'apporter des aides à la décision pour fixer des conditions normatives en considérant les aspects uniquement sanitaires (impact des composés sur la santé des individus) et parfois sur les écosystèmes (cas des polluants tels que le dioxyde de soufre (SO₂), les oxydes d'azote (Nox), l'Ozone (O₃)).

Les articles R221-1 et suivants du Code de l'environnement fixent les objectifs de qualité de l'air, les seuils d'alerte et les valeurs limites définis à l'article 3 de la Loi du 30 décembre 1996 sur « l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ».

La qualité de l'air n'est pas surveillée sur la commune d'Allonnes. Les données les plus proches sont celles de l'agglomération angevine (seule à rassembler plus de 100 000 habitants en Maine-et-Loire, qui dispose de stations de mesure gérées par l'association agréée Air Pays-de-la-Loire (réseau ATMO).

4.8.2.2 Suivi de la qualité de l'air sur l'agglomération saumuroise

Des campagnes périodiques d'évaluation de la qualité de l'air de la ville de Saumur, à une dizaine de kilomètres d'Allonnes, sont entreprises dans le cadre du Programme de Surveillance de la qualité de l'Air et ce depuis 2001

Les dernières campagnes ont eu lieu durant l'été 2009 et l'hiver 2011. La qualité de l'air du territoire est caractérisée via un « indice de qualité de l'air simplifié » adapté à une agglomération de moins de 100 000 habitants.

L'évaluation de cette qualité s'est faite à travers la mesure de quatre polluants traceurs de la pollution d'origine urbaine :

- dioxyde de soufre (SO₂),
- dioxydes d'azote (NO_x),
- ozone (O₃),
- particules fines (PM₁₀)

A Saumur, en période estivale, l'indice de qualité de l'air est :

- bon près de 8 jours sur 10,
- moyen 13% du temps
- médiocre 6% du temps.

En période hivernale, l'indice de la qualité de l'air est :

- bon à très bon près de 7 jours sur 10,
- moyen 9% du temps,
- médiocre 11% du temps.

Au vu des résultats, la qualité sur Saumur s'avère globalement bonne et l'indice de qualité de l'air y est plus favorable qu'à Angers et à Cholet (certainement du fait d'une moindre concentration de population). Les dégradations observées sur la période estivale sont principalement liées à des épisodes de pollution par l'ozone. Sur la période hivernale, les dégradations sont principalement dues à la présence de particules fines, une tendance généralisée à l'échelle régionale.

Globalement la qualité de l'air sur Saumur est stable depuis 2001 voire en légère amélioration.

4.8.2.3 Qualité de l'air sur la commune d'Allonnes

En l'absence de station de mesure fixe sur la commune d'Allonnes, l'analyse de la qualité de l'air repose sur le recensement des sources de pollution.

Les principales sources d'émissions de polluants atmosphériques recensées sur le territoire communal sont :

- la circulation automobile

La pollution atmosphérique d'origine automobile est issue de la combustion des carburants («gaz d'échappement»). L'émission de polluants atmosphériques varie ainsi avec le nombre de véhicules, la puissance, la vitesse, l'état du véhicule ainsi qu'avec le type de carburant utilisé.

Le secteur d'étude est encadré de voiries qui supportent un trafic relativement modéré et fluide. La circulation automobile a donc peu d'incidence sur la qualité de l'air.

• les établissements industriels émetteurs de pollution atmosphérique

Il n'existe pas d'établissements industriels émetteur significatif de pollution atmosphérique sur le territoire communal

- **les sources fixes de type résidentiel et tertiaire** : émission diffuse dépendant notamment du mode de chauffage utilisé.

Les émissions du secteur résidentiel et tertiaire sont principalement liées au chauffage et à la production d'eau chaude. Ce secteur produit une part importante des émissions de CO₂, SO₂ et poussières. Précisons que ces émissions sont saisonnières avec un maximum durant la période hivernale.

• les sources agricoles

L'activité agricole est source d'émissions de polluants tels que :

- le protoxyde d'azote (N₂O), émis essentiellement à la suite des épandages d'engrais,
- le méthane (CH₄) produit par les processus digestifs de la plupart des espèces animales et particulièrement des bovins,
- l'ammoniac lié essentiellement aux élevages,
- les oxydes d'azote, principalement produits par les véhicules agricoles,
- les phytosanitaires ; transférés dans l'atmosphère lors de leur application, par érosion éolienne et surtout par volatilisation, ils s'y trouvent sous différentes formes : en vapeur, associés à des aérosols, dissous dans des gouttelettes de brouillard ou de pluie des nuages. Ils y sont plus ou moins dégradés puis retombent au sol.

En l'absence de sources significatives de pollutions de l'air sur le territoire communal, on peut estimer que la qualité de l'air est satisfaisante.

4.8.2.4 Plan Climat Energie Territorial 2013-2018

Le PCET de La Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement a été adopté le 26 septembre 2013.

Le PCET se veut un document d'orientation visant à intégrer la problématique énergétique et climatique dans la mise en œuvre des politiques publiques, mais aussi d'être un levier de mobilisation des acteurs du territoire.

Saumur Agglo se fixe comme objectif à moyen et long terme, de converger vers l'objectif européen de réduction de 20 % des consommations d'énergies et de viser le facteur 4 en 2050 (diviser par 4 les émissions de GES).

Des orientations pour agir ont été définies dans le cadre des compétences de Saumur Agglo :

- Aménager et construire l'agglomération de demain : à travers l'urbanisme, la mobilité, l'habitat et la mobilisation des ressources renouvelables.
- Accompagner les acteurs économiques : les entreprises (nouveaux métiers, performances des bâtiments, déplacements) le tourisme durable, agriculture (circuits-courts...)
- Inscrire l'engagement au quotidien dans l'action communautaire : pour le transport (optimisation du réseau, amélioration de la connaissance de l'offre...), les équipements (gestion/conception en faveur de la maîtrise de l'énergie et de la réduction des Gaz à Effet de Serre), les déchets (sensibilisation, valorisation et réemploi).

4.8.3 Cadre acoustique

4.8.3.1 Notions générales

Le bruit est dû à une variation de la pression régnant dans l'atmosphère. Il est caractérisé par :

- Sa fréquence, exprimée en Hertz (Hz), qui correspond au caractère aigu ou grave d'un son. Un bruit est composé de nombreuses fréquences qui constituent son spectre.
- Son intensité ou niveau de pression acoustique, exprimée en décibel (dB), généralement pondéré : le décibel A. Il correspond au niveau de bruit corrigé par une courbe de pondération notée A, afin de tenir compte de la sensibilité de l'oreille humaine, inégale aux différentes fréquences. Le niveau sonore exprimé en dB(A) représente ainsi la sensation de bruit effectivement perçue par l'homme.

On caractérise une période donnée (une journée par exemple) par le niveau sonore moyen, appelé L_{eq} , mesuré ou calculé sur cette période. Les niveaux de bruit sont régis par une arithmétique particulière (logarithme) qui fait qu'un doublement du trafic, par exemple, se traduit par une majoration du niveau de bruit de 3 dB(A).

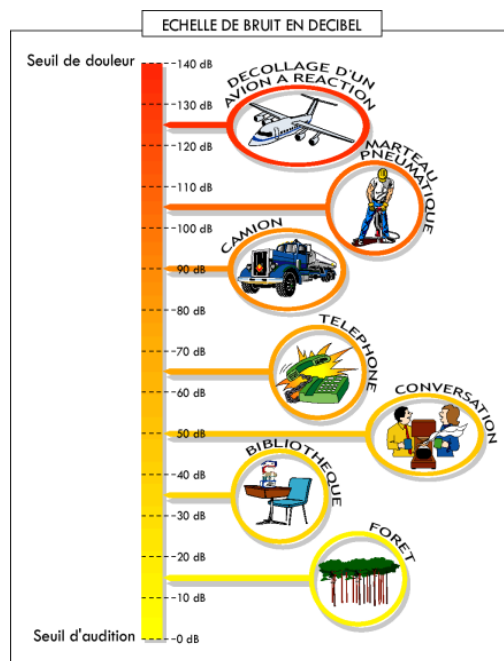


Figure 45 : Echelle de bruit

4.8.3.2 Caractérisation de l'ambiance sonore actuelle sur le périmètre d'étude

Quatre mesures de l'ambiance sonore en période diurne (période la plus « bruyante ») ont été réalisées le 16 avril 2015 pendant une durée de 30 minutes (voir localisation page suivante) :

- Station 1 : chemin agricole à l'extrémité nord-est du site ;
- Station 2 : rue de l'Aunay – habitation face à l'entreprise SMFO, à l'extrémité sud du site ;
- Station 3 : chemin desservant la maison de la Malgagne ;
- Station 4 : rue de l'Aunay, à proximité d'une maison.

Un sonomètre 0,1dB SLS95S – classe 2 avec un microphone de précision d'un demi-pouce équipé d'une protection anti-vent a été utilisé. Ces mesures se sont déroulées par un temps couvert sans vent.



Station 1



Station 2



Station 3



Station 4

Les résultats des mesures acoustiques sont présentés dans le tableau suivant.

Niveau sonore mesurés en dB(A)								Observations
Heure	Leq	Lm	LM	L05	L10	L50	L90	
Station 1 8h30 – 9h00	49	46	63	53	50	48	47	Sources sonores : Chants d'oiseaux, circulation en fond sonore sur A85, RD 10 et RD 767, une voiture sur chemin
Station 2 9h10 – 9h40	58	55	64	31	60	57	56	Sources sonores : SMFO, circulation rue de l'Aunay (8 VL, 1PL), sur RD 10 en fond sonore
Station 3 9h45 – 10h15	45	41	55	50	46	44	42	Sources sonores : circulation rue de l'Aunay
Station 4 10h30 – 10h50	55	44	70	60	51	46	45	Sources sonores : circulation rue de l'Aunay, chants grenouilles

Leq : niveau sonore moyen

Lm : niveau sonore minimal

LM : niveau sonore maximal

L05 : niveau sonore dépassé 5% du temps

L10 : niveau sonore dépassé 10% du temps

L50 : niveau sonore dépassé 50% du temps

L90 : niveau sonore dépassé 90% du temps

L'utilisation du L_{50} , voir plus sévèrement du L_{90} permet d'éliminer les bruits parasites porteurs de beaucoup d'énergie, mais peu représentatifs de la situation sonore réelle. Une telle situation se rencontre notamment lorsqu'il existe un trafic très discontinu et se traduit par un écart important entre le L_{50} et le Leq (> 5 dB), ce qui est le cas ici, pour la station 4.

4.8.3.3 Ambiance sonore actuelle

L'ambiance acoustique actuelle du secteur est d'assez bonne qualité.

Les principales sources de bruit sur le secteur d'étude sont d'origine routière et liées à la circulation (modérée) sur la rue de l'Aunay.

L'ambiance sonore apparaît assez dégradée dans le secteur de la fonderie en face de laquelle se trouve une habitation. On précisera que cette maison est propriété de la Sodemel et destinée à être démolie.

La voie concernée par le classement sonore (arrêté SG-BCIC n° 2003-168 du 18 mars 2003, Préfecture du Maine-et-Loire) d'infrastructures de transports terrestres est la RD 10 classée en catégorie 3 (bande affectée par le bruit de 100 m).

Le périmètre du site est en dehors de la bande réglementaire affectée par le bruit.

4.8.3.4 Etat initial acoustique de 2001

L'APAVE a réalisé une mesure de bruit longue durée à proximité de l'extension 3 en 2001. Deux autres mesures ont été réalisées au droit d'habitations amenées à disparaître.

Les niveaux de bruit à retenir correspondent à la période la plus calme mesurée le jour et la nuit :

- Jour L50 = 38 dB(A)
- Nuit L50 = 35 dB(A)

Selon l'article R.1334-33 du décret du 31 août 2006, les valeurs admises de l'émergence en dB(A) sont calculées à partir des valeurs de 5 dB(A) en période diurne (de 7 h à 22 h) et de 3 dB(A) en période nocturne (de 22 h à 7 h), auxquelles s'ajoute un terme correctif fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier selon le tableau suivant :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T	Terme correctif en dB(A)
$T \leq 1\text{min}$	6
$1\text{min} < T \leq 5\text{min}$	5
$5\text{min} < T \leq 20\text{min}$	4
$20\text{min} < T \leq 2\text{h}$	3
$2\text{h} < T \leq 4\text{h}$	2
$4\text{h} < T \leq 8\text{h}$	1
$8\text{h} < T$	0

Soit des niveaux sonores à respecter de :

- Jour L50 = 43 dB(A) + terme correctif
- Nuit L50 = 38 dB(A) + terme correctif

LOCALISATION DES POINTS D'ÉCOUTE ACOUSTIQUE

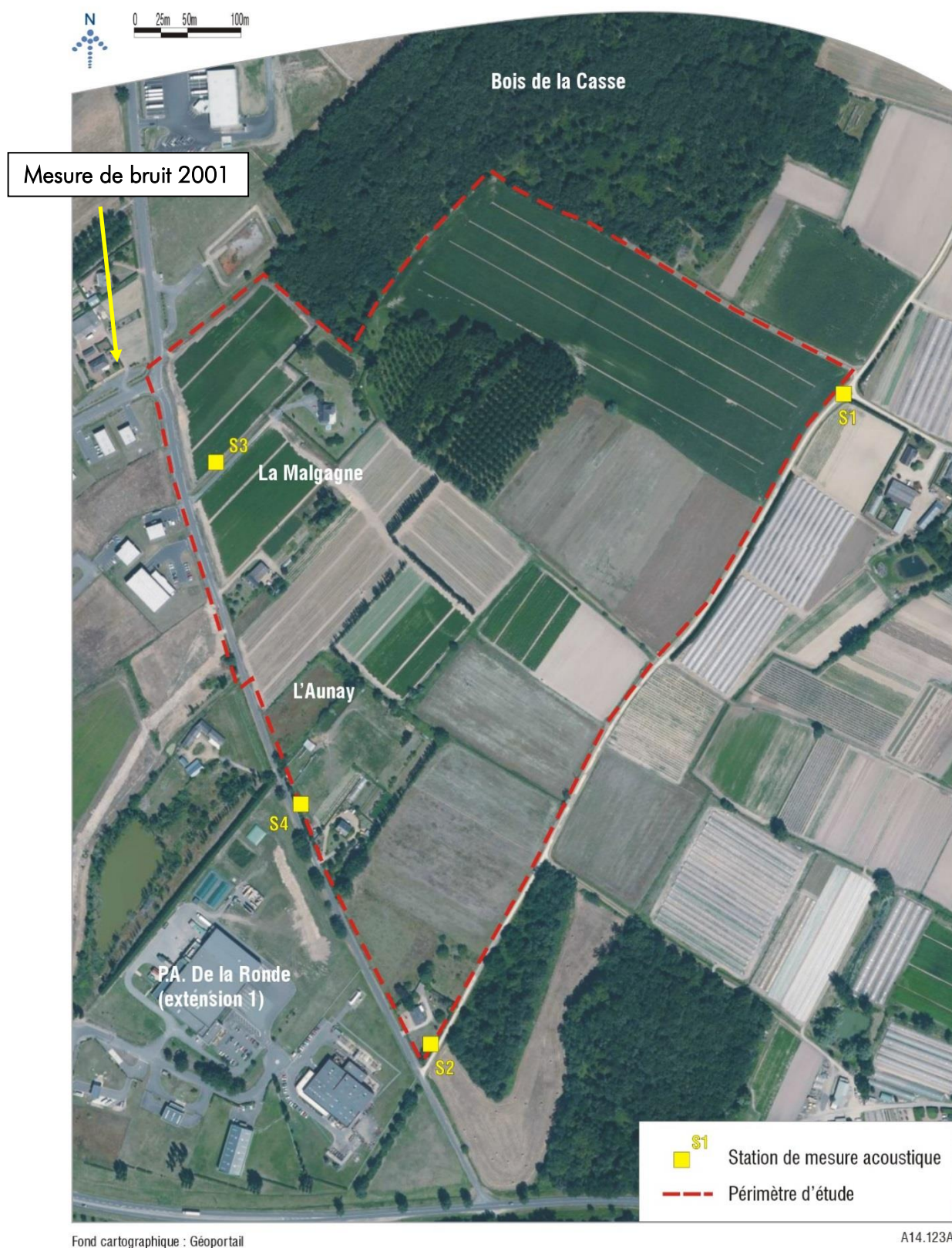
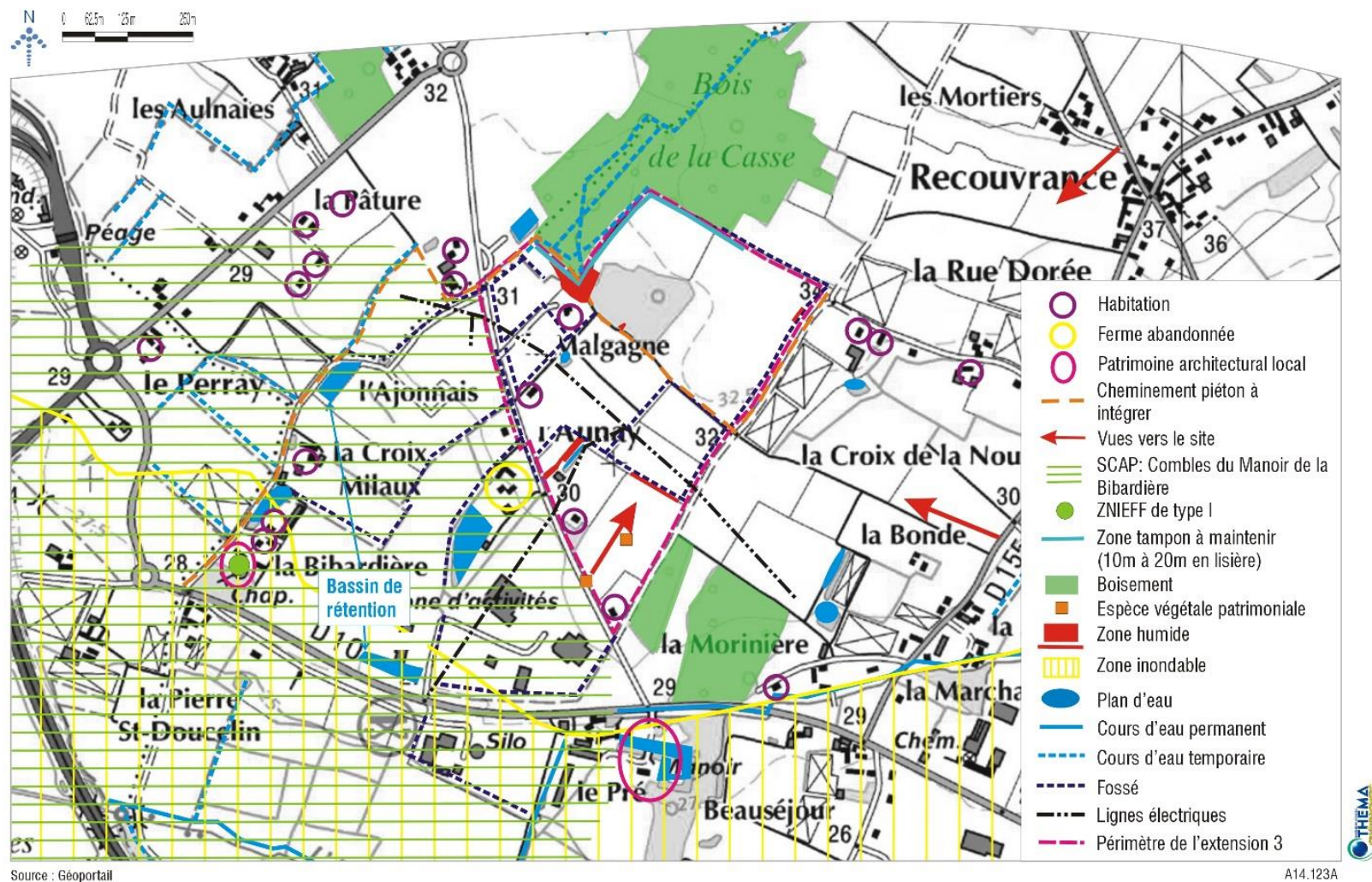


Figure 46 : Localisation des points de mesure acoustique

4.9 SYNTHÈSE DES SENSIBILITÉS ENVIRONNEMENTALES

Sur la base des éléments descriptifs de l'environnement présentés ci-dessus, la carte suivante synthétise les sensibilités environnementales et les contraintes réglementaires dans le secteur étudié et ses environs.

SYNTHÈSE DES SENSIBILITÉS ENVIRONNEMENTALES





LES RAISONS DES CHOIX
RETENUS, LES MOTIFS DE
DE DELIMITATION DES
ZONES ET DES REGLES
QUI Y SONT APPLICABLES

5 LES RAISONS DES CHOIX RETENUS, LES MOTIFS DE DELIMITATION DES ZONES ET DES REGLES QUI Y SONT APPLICABLES

5.1 PLAN LOCAL D'URBANISME EN VIGUEUR

Le P.L.U. d'Allonnes a été approuvé par le Conseil Municipal dans sa séance du 22 décembre 2004. Une révision simplifiée n°1 a été approuvée le 25 avril 2007. La révision simplifiée n°2 en 2009 a concerné la ZAC de la Ronde II.

- **Le projet d'aménagement et de développement durable**

Ce document intègre le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui explique et définit le projet d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

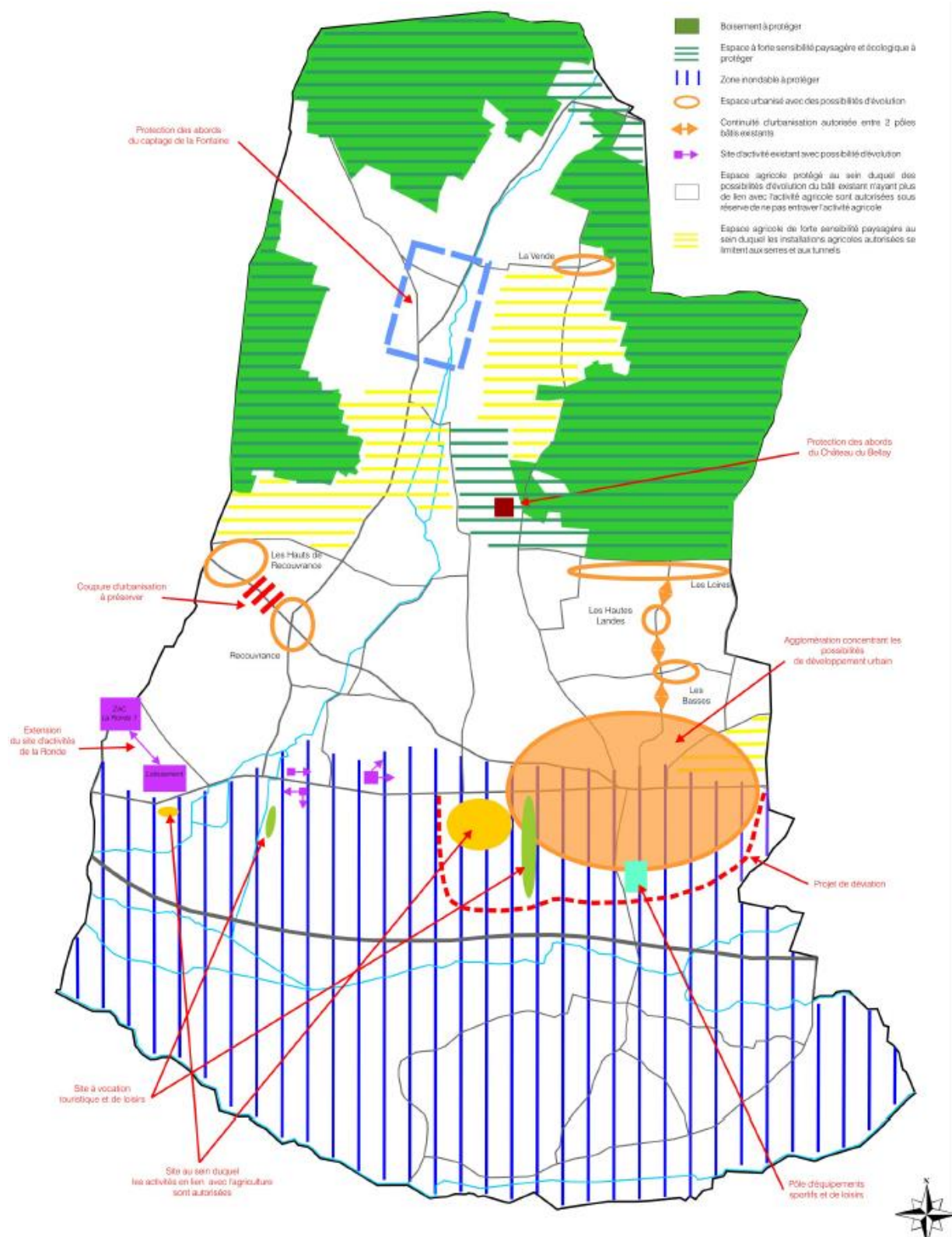
Les principales orientations du PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable) sont regroupées en 5 volets :

- Poursuivre un développement démographique soutenu pour s'affirmer comme pôle urbain intermédiaire au sein du saumurois
 - Privilégier un développement structuré de l'urbanisation sur le Tertre
 - S'engager dans une politique de revitalisation du centre-bourg pour éviter la "fracture" entre le bourg ancien dans la vallée et les extensions urbaines sur la terrasse
 - Accompagner le développement démographique d'une amélioration de l'offre en services et équipements
 - Participer au développement économique du saumurois
- (...)

poursuivre le développement de la zone d'activités Anjou Actiparc La Ronde en réalisant la jonction entre le 1^{er} lotissement d'activités et la ZAC La Ronde 1 ;

- Affirmer la protection de l'espace agricole pour assurer le maintien d'une activité agricole dynamique

Le PADD ne prévoit pas d'extension de la zone d'activités au nord de la rue de l'Aunay.



5.2 EVOLUTIONS ENVISAGEES DU PLU

La procédure porte sur les points suivants :

1. Le classement en sous-secteur AUya (zone naturelle actuellement insuffisamment équipée destinée au développement urbain de la commune à court et moyen terme - zone d'urbanisation future à usage d'activités) au droit de l'emprise de l'extension de terrains classés aujourd'hui en zone agricole

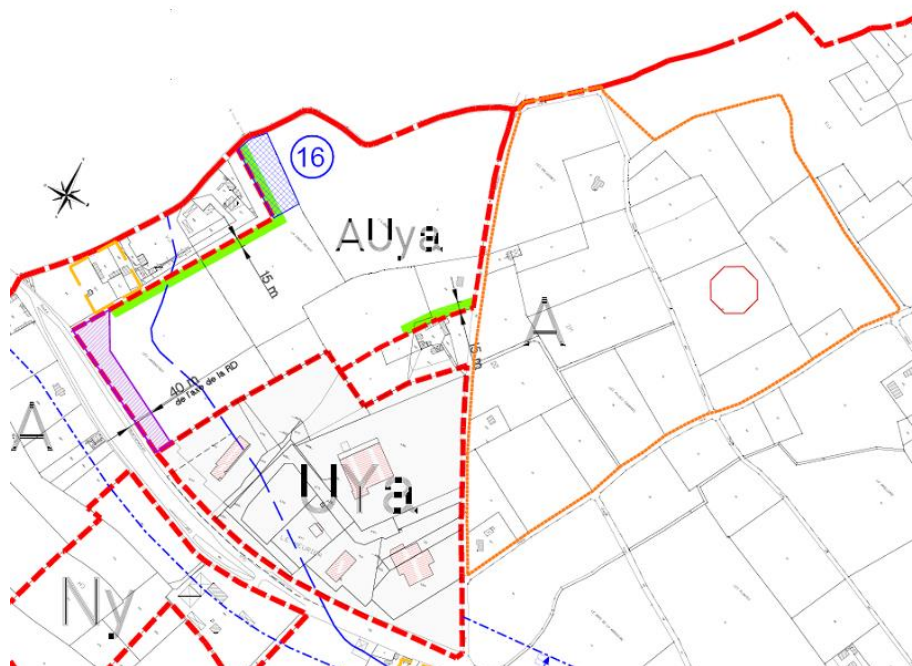


Figure 49 : Règlement graphique actuel

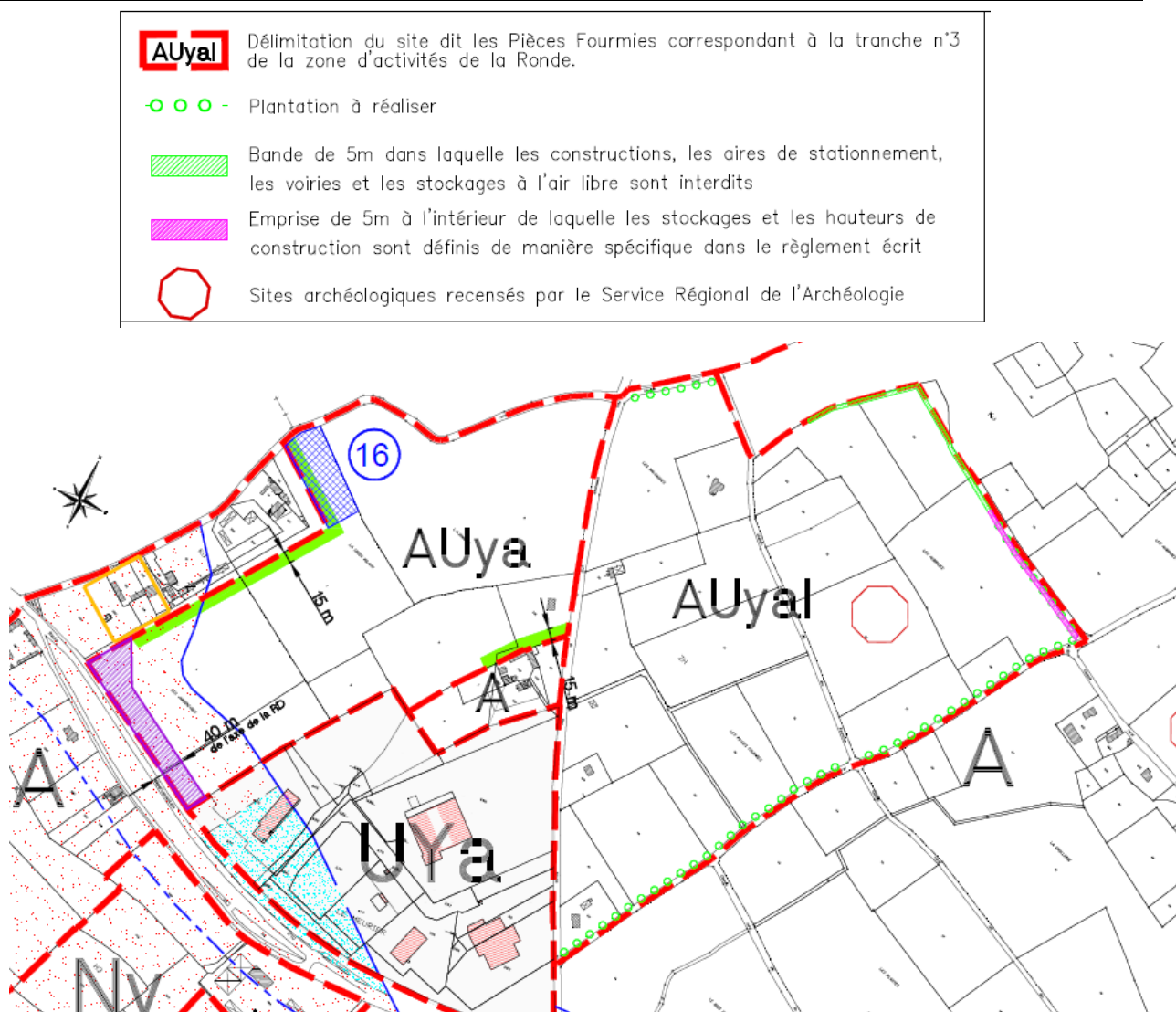


Figure 50 : Règlement graphique : évolution envisagée

Les éléments de justification de l'opération sont exposés au chapitre 2.1.3.

Au regard du rythme de commercialisation observé sur la ZAC 1 et de la nécessité de pouvoir proposer une emprise foncière importante d'un seul tenant sur l'agglomération de Saumur, il apparaît cohérent d'ouvrir à l'urbanisation les 28 hectares de la ZAC 3 en lieu et place des 11 hectares prévus sur la ZAC 2, en vue d'assurer le développement de l'Anjou Actiparc de la Ronde pour les cinq à dix prochaines années.

2. L'adaptation des dispositions réglementaires relatives à cette zone :

Les évolutions portent sur :

- Les implantations des constructions par rapport aux autres voies et emprises publiques
- La modification des hauteurs de construction autorisées dans une bande de 5m de largeur le long des limites séparatives
- Le traitement paysager de la frange agricole
- Le prétraitement des eaux industrielles avant rejet au réseau pluvial

3. L'ajout d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) relative à l'extension de la zone d'activités

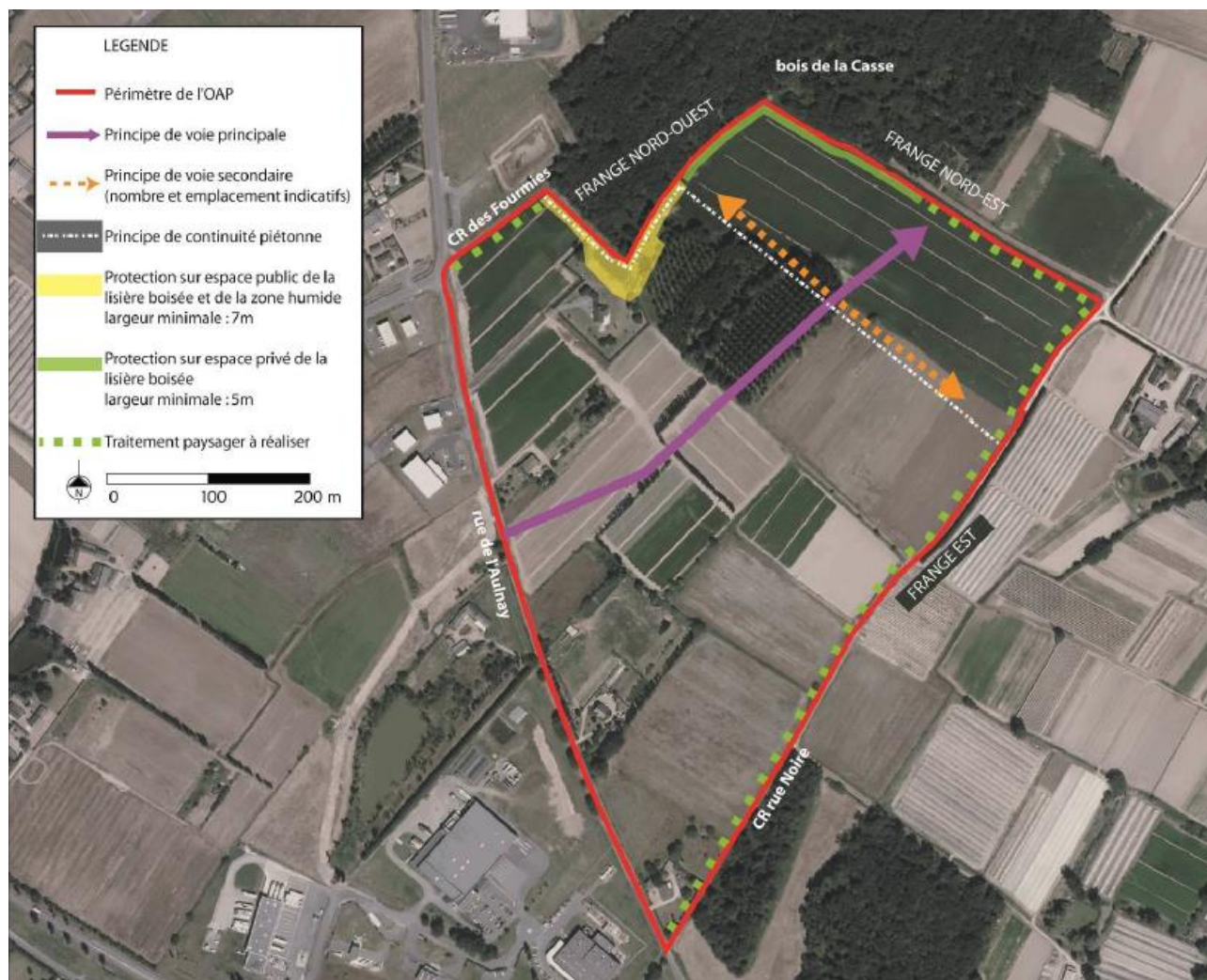


Figure 51 : Orientation d'Aménagement et de Programmation de l'extension de la Ronde 3

4. La modification du PADD

Ceci afin de permettre l'accueil d'activités nécessitant de grandes emprises foncières, en étendant la zone d'activité de la Ronde au-delà de la rue de l'Aunay.

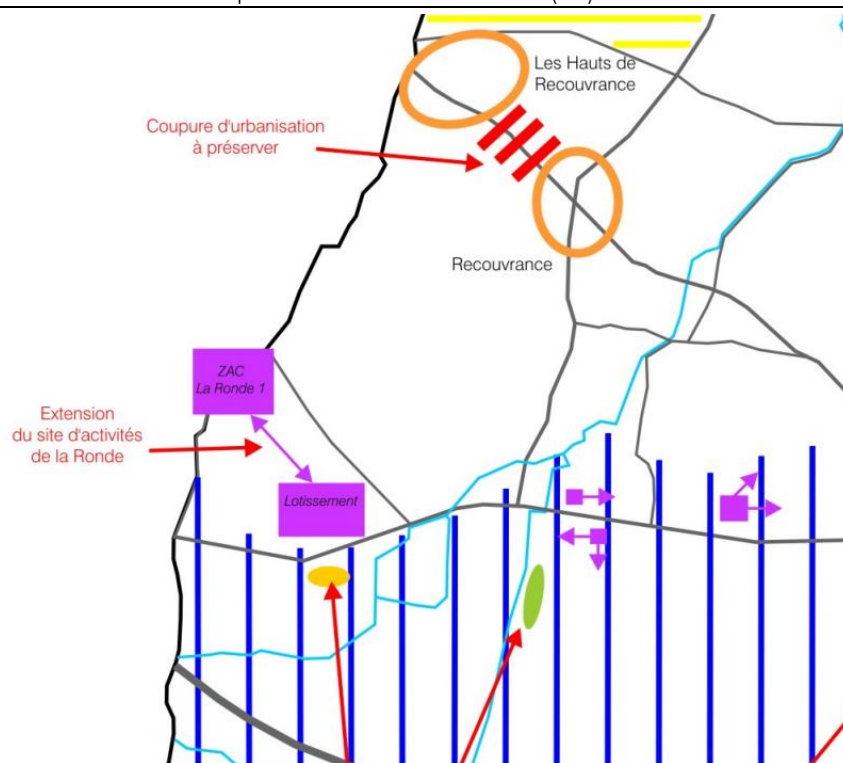


Figure 52 : PADD-- document graphique actuel

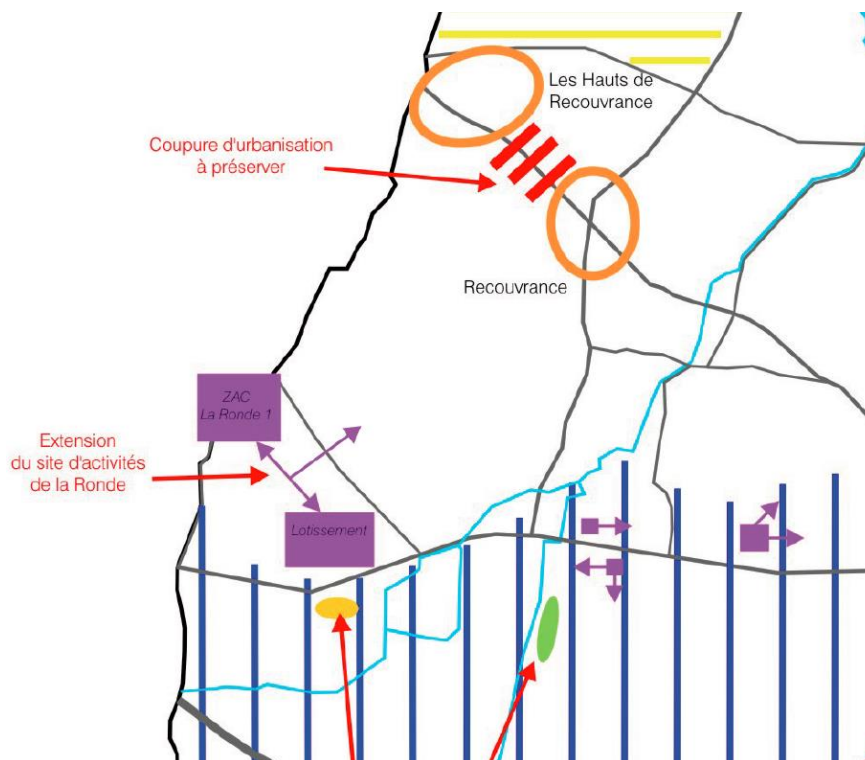


Figure 53 : PADD-- document graphique modifié



ANALYSE DES INCIDENCES
NOTABLES SUR
L'ENVIRONNEMENT DE LA
DECLARATION DE PROJET
VALANT MISE EN
COMPATIBILITE DU PLU ET
MESURES ENVISAGEES
POUR SUPPRIMER,
REDUIRE OU COMPENSER
LES EFFETS SUR
L'ENVIRONNEMENT

6 ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET MESURES ENVISAGEES POUR SUPPRIMER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

L'analyse qui suit porte sur l'analyse des incidences de l'évolution du document d'urbanisme sur l'environnement et la santé humaine et indique les mesures d'évitement, de réduction et, le cas échéant, de compensation mises en œuvre.

6.1 INCIDENCES SUR LE MILIEU PHYSIQUE

6.1.1 Qualité de l'air et climat

☐ Incidences

L'ouverture à l'urbanisation de la ZAC de la Ronde 3 va contribuer à augmenter les rejets de gaz à effet de serre issus du trafic automobile généré par les activités et aux activités en elles-mêmes.

La présence d'industries pouvant émettre des rejets dans l'atmosphère ne peut en effet être exclue compte tenu de la vocation mixte de cette zone, notamment industrielle.

L'impact de la circulation sur la qualité de l'air est notamment conditionné par les conditions de trafic. L'ensemble des déplacements internes à ces deux parties débouchera sur la RD 767, sur un carrefour d'ores et déjà sécurisé (carrefour giratoire), qui supportera néanmoins un trafic supplémentaire. La fluidité des flux sur ce carrefour ne sera pas remise en cause au niveau de cet axe qui supporte un trafic relativement modeste (- de 3000 véh/jour).

La viabilisation de cette nouvelle tranche ne devrait, par contre, pas augmenter le trafic sur la RD 10 de manière significative, car l'autoroute A 85 est parallèle à cet axe. L'augmentation du trafic induit sera donc limitée au trafic de proximité.

Concernant les impacts liés au chauffage, dans la mesure où s'implanteront des constructions neuves, on peut considérer qu'elles bénéficieront d'une conception optimale au niveau de la gestion énergétique et ne constitueront pas une source de dégradation de la qualité de l'air.

Il existe aujourd'hui une alternative à la voiture par les transports en commun mais qui s'avère peu attractive (fréquence très faible).

☐ Mesures

Un certain nombre de mesures allant dans le sens de la lutte contre le changement climatique ne relèvent pas du PLU mais des acquéreurs de lots (conception bioclimatique, choix des sources d'énergie).

Concernant les déplacements doux, l'OAP figure le cheminement doux dans la traversée de l'extension.

Par ailleurs, les dispositions relatives aux plantations (éléments arborés qui tiennent un rôle de fixation des poussières atmosphériques, à réaliser, ne sont pas modifiées (article 13)) :

- Un arbre planté pour 1 000 m² de parcellaire en moyenne
- Un arbre planté et 3 arbustes pour 10 places de stationnement en moyenne

6.1.2 L'espace hydrique

6.1.2.1 Eaux pluviales

☐ Incidences

En l'absence de mesures, les incidences de projets d'urbanisation et/ou d'aménagements sur les milieux récepteurs des eaux pluviales sont négatives et d'ordre quantitatifs et qualitatifs :

- ➔ l'imperméabilisation de surfaces induit une augmentation des débits générés par un événement pluvieux donné et un raccourcissement du temps de réponse (apport « anticipé » des eaux pluviales au milieu récepteur ou au réseau pluvial).

Les conséquences se font alors sentir sur la partie aval des émissaires et/ou des cours d'eau où les phénomènes de débordement peuvent s'amplifier. Un apport supplémentaire et important d'eaux pluviales (sans écrêtement préalable), lié par exemple à une imperméabilisation, peut générer des phénomènes de débordement nouveaux ou aggraver une situation existante, constituant une modification par rapport à l'état actuel.

- ➔ la qualité des eaux des milieux récepteurs peut-être altérée par trois types de pollution (chronique, saisonnière, accidentelle), par les rejets d'eaux pluviales ou d'eaux usées.

Les cours d'eau susceptibles d'être concernés sont en premier lieu l'Autonne qui constitue l'exutoire d'une partie du réseau d'assainissement d'eaux pluviales de la zone d'activités puis l'Authion.

☐ Mesures

Un réseau de collecte des eaux pluviales essentiellement à ciel ouvert sera mis en place. Les eaux pluviales seront acheminées vers des dispositifs de régulation et de traitement de type bassins de rétention enherbé à sec⁵, avec rejet dans le réseau du lotissement de la Ronde 1 ce qui permettra de minimiser les risques d'altération des ressources en eaux souterraines et superficielles. Le traitement des eaux pluviales avant rejet au milieu aquatique est assuré par décantation dans les fossés enherbés maintenus ou recréés sur le site et les bassins de rétention.

⁵ On rappelle que la 2nde et 3^{ème} phase d'aménagement (44 ha) en lien hydraulique avec le lotissement a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation au titre de la loi sur l'eau en date du 20 juillet 2010

Chacun des bassins sera équipé d'un dispositif étanche de stockage de 30 m³ et d'un dispositif de confinement : vanne d'isolement en sortie et by-pass.

Plusieurs dispositions réglementaires, visent à réduire autant que possible l'imperméabilisation :

- Article AU9 : l'emprise au sol des constructions est limitée à 60% de la surface du terrain.
- Article AU13 : Les surfaces réservées aux espaces verts et plantations doivent représenter 10% au moins de la superficie de la parcelle.

Le règlement précise que :

Dans le secteur AUya, le constructeur doit réaliser les aménagements permettant de limiter l'imperméabilisation des sols et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales, conformément aux prescriptions applicables à la zone (cf. autorisation Loi sur l'eau⁶), et nonobstant les obligations légales applicables à la construction ou l'installation autorisée.

Ces différentes dispositions réglementaires ne sont pas modifiées.

Il est rajouté à la suite du paragraphe précédent :

« Les rejets industriels devront avoir fait l'objet d'un prétraitement avant rejet au réseau pluvial conformément à la réglementation en vigueur ».

6.1.2.2 Eaux usées

☐ Incidences

L'implantation de nouvelles entreprises dans le périmètre de l'extension va induire la production supplémentaire d'eaux usées dans un secteur non desservi par le réseau d'assainissement collectif.

Elles devront mettre en place des dispositifs d'assainissement non collectif qui chacun en soi induisent des risques pour les ressources superficielles et/ou souterraines. Il peut être considéré que ces installations seront neuves et de qualité, ce qui réduit d'autant les risques pour la santé et/ou pour l'environnement.

☐ Mesures

Le règlement (article AU 4) indique que :

Dans le sous-secteur AUya, en l'absence de réseau collectif de collecte des eaux usées, chaque construction ou installation doit être raccordée à un système permanent d'assainissement, individuel ou semi collectif, conforme aux règlements en vigueur, notamment la loi sur l'eau de 1992.

La filière d'assainissement, tant par ses caractéristiques que par son dimensionnement, doit être adaptée aux besoins de l'utilisateur et déterminée par une étude de filière individuelle selon les réglementations en vigueur.

⁶ mise en place d'un dispositif intermédiaire avant raccordement au réseau, pour traiter à la parcelle le volume supplémentaire généré en cas de coefficient d'imperméabilisation supérieur à 0,5.

a minima en l'absence d'obligations réglementaires, l'acquéreur devra installer un ouvrage de traitement des hydrocarbures en aval de ses voiries et plate-formes de stationnement.

6.1.2.3 Ressource en eau potable

☐ Incidences

L'extension de la ZA de la Ronde va entraîner un accroissement progressif des consommations d'eau potable qui provient de la nappe du Turonien du champ captant de la Fontaine.

La consommation d'eau dépendra du nombre et du type d'entreprises qui s'implanteront sur le site, éléments non encore connus à ce stade.

Les annexes sanitaires du PLU indiquent que la capacité réelle de pompage des 3 ouvrages du champ captant peut être estimée à 200 m³/h pour un volume quotidien variant de 2 400 m³ en période de pointe à une moyenne de 1 000 m³. Les besoins quantitatifs apparaissent donc pouvoir être assurés par cette ressource.

Pour assurer la sécurisation de l'alimentation, le schéma directeur départemental « alimentation en eau potable » actualisé en 2013 indique qu'une interconnexion avec le SIMAEP de Blou pourrait être envisagée.

L'évolution du PLU n'induit pas d'aggravation des risques de contamination du champ captant de la Fontaine, **situé à un peu plus de 3 km au nord-est du site d'étude.**

Le site ne présente en effet pas de lien hydraulique avec celui-ci ou d'autres ouvrages plus éloignés et n'interfère pas avec les périmètres de protection établis autour de ces ouvrages. Les sols présentent par ailleurs une faible perméabilité sur le site ce qui limite les risques de contamination des nappes superficielles ou plus profondes.

☐ Mesures

Le règlement du PLU (article AU 4) indique que « *dans le secteur AUy, une disconnection totale entre le réseau d'eau du process industriel et le réseau d'eau potable doit être installée, en application de l'article 16-3 du règlement sanitaire départemental. Le dispositif de disconnection sera hydraulique à zone de pression réduite contrôlable* ».

6.2 INCIDENCES AU REGARD DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

6.2.1 Les risques naturels

☐ Incidences

- Les risques d'inondation

Le site de l'extension de la ZA de la Ronde est localisé en dehors de toute **zone inondable** (PPRI en vigueur et PPRI en cours de révision).

Les évolutions du PLU n'induisent donc pas d'accroissement des populations ou des biens/équipements au risque inondation par débordement de cours d'eau.

Bien que le secteur de l'extension soit considéré comme peu sensible au risque **d'inondation par remontée de nappe** (voir chapitre 4.1.3.2), ce risque ne peut être exclu aux vues de l'étude géotechnique (venues d'eau à faible profondeur).

- Les risques mouvement de terrain

Concernant le risque de **mouvement de terrain consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols**, le site de l'extension est caractérisé par un aléa faible. L'évolution du PLU n'induit donc pas en théorie d'accroissement des populations ou de biens exposés à ce type de risque.

Il en est de même pour les risques liés aux cavités (aucune recensée sur le site).

- Feu de forêt

L'extension de l'urbanisation en bordure d'un boisement accroît en théorie le risque « feu de forêt ».

☐ Mesures

Les mesures relèvent plus des informations portées aux acquéreurs dans les cahiers des charges de cession des terrains ; ceux-ci préciseront que :

- le classement en zone de sismicité 2 implique **la prise en considération de règles de construction parasismiques pour les futures constructions** (point également rajouté dans le chapeau du règlement de la zone AU modifié).
- les constructeurs sont tenus de respecter des normes de construction pour tenir compte des **risques remontée de nappe et du risque de mouvement de terrain consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols**. Ils seront tenus de faire réaliser une étude géotechnique permettant de préciser ces points.

La marge de recul de 5 m minimum figurant dans l'OAP en lisière du boisement constitue une mesure de réduction du risque feux de forêt.

6.2.2 Les risques industriels et technologiques

☐ Incidences

L'extension de la ZAC peut potentiellement accueillir des établissements susceptibles d'induire des risques industriels, et induire une augmentation des risques inhérents aux transports de matières dangereuses par voie routière en particulier sur la RD 767, la VC 13 et au sein des voiries internes à l'extension de la ZAC.

Les populations potentiellement exposées au risque industriel sont très faibles. Excepté une seule habitation qui sera conservée dans l'emprise de la ZAC, les habitations les plus proches sont localisées à distance (plus de 200 m) du site de l'extension.

La sécurisation des accès (giratoire RD 767/VC 13) conjuguée à une vitesse de circulation modérée au sein de la ZAC constituent des mesures de réduction de la potentialité d'un incident / accident lié au risque TMD. Précisons que la probabilité d'un accident avec déversement reste toujours très faible.

☐ Mesures

L'évolution du PLU ne contient pas de mesure particulière sur ce point qui relève de l'obligation de réaliser une étude d'impact et une étude de danger pour les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation et qui sont les plus susceptibles d'induire de tels risques.

6.3 INCIDENCES SUR LE CADRE BIOLOGIQUE

☐ Incidences

Le site de l'extension n'est concerné par aucun site inventorié ou protégé pour sa richesse écologique, faunistique ou floristique.

Il ne renferme par ailleurs aucun espace boisé classé et élément d'intérêt paysager classé au titre de l'article L151-23 (ex article L.123.1.5.III.2) du Code de l'Urbanisme.

Le projet amène le secteur à s'affirmer comme un espace d'activités, ce qui suppose des changements quant aux espèces présentes. L'aménagement du site ne portera atteinte à aucune espèce végétale protégée.

Les investigations de terrain réalisées sur le site et ses abords ont montré que celui-ci présentait peu de sensibilité écologique s'agissant des habitats naturels de manière intrinsèque et des espèces végétales qui les composent.

La présence du perce-neige, espèce patrimoniale observée en limite du site en bordure de fossé bordant la rue de l'Aunay n'est pas remise en cause puisqu'un accotement paysager intégrant noue ou fossé sera réalisé sur cette section.

Les enjeux écologiques ont été identifiés au niveau de la lisière du bois de la Casse, où le maintien d'une lisière de qualité sera favorable aux reptiles, chiroptères et à l'entomofaune.

Par ailleurs près de 85% de la surface (environ 4000 m² au total) de zones humides recensées sur le site seront préservées dans le cadre de l'aménagement.

La zone humide principale bordant le bois de la Casse sera préservée (largeur d'environ 25 m par rapport au bois).

Les zones humides affectées sont principalement localisées au niveau de fossés qui traversent le site et traduisent une difficulté d'évacuation des eaux du fait de faibles pentes.

L'impact est à relativiser dans la mesure où des noues et fossés à ciel ouvert seront aménagés dans le site de l'extension du parc d'activités ; ils seront à leur tour colonisés par les espèces hygrophiles observées actuellement dans certains linéaires de fossés amenés à disparaître sur le site.

Les impacts directs sur la faune seront également limités. Seul le cortège d'oiseaux des milieux ouverts risque de ne plus fréquenter le site, sans pour autant remettre les statuts de conservation des espèces évincées en cause.

Le site n'est pas localisé au sein de réservoirs ou de corridors importants pour la faune. Le projet ne générera pas de morcellement des milieux ou de coupure d'axes de déplacements de la faune (amphibiens, avifaune, chiroptères), dans la mesure où ce boisement ne sera pas impacté par le projet et d'autant plus avec l'adoption d'une marge de 5 m minimum de recul entre la limite du bois en tant que tel et tout aménagement. Cette bande de 5m est en partie comprise dans les terrains cessibles (partie nord).

Les impacts indirects potentiels sont relatifs au dérangement des populations animales des milieux environnants (notamment le boisement) par les futures activités et des nuisances induites (impact visuel, sonore, pollution lumineuse,...) et à une altération potentielle de la qualité des eaux des cours d'eau récepteurs des rejets d'eaux pluviales.

Mesures

L'OAP fait clairement ressortir :

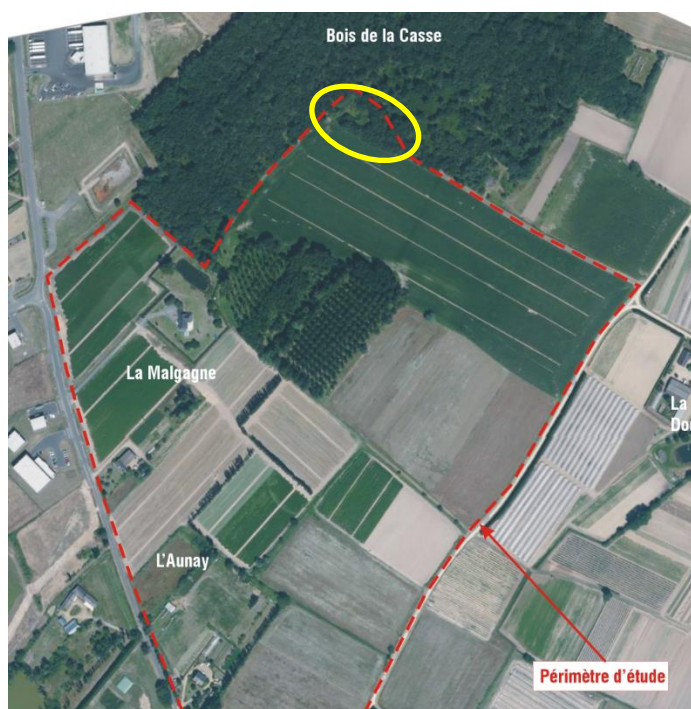
- la préservation de la zone humide bordant le bois de la Casse (largeur d'environ 25 m par rapport au bois)
- le maintien d'une bande d'au moins 5 m non constructible au niveau de la lisière de ce bois. Cette bande de protection est favorable à la continuité des circulations écologiques. Un linéaire de fossé/noues de largeur et profondeur variables sera aménagé dans cette bande non constructible par rapport au bois dans le prolongement de la zone humide existante (au niveau des espaces publics). Une gestion extensive pourra être mise en œuvre au sein des espaces publics. Des recommandations seront communiquées aux acquéreurs pour un maintien a minima en espace prairial au niveau de la bande en lisière
- Une haie bocagère à planter à l'interface avec les parcelles agricoles sur les franges sud-est, nord-est et nord-ouest du site.

Le règlement graphique identifie également, au niveau des espaces privés, la lisière à protéger et les plantations à réaliser sur les franges.

En bordure du chemin des Fourmies, cette plantation sera favorable aux déplacements des espèces fréquentant le Bois de la Casse.

La prise en compte de cette interface permet de conserver la biodiversité et maintenir la capacité de circulation et de dispersion des espèces végétales et animales.

La délimitation de la zone à urbaniser exclut une zone de fourrés, favorable à diverses populations animales, bordant le bois de la Casse.



On rappelle que le règlement du PLU (article AU 13 renferme différentes mesures réglementaires (plantations d'arbres et d'arbustes en fonction des surfaces) qui vont dans le sens de favoriser la biodiversité dans les zones urbaines.

Il précise que « *Les plantes arbustives, arbres de haute et moyenne venue doivent être choisis parmi les espèces dominantes en Anjou. En particulier, les peupliers, thuya, cupressus, cupressocyparis sont interdits.* »

Les impacts potentiels indirects relèvent du respect des dispositions réglementaires non fixées par le PLU en terme de nuisances sonores et de pollution lumineuse.

6.4 INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000

Pour rappel, les sites Natura 2000 les plus proches du site de l'extension de la ZA de la Ronde sont les suivants :

- la Zone de Protection Spéciale (ZPS) n°FR2410016 – Lac de Rillé et forêts voisines d'Anjou et de Touraine, située à 900m au nord
- le SIC et la ZPS « Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau » sont quant à eux plus éloignés à environ 6km au sud.

On se reportera à la présentation des sites Natura 2000 figurant dans l'analyse de l'état initial de l'environnement (chapitre 4.3.4.4).

L'analyse de l'incidence du projet sur les sites Natura 2000 se base sur les éléments de description élaborés lors de la réalisation des DOCOB, ainsi que sur les données naturalistes récoltées par ailleurs par THEMA Environnement sur le secteur d'étude.

6.4.1 Impacts directs sur les sites Natura 2000

Les impacts directs de l'évolution du PLU sur les sites Natura 2000 considérés sont liés à une éventuelle destruction d'habitats ou d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire situés sur les sites Natura 2000 en eux-mêmes.

Aucun impact direct sur les sites Natura 2000 n'est à attendre aux vues des distances séparant le site de l'extension des sites Natura 2000.

Aucun milieu d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site Natura 2000 n'est par ailleurs présent dans le périmètre de l'extension de la ZA de la Ronde 3.

Pour ce qui est des espèces du site Natura 2000 « Lac de Rillé et forêts voisines d'Anjou et de Touraine », l'Alouette lulu (*Lullula arborea*) a été la seule de l'annexe I à être recensée au sein du périmètre de l'extension de la ZA de la Ronde 3. Pour cette espèce, le secteur d'étude ne constitue pas un site de reproduction (uniquement observée en période hivernale et de passage). Le projet d'extension de la ZA de la Ronde 3 ne remettra pas en cause l'état de conservation de cette espèce.

Les secteurs importants vis-à-vis des espèces d'oiseaux communautaires de la ZPS « Lac de Rillé et forêts voisines de Touraine », ne sont pas remis en cause par l'évolution du PLU d'Allonnes, en particulier les espaces forestiers constituant l'habitat d'espèces d'intérêt communautaire tels la Bondrée apivore, le Pic noir, le Milan noir... ou des milieux connexes (landes, jeunes plantations) intéressants pour la Fauvette pitchou, l'Engoulevent d'Europe...

Hormis l'avifaune, le Grand Murin (*Myotis myotis*), espèce de l'annexe II de la Directive Habitats-Faune-Flore ayant participé à la désignation du site d'intérêt communautaire (SIC) « Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau », a été recensé en marge du périmètre de l'extension de la ZA de la Ronde 3.

Une colonie de reproduction de cette espèce est connue au Manoir de la Bibardière et les marges boisées du périmètre de l'extension sont concernées par des individus en transit qui doivent rejoindre leurs zones de chasse. L'absence d'impact sur les boisements de feuillus et l'attention portée aux lisières forestières dans le cadre de l'extension de la ZA de la Ronde 3 sont deux éléments qui permettent d'estimer que l'état de conservation du Grand Murin ne sera pas remis en cause.

En conséquence, les impacts de l'évolution du PLU dans ce secteur peuvent être considérés comme négligeables sur des habitats d'espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire du site « Lac de Rillé et forêts voisines d'Anjou et de Touraine » et sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire ayant justifié le site « Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau ».

6.4.2 Impacts indirects sur les sites Natura 2000

Les impacts indirects de l'ouverture à l'urbanisation de la ZA de la Ronde 3 sur les sites Natura 2000 analysés sont liés :

- à la destruction de milieux situés en dehors des sites N2000 mais susceptibles d'être fréquentés par des espèces ayant justifié la désignation du site, ainsi qu'au dérangement d'espèces d'intérêt communautaire,
- à la dégradation indirecte d'habitats ou d'habitats d'espèces des sites N2000 en lien avec les rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées.

6.4.2.1 Destruction de milieux susceptibles d'être fréquentés par des espèces d'intérêt communautaire/dérangement d'espèces

Cet impact potentiel concerne les espèces du SIC et des deux ZPS susceptibles de se déplacer vers les secteurs ouverts à l'urbanisation.

Le site ouvert à l'urbanisation ne renferme pas de milieux aquatiques ou humides en mesure d'accueillir les espèces d'intérêt communautaire inféodées à ce type de milieux au sein du site Natura 2000 « Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau ». Les espèces d'intérêt communautaire sont pour la grande majorité d'entre elles inféodées aux milieux humides caractéristiques de la vallée de la Loire ou aux milieux connexes associés (vieux arbres, annexes hydrauliques et contexte bocager).

De la même manière, la quasi-totalité des oiseaux ayant justifié la désignation de la ZPS sont des espèces inféodées aux milieux humides de la vallée de la Loire.

Pour la ZPS « Lac de Rillé et forêts voisines d'Anjou et de Touraine », le site ouvert à l'urbanisation ne renferme pas de milieux boisés et/ou pré-forestiers favorable à la majeure partie des espèces d'intérêt communautaire inféodées aux oiseaux.

6.4.2.2 Dégradation indirecte d'habitats d'espèces

L'analyse porte sur la dégradation indirecte d'habitats d'espèces des sites Natura 2000 du fait d'une altération des eaux liées à des rejets d'eaux pluviales et/ou d'eaux usées.

Les risques apparaissent dans le cas présent limités :

- le secteur ouvert à l'urbanisation générera des écoulements d'eaux pluviales supplémentaires (nouvelles surfaces imperméabilisées) vers le milieu récepteur (fossé et ruisseau de l'Autonne en lien avec l'Authion), susceptibles, sur un plan qualitatif, de dégrader les habitats ou habitats d'espèces des sites Natura 2000 présents en aval hydraulique (vallée de la Loire) ; des dispositifs de traitement des eaux pluviales essentiellement à ciel ouvert (fossés/noues, bassins de rétention, dispositifs de confinement des pollutions accidentelles, prétraitement des eaux industrielles si besoin au sein des lots) permettant d'éviter toute altération de la qualité des eaux seront par ailleurs mis en place. Le projet n'a pas ailleurs aucun lien hydraulique avec la ZPS « Lac de Rillé et forêts voisines de Touraine ».

- pour les eaux usées, en l'absence de réseau d'assainissement collectif, les entreprises devront se doter de filières d'assainissement conformes à la réglementation en vigueur. Les risques de dégradation des ressources en eau apparaissent limités

L'évolution du PLU n'induit donc pas de dégradation indirecte par les rejets d'eaux pluviales et/ou d'eaux usées des habitats ou habitats d'espèces des sites Natura 2000.

6.4.3 Conclusion

Aux vues de ces différents points, des caractéristiques du site dans lequel il s'inscrit et de son éloignement du site Natura 2000 de la Loire, le projet d'extension de la ZA de la Ronde 3 ne présente aucun impact sur ces sites Natura 2000 ainsi que sur les différentes espèces d'intérêt communautaire ayant justifié sa désignation.

Aucune mesure spécifique relative à la préservation du réseau Natura 2000 n'est donc à mettre en œuvre.

6.5 INCIDENCES SUR LE CADRE PAYSAGER ET PATRIMONIAL

6.5.1 Paysage

☐ Incidences

L'évolution du PLU induit des conséquences au niveau du site de l'extension :

- des composantes paysagères du site lui-même,
- des perceptions internes et externes qui en découlent.

L'élément majeur est ici l'accroissement des surfaces artificialisées au détriment d'espaces dont la vocation actuelle est essentiellement agricole dans un contexte assez ouvert.

Les effets sur les composantes paysagères sont donc liés de façon prépondérante au changement de vocation de cet espace, avec les différents attributs que cela comporte :

- construction de bâtiments d'activités,
- voirie, équipements divers (parkings, éclairage public, mobilier urbain...),
- bassins de rétention, plantations d'arbres,...

L'évolution de la **composante « bâtie »** sera essentiellement liée à la construction de bâtiments d'activités, qui induiront l'apparition de nouveaux volumes dans le paysage. L'impact visuel sera fonction de leurs caractéristiques dimensionnelles (notamment de leur emprise et de leur hauteur qui pourront être importantes) et de leur positionnement dans le site.

La sensibilité paysagère est liée aux covisibilités avec les abords du secteur de Recouvrance au nord. Un autre enjeu se situe principalement dans la qualification de la façade de l'opération sur la rue de l'Aulnay.

L'incidence paysagère dépendra largement des entreprises qui s'y installeront et de la qualité architecturale des constructions, éléments non encore connus lors de la rédaction du présent dossier.

On rappellera que le site de l'extension est localisé hors de la zone tampon du Val de Loire inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

☐ Mesures

Au regard de la diversité potentielle de la taille des parcelles susceptible d'induire des contrastes conséquents dans le gabarit des constructions s'implantant sur ces parcelles, une disposition visant à limiter à 8 m la hauteur des constructions dans une bande de 5m de largeur le long des limites séparatives a été intégrée au règlement.

Par ailleurs, pour maîtriser l'interface avec la frange agricole au nord-est et atténuer les covisibilités avec le secteur de Recouvrance, une bande de 5m de largeur intégrant la plantation d'une haie bocagère figure au règlement graphique (plan de zonage) et dans l'OAP. Les dispositions réglementaires y interdisent le stockage à l'air libre et limitent la hauteur de construction à 5m.

Diverses dispositions règlementaires du PLU sont maintenues telles quelles.

Art AU 11 : Aspect extérieur

Des prescriptions sont relatives aux formes et façades, aux matériaux et finitions, aux toitures matériaux, aux publicités et enseignes et aux clôtures.

Ces dernières :

1. *sur voie publique :*

a) *Elles seront constituées d'un grillage dont la hauteur sera limitée à 2 mètres, complétée par une plantation arbustive en pied.*

....

2. *En limite séparative, la clôture sera constituée d'un grillage d'une hauteur maximale de 2 mètres. Elle pourra être doublée d'une plantation arbustive de même hauteur.*

Art AU 13 : Espaces libres et plantations

Voir précédemment

Enfin, le cahier des prescriptions, architecturales urbanistiques, environnementales et paysagères de la ZAC précisera les "règles du jeu" des implantations, de la disposition et de l'ordonnancement des bâtiments, des espaces paysagers et des aires de stationnements dans l'aménagement des lots, ainsi que de la volumétrie et de la hauteur des constructions, comme de la signalétique des installations.

6.5.2 Patrimoine culturel et historique

☐ Incidences

Le site de l'extension n'est concerné par aucun périmètre de protection de monument historique (au sens du Code du patrimoine), par aucun site classé ou inscrit (au sens du Code de l'environnement) ni par aucune Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) ou Aire de Mise en Valeur du Patrimoine (AVAP).

Un site archéologique est recensé dans ce périmètre (vestiges gallo-romains).

☐ Mesures

Aucune mesure spécifique n'est mise en œuvre.

Les dispositions générales du règlement du PLU rappellent la réglementation concernant les vestiges archéologiques.

6.6 IMPACTS SUR LE CADRE SOCIO-ECONOMIQUE

6.6.1 Impacts sur le bâti

☐ Incidences

L'extension de la zone d'activité induit la suppression de trois des quatre habitations présentes dans l'emprise afin d'éviter autant que possible les conflits d'usage.

☐ Mesures

Dans le cadre de la procédure de DUP réserve foncière, la Sodemel s'est engagée à indemniser les propriétaires et exploitants agricoles concernés. La Sodemel, sur les terrains dont elle est propriétaire, a consenti aux exploitants des conventions d'exploitation précaires et gratuites.

6.6.2 Impacts agricoles

☐ Incidences

L'ouverture à l'urbanisation de l'extension impactera des espaces agricoles.

Le périmètre de la ZAC 3 représente une surface de 28 hectares, dont 18,7 ha étaient inscrits au registre parcellaire agricole en 2012.

Le tableau suivant synthétise les impacts pour les différentes exploitations (source : dossier de demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée en l'absence de SCOT applicable)

Exploitation	Surface agricole utile de l'exploitation	Nature de l'activité principale	Emprise exploitée affectée par le projet	Observations
EARL LOIRE VALLEES	> 200 ha	maraîchage	6,8 ha (3,4%)	Totalité de l'emprise mise à disposition par la SODEMEL dans le cadre d'une convention d'occupation précaire et gratuite Impact effectif (hors terrains mis à disposition) = 0%
Christian FOUGEAU	50 ha environ	Polyculture	5,4 ha (10,8%)	Sur les 5,4 ha, 2,3 sont mis à disposition par la SODEMEL dans le cadre d'une convention d'occupation précaire gratuite Impact effectif (hors terrains mis à disposition) = 3,1 ha (6,2%) Cessation d'activité de M. FOUGEAU programmée fin 2016.
GAEC DE L'AUTOMNE	210 ha environ	Production laitière	7,2 ha (3,4%)	Sur les 7,2 ha, 2,8 ha sont mis à disposition par la SODEMEL dans le cadre d'une convention d'occupation précaire et gratuite Impact effectif (hors terrains mis à disposition) = 4,4 ha (2,1%)
Marcel MABILEAU	11 ha environ	Maraîchage	1,3 ha (11,8%)	

Les enjeux agricoles paraissent modestes car impactant principalement une exploitation en toute fin de carrière et des structures de taille importante, implantées à distance du site de la Ronde.

Les terres concernées par le projet ne constituent par ailleurs pas les meilleures terres sur la commune en terme de valeur agronomique et ne sont, de fait, pas les terres prioritaires pour leur valorisation agricole après départ en retraite des exploitants actuels. C'est pourquoi, aucune compensation particulière n'est envisagée sur ce secteur.

De plus, deux des trois exploitations concernées par le projet sont des structures importantes implantées à distance du site de la Ronde. Elles seront donc peu impactées par cette perte en terme de surface.

Concernant l'exploitation de M. MABILEAU, le prélèvement sera compensé par la récupération de terres libérées par des exploitants partant à la retraite sans successeur (2 ha à reprendre actuellement, dispersion prochaine des terres de M. FOUGEAU, reprise d'ici 1 an ou deux des terres de son oncle dont l'épouse poursuit actuellement l'exploitation avec entraide de son neveu).

En terme d'impacts positifs, la Zone d'activités de la Ronde a permis, ces dernières années, l'implantation de plusieurs activités industrielles liées à l'activité agricole (notamment Fleuron d'Anjou, Terrena, Transcosatal (transporteur dédié au maraîchage et à l'horticulture),...)

Ces installations montrent que l'extension de la zone d'activités pourrait profiter au dynamisme de l'activité agricole dans le secteur.

☐ **Mesures**

Dans le cadre de la procédure de DUP réserve foncière, la SODEMEL a indemnisé les exploitants agricoles pour se rendre propriétaire des terrains concernés.

Les orientations d'aménagements de la zone, puis leur déclinaison favoriseront une utilisation économe de l'espace, par :

- la prévision d'une découpe des lots à la demande, au plus proche des besoins des entreprises qui s'installeront ;
- la réalisation d'un règlement adapté pour l'optimisation du foncier et la densification : autorisation de l'implantation du bâti en limite séparative.

6.6.3 Incidences sur les activités (hors activité agricole)

☐ **Incidences**

L'agglomération de Saumur est le pôle de développement principal du Grand Saumurois dont le poids doit être conforté.

Le dynamisme économique du Grand Saumurois se caractérise par un tissu de PME leader dans leur domaine et dans des domaines variés, offrant des produits de haute technologie. Malgré la crise, l'agglomération de Saumur Loire Développement a pu se targuer de compter sur son territoire des entreprises qui se sont activées et qui ont innové pour rester dans une dynamique de développement. Elle a maintenu et conforté ce dynamisme par son engagement dans un vaste programme d'aménagement et d'acquisitions foncières et immobilières pour aider à l'implantation, et à l'accueil d'entreprises.

Le projet de viabilisation de la Zone d'Activités de la Ronde 3, projet en continuité des efforts de la collectivité portés sur la remise sur le marché de locaux d'activités, viendra compléter l'offre foncière à haut niveau de services (desserte autoroutière, desserte numérique), en proposant des parcelles de surfaces plus importantes que sur les petites zones artisanales (surface supérieure à 5 ha d'un seul tenant). **De ce fait, ce projet participera au dynamisme économique du Saumurois.**

La commune d'Allonnes constitue un pôle d'emploi important à l'échelle du Grand Saumurois. Avec une concentration d'emploi de 83%, la commune a essuyé une baisse conjoncturelle du nombre d'emploi depuis 2008. Ces dernières années sont toutefois marquées par une légère reprise (augmentation de la création d'activités), que la collectivité souhaite encourager par la constitution d'une offre économique nouvelle.

Le nombre d'emplois sur le territoire d'Allonnes va vraisemblablement augmenter de par la création de la ZA de la Ronde 3. Sur la base de 15 emplois/ha commercialisés (moyenne au sein des Anjou Actiparc – source : Anjou, terre d'avenir pour l'industrie – Mars 2014 – CG 49 – Comité d'expansion économique) et de 23 ha cessibles, le nombre d'emplois créé peut être estimé à environ 350.

En augmentant le nombre d'emplois sur la commune, l'attractivité démographique pourrait elle aussi augmenter. L'arrivée de nouveaux actifs sur la commune d'Allonnes favorisera l'amélioration de la chalandise des commerces locaux et participera à leur maintien.

☐ Mesures

Aucune mesure n'est à mettre en œuvre.

6.7 INCIDENCES SUR LES INFRASTRUCTURES ET LES DEPLACEMENTS

6.7.1 Incidences sur les trafics

☐ Incidences

L'ouverture à l'urbanisation de l'extension de la ZA de la Ronde entraînera un accroissement des trafics sur les voies menant au site et notamment sur la RD 767 et la section de VC 13 compris entre la RD 767 et l'accès au site de l'extension de la ZA.

Plusieurs types de trafics sont à attendre suite à l'aménagement de la zone liés :

- au trafic engendré par les activités qui viendront s'implanter sur la zone,
- au trafic engendré par les trajets des salariés qui travailleront sur la zone entre leur domicile et leur lieu de travail.

Les trafics induits sont d'une approche délicate étant fortement corrélés à la nature des entreprises qui viendront s'implanter sur le site et aux modes de déplacement utilisés par les clients, les salariés ou les visiteurs (donc de leur lieu de résidence). Dans le cas présent, l'utilisation de la voiture occupera une place prépondérante.

Le carrefour RD 767/VC 13 présente l'avantage d'être d'ores et déjà sécurisé (carrefour giratoire). Le trafic poids lourds restera interdit sur la section de VC 13 comprise entre l'accès à l'extension et la RD 10.

Les incidences sur les conditions de trafic sont exposées au chapitre 6.1.1.

La viabilisation de la troisième tranche permettra, à terme, de financer les travaux à réaliser pour la viabilisation de la tranche 2, qui assurera le bouclage de l'ensemble des tranches et améliorera donc les conditions d'accès et de circulations internes. Ces deux phases de viabilisation successives participeront à l'amélioration de la fluidité du trafic.

☐ Mesures

Aucune mesure n'est à mettre en œuvre.

6.7.2 Impacts sur les transports en commun

☐ Incidences

L'évolution du PLU n'a pas d'incidences quantifiables sur cette thématique.

De façon générale, la poursuite de l'urbanisation de la ZA de la Ronde est susceptible d'accroître la fréquentation de la ligne 12 (Brain-sur-Allonnes- Saumur) avec toutefois l'arrêt le plus proche situé à environ 800 m (10 à 15 minutes à pied) et une fréquence aujourd'hui peu attractive.

☐ Mesures

L'évolution de l'offre en transports en commun pour la desserte de la ZA de la Ronde n'est pas du ressort du PLU et relève de la politique des transports à l'échelle de la communauté d'Agglomération.

6.7.3 Impacts sur les modes doux de déplacements

☐ Incidences

Le projet permet la perméabilité pour les piétons et cycles.

☐ Mesures

Le principe de cheminement piéton et cycles au sein de l'extension figure dans l'OAP de l'extension.

6.8 INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT SONORE

☐ Incidences

L'ouverture à l'urbanisation de l'extension de la ZA de la Ronde va induire des incidences sur le contexte sonore liées :

- au trafic interne au sein du parc d'activités et à l'augmentation de trafic générée par l'aménagement sur les voies existantes desservant le parc d'activités,
- aux activités qui viendront s'implanter sur le site.

De façon générale, le site de l'extension présente l'avantage d'être localisé à l'écart de zones d'habitat aggloméré.

- **Impact sonore lié à la circulation**

L'habitation présente au sein de l'extension est localisée à environ 130 m de la voirie interne principale ; cette distance permettra d'atténuer les nuisances sonores liées à la circulation d'autant plus que des bâtiments, viendront vraisemblablement s'implanter entre la route et l'habitation (leur positionnement n'est aujourd'hui pas défini), joueront potentiellement le rôle d'écran acoustique.

Les deux habitations situées au sud de la rue de l'Aunay (VC 13) entre la RD 767 et l'accès au site de l'extension subiront également une dégradation du contexte sonore liée à l'accroissement du trafic sur la rue de l'Aunay.

- **Impact sonore lié aux activités**

La nature précise des activités, sources potentielles d'émissions sonores, susceptibles de s'implanter sur la zone d'activités n'est pas déterminée à ce stade. On peut toutefois estimer que le niveau de bruit de fond sera augmenté en comparaison avec la situation actuelle.

L'habitation présente au sein de la ZAC est donc la plus susceptible de subir des nuisances sonores liées à des activités potentiellement bruyantes. Son devenir n'est aujourd'hui pas tranché entre le maintien de l'usage résidentiel, une évolution vers un usage d'activité économique ou de service, ou la démolition.

Quoi qu'il en soit, conformément à la réglementation, les établissements qui viendront s'implanter sur le site devront respecter les exigences réglementaires d'émergence en limite de propriété des habitations par rapport aux niveaux de bruit de fond diurne et nocturne issus de mesurages acoustiques.

☐ **Mesures**

L'évolution du PLU n'induit pas de mesures particulières concernant le contexte sonore.

Les entreprises susceptibles de générer des nuisances sonores seront soumises à la procédure d'étude d'impact (en ce qui concerne les entreprises soumises à autorisation au titre de la législation sur les installations classées si ce type d'établissement vient s'installer dans la zone) et devront proposer, le cas échéant, des mesures visant à réduire leurs effets sur l'ambiance sonore.

Les installations susceptibles de présenter des incidences sonores devront respecter la règle de non-émergence. En cas de dépassement de ces valeurs, des mesures spécifiques devront être prises (correction au niveau des sources de bruit, mise en place de dispositifs de protection).

6.9 INCIDENCES SUR LA SANTE HUMAINE

Cette partie de l'évaluation environnementale porte sur l'évaluation des effets des évolutions réglementaires sur la santé humaine.

De façon générique, sont étudiées les causes potentielles (bruit, pollution atmosphérique, pollution des eaux...) d'altération sanitaire et les précautions particulières pour y remédier. Dans ces conditions, on renverra sur certains paragraphes précédents où les éléments de base ont été déjà fournis.

Les problèmes potentiels sont de différents ordres et concernent :

- la pollution des eaux,
- la pollution des sols,
- le bruit,
- la pollution atmosphérique.

6.9.1 La pollution des eaux

☐ Incidences

Les impacts potentiels sur la santé humaine du fait d'une dégradation de la qualité des eaux souterraines et/ou superficielles peuvent être induits principalement par les rejets d'eaux usées ou d'eaux pluviales. Ces risques sont à considérer du point de vue de la qualité bactériologique et du point de vue de la qualité physico-chimique (notamment des teneurs en hydrocarbures et en métaux).

Comme indiqué au chapitre 6.1.2.3, l'évolution du PLU n'induit pas d'aggravation des risques de contamination de la nappe exploitée par les captages d'eau potable les plus proches.

☐ Mesures

Voir mesures du chapitre « espace hydrique »

6.9.2 La pollution des sols

☐ Incidences

Le site de l'extension n'est pas connu pour avoir accueilli des activités susceptibles d'avoir engendré une pollution des sols.

L'évolution du PLU (ouverture à l'urbanisation) peut aller en soi vers un accroissement du risque de contamination des sols. Ce type d'activités susceptible de générer d'éventuelles pollutions est toutefois bien encadré sur un plan réglementaire.

☐ Mesures

Aucune mesure n'est à mettre en œuvre.

6.9.3 Le bruit

Les effets du bruit sur la santé humaine sont de trois types :

- dommages physiques importants du type surdité,
- effets physiques du type stress qui peuvent induire une modification de la pression artérielle et de la fréquence cardiaque,
- effets d'interférences (perturbations du sommeil, gêne à la concentration...).

A titre d'information, on considère comme « zone noire », les espaces soumis à un niveau sonore supérieur à 65 dB(A). Ce niveau sonore peut perturber le sommeil, les conversations, l'écoute de la radio ou de la télévision. Le niveau de confort acoustique correspond à un niveau de bruit en façade de logement inférieur à 55 dB(A).

☐ Incidences

Les incidences éventuelles correspondent au dépassement des seuils réglementaires en matière d'ambiance sonore liés à des infrastructures routières et/ou des activités.

Compte tenu de la variabilité de sensibilité au bruit des individus, l'appréciation de la vulnérabilité d'une population au bruit conserve un caractère subjectif.

Aucune incidence sur la santé humaine n'est à attendre pour les populations riveraines présentes au sein de l'extension ou à proximité. Les activités qui viendront s'implanter seront tenues au respect des exigences réglementaires d'urgence (en limite de propriété des habitations par rapport au bruit de fond résiduel).

Les volumes de trafic ne seront pas tels qu'ils puissent générer des incidences sanitaires. L'habitation la plus proche de la voie est de plus en retrait par rapport à celle-ci (un peu plus de 130 m).

☐ Mesures

Se référer au chapitre 6.8.

6.9.4 La pollution atmosphérique

☐ Incidences

La qualité de l'air est le domaine le plus difficile à définir pour l'étude des effets sur la santé. Compte tenu des concentrations humaines et des niveaux de trafic, les problèmes de santé publique se rencontrent principalement en milieu urbain.

Les incidences sanitaires potentielles dépendent de très nombreux paramètres (nature des activités, flux de trafics induits, conditions de circulation, conditions météorologiques,...) et ne peuvent être estimées de façon précise dans le cadre de cette évaluation environnementale.

Il est néanmoins considéré que les évolutions proposées du PLU n'ont pas d'incidences significatives sur la qualité de l'air (voir chapitre 6.1.1).

☐ **Mesures**

Voir chapitre « qualité de l'air et climat »



ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET SUIVI ENVIRONNEMENTAL

7 ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU – SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU dans le cadre de la déclaration du projet d'extension de la Ronde 3, plusieurs indicateurs de suivi sont proposés afin de rendre compte des orientations et des objectifs fixés en matière de préservation de l'environnement et des effets de la mise en œuvre du projet.

Les indicateurs détaillés ci-après constituent des outils d'évaluation de la mise en compatibilité du PLU au regard de l'état initial détaillé dans le présent rapport.

Le respect des objectifs fixés pourra être mis en évidence par les résultats des indicateurs de suivis et sera motifs à des ajustements éventuels afin de garantir une prise en compte optimale des composantes environnementales fondamentales du territoire de la ZAC.

Thème	Indicateur de suivi	Fréquence
Eaux superficielles et souterraines		
Qualité des eaux superficielles/souterraines	Bilan de chaque rejet industriel dans le réseau pluvial – nature des effluents, traitement installé, suivi des flux rejetés	Annuelle (prescription de l'arrêté loi sur l'eau)
	Contrôle des dispositifs d'assainissement autonomes	Contrôles réglementaires du SPANC ⁷
Patrimoine naturel		
Interface bois de la Casse/ZA Fossés/noues	Suivi des populations animales (amphibiens, reptiles, chiroptères, avifaune)	N+1, N+3, N+5 et N+10 à partir du démarrage des travaux
Paysage		
Insertion paysagère	Suivi des plantations de haies au niveau de la frange agricole Evaluation qualitative de l'insertion paysagère	Tous les 2 ans pendant 10 ans à partir du démarrage des travaux

La commune d'Allonnes et la Sodemel sont chargées de faire établir ce suivi.

Modalités de suivi :

- Qualité des eaux

Cette mesure, du ressort de l'aménageur, est une prescription de l'arrêté préfectoral au titre de la loi sur l'eau codifiée. La Sodemel sera chargée du suivi des rejets industriels.

La Communauté d'Agglomération de Saumur est en charge du SPANC. Les contrôles effectués sont de trois types : contrôle de conception, contrôle de réalisation des travaux (conformité du projet préalablement validé), contrôle en cas de vente

- Patrimoine naturel

Le suivi écologique de l'interface bois de la Casse/ZA/ zone humide restaurée sera réalisé par une structure spécialisée (association environnementale, bureau d'études en environnement,...) missionné par la Sodemel en vue de suivre la colonisation végétale et les populations animales (amphibiens, reptiles, chiroptères, avifaune))

La gestion extensive de cet espace sera assurée par la commune au niveau des espaces publics.

⁷ Service Public d'Assainissement Non Collectif

- Insertion paysagère

Les documents de la ZAC (cahier des prescriptions architecturales, urbanistiques et environnementales et les fiches de lots) donneront des indications sur l'implantation des bâtiments, leurs volumétries et couleurs, le traitement des façades, le traitement des accès, des stationnements, des clôtures, la signalétique, les plantations...) qui viendront compléter les dispositions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme.

Les mesures de suivi porteront sur la vérification du respect du plan d'aménagement paysager intégrant le **suivi des plantation des haies bocagères** (vérification de la reprise des plants, notifications des plants morts à remplacer...) et de la palette végétale proposée par un paysagiste (ressources internes aux collectivités - ville d'Allonnes ou Saumur Agglomération - ou structure spécialisée missionnée par l'aménageur ou la collectivité).

8 ANALYSE DES METHODES UTILISEES ET DES DIFFICULTES RENCONTREES POUR EVALUER LES EFFETS DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

8.1 GENERALITES – NOTIONS D'EFFET OU D'IMPACT DU PROJET

En matière d'aménagement, les projets, quelle que soit leur nature, interfèrent avec l'environnement dans lequel ils sont réalisés.

L'évaluation environnementale a pour objectif de nourrir le PLU, des enjeux environnementaux du territoire, afin qu'ils en soient une composante au même titre que les questions urbaines, économiques, sociales, de déplacements. Il s'agit d'une démarche progressive et itérative.

L'établissement du volet environnemental dans la procédure de la déclaration de projet de la ZAC de Ker Lann valant mise en compatibilité du PLU a pour objectif de fournir des éléments d'aide à la décision quant aux incidences environnementales du projet et d'indiquer les mesures correctives à mettre en œuvre par le maître d'ouvrage, afin d'en assurer une intégration optimale.

On comprend donc que l'estimation des effets du projet (« impacts ») occupe une importance certaine dans ce document.

La démarche adoptée est la suivante :

⇒ une analyse de l'état « actuel » de l'environnement : elle s'effectue de façon thématique, pour chacun des domaines de l'environnement (portant sur le cadre physique, le cadre biologique, le cadre paysager, les risques) et son évolution tendancielle par rapport au scénario « fil de l'eau » qui correspond notamment aux dispositions du document d'urbanisme avant mise en compatibilité ;

⇒ une description du projet (objets de la mise en compatibilité), afin d'en apprécier les conséquences sur l'environnement, domaine par domaine et de justifier, vis-à-vis de critères environnementaux, les raisons de son choix, apparaissant comme le meilleur compromis entre les impératifs techniques, les contraintes financières et l'intégration environnementale ;

C'est non seulement l'environnement au sens habituel (environnement naturel, nuisances, pollutions, etc.) qui est pris en compte, mais aussi la santé, les impacts sur le changement climatique et le patrimoine culturel.

⇒ une indication des impacts du projet sur l'environnement, qui apparaît comme une analyse thématique des incidences prévisionnelles liées au projet. Il s'agit là, autant que faire se peut, d'apprécier la différence d'évolution afférant à :

- la dynamique « naturelle » du domaine environnemental concerné en l'absence de réalisation du projet d'une part,
- la dynamique nouvelle créée par la mise en œuvre du projet, vis-à-vis de ce thème de l'environnement.

Les conséquences de cette différence d'évolution sont à considérer comme les impacts du projet sur le thème environnemental concerné et sur le réseau Natura 2000.

⇒ dans le cas des impacts négatifs, une série de propositions ou « mesures correctives ou compensatoires » visent à optimiser ou améliorer l'insertion du projet dans son contexte environnemental et limiter de ce fait les impacts bruts (c'est-à-dire avant application des mesures compensatoires du projet sur l'environnement).

8.2 ESTIMATIONS DES IMPACTS ET DIFFICULTES RENCONTREES - GENERALITES

L'estimation des impacts sous-entend :

- ⇒ de disposer de moyens permettant de qualifier, voire de quantifier, l'environnement (thème par thème a priori),
- ⇒ de savoir gérer, de façon prédictive, des évolutions thématiques environnementales.

Le premier point, pour sa partie qualitative est du domaine de la réalité : l'environnement est aujourd'hui appréciable vis-à-vis de ses diverses composantes, avec des niveaux de finesse satisfaisants, et de façon objective (existence de méthodes descriptives).

La partie quantitative n'est de façon générale appréciée que dans les domaines s'y prêtant, plutôt orientés dans les thèmes de cadre physique ou bien de l'environnement humain et socio-économique (hydraulique, bruit...) ; d'autres (tel l'environnement paysager par exemple) font appel à certaines appréciations subjectives, dont la quantification ne peut être aisément envisagée.

Le second point soulève parfois également des difficultés liées au fait que certaines sciences, complexes, telles les sciences biologiques et écologiques, ne sont que modérément (voire pas) prédictives.

Ces considérations montrent la difficulté d'apprécier, de façon générale et unique l'évaluation des incidences des évolutions envisagées du PLU sur l'environnement ; l'agrégation des impacts (addition des effets sur des thèmes distincts de l'environnement) reste donc du domaine de la vue de l'esprit, à ce jour, dans la mesure où elle supposerait de façon objective :

- ⇒ de pouvoir quantifier chaque impact thématique (dans tous les domaines de l'environnement), ce qui n'est pas le cas,
- ⇒ de savoir pondérer l'importance relative des différents thèmes environnementaux les uns par rapport aux autres, ce qui n'est pas le cas non plus.

8.3 CAS DE LA DECLARATION DE PROJET DE L'EXTENSION DE LA RONDE 3 VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

Dans le cadre de ce dossier, la méthode utilisée a consisté en la définition, pour chacun des thèmes de l'environnement, de critères susceptibles de permettre l'appréciation progressive et objective des incidences sur l'environnement, des différentes évolutions qu'il est proposé d'apporter au PLU.

L'évaluation environnementale s'est appuyée sur les dossiers réalisés en parallèle ou au préalable :

- Etude d'impact La Ronde 2 (2008) et la Ronde 1 (2001),
- Dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau codifiée – Extension 2 et 3 (2009),
- Etude de faisabilité de la ZAC (2010 – cabinet de géomètres experts Lecouteux Branly),
- Dossier de demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée – Urban'ism – Octobre 2015
- Etude d'impact de la ZA de la Ronde 3 – en cours
- Dossier de déclaration de projet – Urban'ism (en cours)

Ces diverses informations ont été gérées par des spécialistes qui mènent régulièrement, de façon professionnelle, les études d'incidences de cette nature, dans des contextes voisins (même si à chaque étude des spécificités apparaissent : géographie, environnement périphérique...).

Ce travail a été mené en collaboration avec la commune d'Allonnes, la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement et la Sodemel.

La déclaration de projet, telle qu'arrêtée, a fait l'objet d'une démarche itérative prenant en compte l'état initial de l'environnement du site sur lequel il s'inscrit aboutissant à un document final représentant un consensus entre le projet urbain, la prise en compte de l'environnement mais aussi la prise en compte des aspects sociaux et économiques.

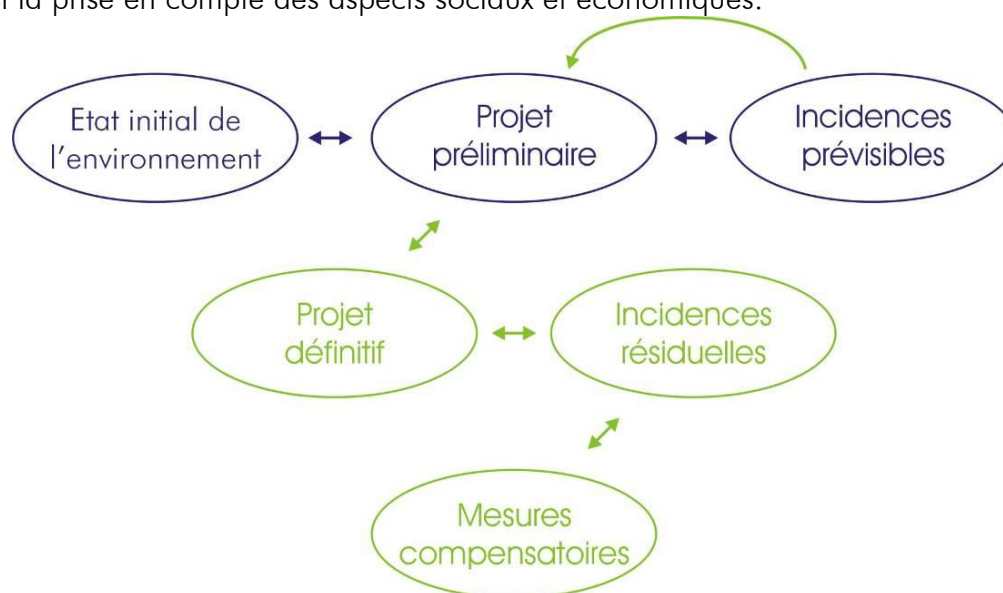


Figure 54 : Représentation schématique du fonctionnement itératif de l'évaluation environnementale